

Table des matières

<i>Remerciements</i>	2
<i>Avant-propos</i>	4
Aquitaine	6
Auvergne	12
Bourgogne	18
Bretagne	24
Centre	30
Champagne-Ardenne	36
Franche-Comté	40
Île-de-France	46
Languedoc-Roussillon	54
Limousin	64
Pays de la Loire	70
Lorraine	76
Midi-Pyrénées	80
Nord-Pas-de-Calais	86
Basse-Normandie	92
Haute-Normandie	98
PACA	106
Picardie	112
Poitou-Charentes	118
Rhône-Alpes	128
<i>Conclusion</i>	134
<i>Les présidents UMP à votre service</i>	141

Remerciements

Je tiens à remercier l'ensemble des présidents de groupes UMP des régions et leurs collaborateurs sans qui cet ouvrage n'existerait pas :

Dominique Ducassou pour l'Aquitaine

Jean Proriol pour l'Auvergne

Simone Rignault pour la Bourgogne

Dominique de Legge pour la Bretagne

Daniel Gueret pour le Centre

Luc Chatel pour la Champagne-Ardenne

Jean-François Humbert pour la Franche-Comté

Jacques Blanc pour le Languedoc-Roussillon

Raymond Archer pour le Limousin

Claude Gaillard et **Marie-Jo Zimmermann** pour la Lorraine

Gérard Tremege pour le Midi-Pyrénées

Dominique Riquet pour le Nord Pas de Calais

Nicole Ameline pour la Basse-Normandie

Jean-Paul Gauzes pour la Haute Normandie

François Fillon pour les Pays de la Loire

Caroline Cayeux pour la Picardie

Henri de Richemont pour le Poitou-Charentes

Renaud Muselier pour la Provence Alpes Côte d'Azur

Hervé Gaymard pour Rhône-Alpes

Par leur adhésion enthousiaste à ce projet et par leur apport rapide d'informations riches et abondantes, ils ont contribué à la réalisation de ce livre noir.

Enfin qu'il me soit également permis de remercier Fabrice MORENON qui a coordonné et rédigé l'ensemble de l'ouvrage.

Roger Karoutchi

Président du groupe UMP

au Conseil régional

d'Ile-de-France

Sénateur des Hauts-de-Seine



Roger Karoutchi
Président du groupe UMP
au Conseil régional
d'Ile-de-France
Sénateur des Hauts-de-Seine

Depuis 2004, vingt des vingt-deux régions métropolitaines sont gérées par des présidents socialistes. En 2005, nous avons publié un premier bilan critique d'une année de gestion socialiste. On pouvait alors observer la méthode du Parti socialiste pour orchestrer la politique des régions : explosion des impôts, multiplication des dépenses de fonctionnement et de communication et saupoudrage des subventions aux associations. Plus qu'une simple coordination, c'était un véritable programme d'instrumentalisation des exécutifs régionaux qui se dessinait.

En 2004, notre premier bilan s'intitulait « Tout ce qu'on ne vous a pas dit sur la gestion socialiste des régions », aujourd'hui c'est un livre noir. Après trois années de gestion socialiste dans les régions, il ne s'agit malheureusement plus de dresser un simple bilan critique de politiques et d'actions nouvelles, mais bien de constater avec suffisamment de recul, les effets catastrophiques de la gestion socialiste dans les régions. Le résultat est consternant.

Aujourd'hui, alors que Madame Royal s'appuie dans le cadre de sa campagne présidentielle « sur des régions qui marchent pour faire marcher la France » la deuxième édition du livre noir dresse à mi-mandat un bilan malheureusement encore plus affligeant que le premier, de la gestion des régions par les socialistes.

En effet, les présidents socialistes ont conduit les régions sur une bien mauvaise pente. Depuis 2004, les impôts régionaux ont augmenté de plus de 35 % sur l'ensemble de la France, ce qui représente un prélèvement supplémentaire de 2 milliards d'euros par an pour les contribuables.

Avec la hausse de la taxe professionnelle et des taxes foncières, les entreprises et les propriétaires de leur logement paient 450 M€ supplémentaires depuis 2004.

Ce sont les automobilistes qui ont été les principales victimes de ce matraquage fiscal : 1,6 milliard d'euros d'impôts supplémentaires à cause de l'augmentation de la taxe sur les cartes grises et du prix de l'essence.

Ce ne sont pas les nouvelles compétences transférées en 2005, contrairement à ce qu'affirment les présidents socialistes qui viennent peser sur les budgets régionaux. Ce sont bien les frais de fonctionnement, les dépenses de communication, de représentation et les nombreuses interventions hors compétence qui ont fait exploser les budgets régionaux. En effet, ces dépenses lourdes auxquelles on peut ajouter l'échec des coûteux emplois tremplin, n'ont aucun sens, sinon de créer de véritables contre-pouvoirs au gouvernement.

Parmi les perles on peut citer notamment en Ile-de-France, le financement d'études sur la faisabilité du transport du fret par ballons dirigeables, une subvention de 30 000 € pour « l'ethical fashion show 2006 », organisé par l'association Universal Love, ou une aide de 50 000 € pour développer le projet funk therapy dont le principe est « la rétrospective de l'histoire des différents courants de street issues des communautés minoritaires des ghettos des Etats-Unis ». (!).

Que dire de l'implantation de 15 maisons de la région Languedoc-Roussillon à travers le monde, de New Delhi à Shanghai, en passant par New York et Sao Paulo ou du doublage des séries américaines Perry Mason et Colombo en breton financé par le Conseil régional de Bretagne ? En Pays de la Loire fallait-il financer un Forum pour faire le bilan de toutes les assises qui avaient déjà eu lieu ? Et pour couronner le tout en Poitou-Charentes on peut être dubitatif lorsque l'on observe que la démocratie participative de Madame Royal conduit à considérer dans un lycée, comme prioritaire, l'aménagement du garage à vélo et comme secondaire, la réfection de la toiture...

Et pour finir, on peut saluer l'imagination et le sens de la métaphore des présidents de région qui minimisaient dès 2005 le matraquage fiscal dans leurs régions respectives. Jean Paul Bachy en Champagne-Ardenne : « Ce n'est pas le prix d'un paquet de cigarette » ; Raymond Forni en Franche-Comté : « Ce n'est pas le prix d'un café » ; et Alain Le Vern en Haute Normandie : « Ce n'est pas le prix d'un carambar ».

Au final, les régions françaises ont augmenté massivement les impôts, sont plus endettées et investissent moins pour l'emploi et l'éducation. Ainsi, les investissements dans le domaine aussi essentiel que celui de la formation professionnelle ont diminué de 5,6 %. Même constat, pour les lycées où, les investissements ont baissé de 1,7 %.

C'est avec gravité que nous présentons ce bilan à mi-mandat. La démocratie n'est saine que si les citoyens votent en connaissance de cause. Nous voulons qu'ils prennent conscience de la réalité de la gestion socialiste des régions. A eux ensuite de se faire une opinion.

“un bilan malheureusement encore plus affligeant que le premier, de la gestion des régions par les socialistes”



NOTRE GRAND CRU
DE BORDEAUX !



Région Aquitaine

Une région mal gérée,
accumulant les retards...

En Aquitaine, l'exécutif socialiste, présidé depuis 1998 par Alain Rousset, également Président de l'Association des Régions de France (ARF), aime par-dessus tout donner des leçons de saine gestion, verser dans l'autosatisfaction permanente pour louer les politiques « ambitieuses » qu'il met en œuvre, même si certaines d'entre elles sont financées, en grande partie, par d'autres.

Pour n'être jamais pris en défaut, il a recours à un bon vieux stratagème qui consiste à reporter la faute sur les autres, et, sans chercher bien loin, sur l'État, caricaturé comme responsable de tous les maux : gel de crédits, désengagement supposé dans tous les domaines, retard des opérations... C'est le mot d'ordre général.

En 2006, de nouvelles cibles ont été privilégiées :

- **Les compensations financières correspondant aux transferts de compétences seraient insuffisantes, ce qui contraindrait la Région à augmenter les impôts...**
- **L'autonomie fiscale serait en baisse constante par la faute de l'Etat, ce qui ne permettrait pas à la Région d'assumer le financement de ses politiques...**
- **Le Contrat de Projets 2007/2013 serait d'emblée défavorable, alors que très rapidement une nouvelle négociation avec l'Etat, en décembre 2006, a apporté des suppléments de crédits significatifs qui ont finalement abouti à un vote fin février 2007.**

Une région mal gérée, accumulant les retards...

Les socialistes aquitains, qui détiennent la majorité absolue à eux seuls, ont un savoir-faire certain : de belles et fortes paroles qui cachent le manque d'actions véritables.

Depuis 2004, les budgets sont systématiquement présentés comme "vertueux, volontaires et créatifs". En 2007, adoptant la terminologie de la candidate socialiste à la présidence de la République, le budget est désormais qualifié de "budget juste".

Pourtant, d'exercice en exercice, le mauvais bilan de la Région se creuse. Si l'Aquitaine était aussi bien gérée que cela est affirmé,

Secteurs	Aquitaine en €/hab	Moyenne Nationale en €/hab	Classement
Enseignement, lycées	61,7	69	14 ^e
Formation professionnelle	62,8	67,5	16 ^e
Transports ferroviaire, routes, aéroports, ports.	39	57,3	18 ^e
Culture, sports	7,9	13,2	20 ^e
Aménagement des territoires, Politique de la Ville, logement, aménagement rural	8,6	20,3	20 ^e
Environnement	2,7	8,7	20 ^{ème}

elle obtiendrait d'excellents résultats par rapport aux autres régions françaises.

Ce n'est pas le cas.

Il suffit de se pencher sur le classement établi par la Direction Générale des Collectivités Locales en 2005, comme en 2006, l'Aquitaine est, le plus souvent, en bas du tableau des 20 régions considérées.

Face à cette réalité peu glorieuse, l'exécutif réplique qu'il est plus performant en matière de développement économique. Il est vrai que le Président Rousset « met le paquet » comme il dit, sur l'économie. Ce dernier n'a cessé de vanter son volontarisme. On pourrait alors s'attendre à des résultats probants. Ce n'est pas le cas : un PIB inférieur de 10 % à la moyenne

nationale, un taux de chômage égal au taux national, toujours élevé pour les jeunes et les femmes, un taux de défaillances d'entreprises qui s'accroît plus vite en Aquitaine qu'au niveau national.

Paradoxalement, en contrepoint du volontarisme économique affiché, l'Aquitaine subit le **4^e taux de taxe professionnelle le plus élevé de France**, ce qui n'attire pas les investisseurs, et ne favorise pas l'accroissement de l'activité économique. Le taux de taxe professionnelle est **supérieur de 32 % à la moyenne nationale. Ce que la région donne aux entreprises, elle le reprend aussitôt par le biais de la taxe professionnelle.** Le produit de la taxe professionnelle pour 2006 ➔ **142 millions €** Le budget économique de la Région ➔ **127 millions €.** On voit bien que, lorsque la région Aquitaine dépense, sur l'action économique,

41 € par habitant, elle en encaisse 47 € sur le dos des entreprises. En matière de politique universitaire, la région souligne être la seule à avoir mis en place un schéma régional du **logement étudiant.** Bien sûr, mais elle est aussi la seule à avoir refusé d'inscrire au Contrat de Plan 2000-2006 la rénovation et la construction de nouveaux hébergements étudiants. Toutes les autres régions ont depuis longtemps réglé ce problème.

La politique de la ville, préoccupation pourtant essentielle, est le parent pauvre de l'Aquitaine. Depuis 2002, les crédits d'investissement ont été pratiquement divisés par 2. En 2005, ils étaient inférieurs de 57 % à la moyenne nationale et représentaient la part symbolique de 0,3 % des dépenses totales ! Sous la pression des événements, les crédits ont été relevés au Budget 2007 mais ne dépassent pas les 0,7 % du Budget. Où est donc ce volontarisme social

“ Lorsque la région aquitaine dépense 41 € en faveur de l'action économique elle prélève 47 € sur le dos des entreprises.”



forcené annoncé haut et fort ?

La hausse du fonctionnement ampute lourdement l'investissement

Depuis 8 ans, les dépenses d'investissement ont chuté continuellement : elles représentaient **61 % du budget en 1998**.

Aujourd'hui, elles s'élèvent à peine à **48 % des dépenses totales**, hors transferts de compétence, bien sûr.

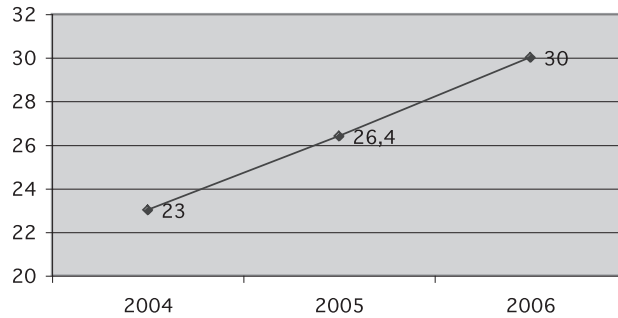
L'Aquitaine ne répond plus à sa mission première qui est d'investir.

Comme dans toute bonne collectivité gérée par les socialistes, les frais de fonctionnement se sont envolés : de **75,65 €/habitant en 1998**, ils sont passés à **148 €/habitant en 2006**. Même constat pour les dépenses de personnel qui ont fortement augmenté (voir graphique ci-dessus).

Le scénario bien rodé de l'augmentation injustifiée des impôts

Si l'Aquitaine devait mériter une « palme » ou

DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : +30 %



un « prix spécial », ce serait sans hésitation celui de **l'obsession volontariste de la hausse des impôts**.

Depuis 8 ans, la gauche les a élevés de **63 %** : l'Aquitaine est ainsi la **4^e région la plus imposée en France**. Chaque année, l'exécutif déploie des trésors d'habileté pour justifier l'injustifiable. Pourtant la réalité est la suivante :

En 2007, un nouveau subterfuge est apparu : la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). Elle ne s'affiche pas sur la feuille des impôts locaux mais elle est bien réelle dans le portefeuille des automobilistes.

2007, c'est l'année de la « grande illusion des Aquitains » : le taux des

impôts directs reste apparemment stable mais en réalité l'augmentation de la TIPP est un **impôt déguisé**. Pour l'Aquitaine, cela représente **24,28 M€ supplémentaires**, soit **16 nouveaux points de fiscalité**. Le groupe UMP s'est fortement opposé à cette augmentation socialement injuste (un comble pour des socialistes !) car cela pénalisera les revenus les plus faibles, environ 40 € de plus par foyer en 2007. **On peut alors se poser une question : cette augmentation de TIPP est-elle nécessaire, comme le prétend la gauche ?**

En Aquitaine, la TIPP est détournée de son but initial qui est seulement de

compenser les charges des nouvelles compétences décentralisées. Les socialistes, appâtés par cette formidable opportunité financière, ont vite fait le choix de l'utiliser pour engager d'autres politiques et justifient ainsi sa hausse. Or, en 2005, comme en 2006, le transfert des charges a été opéré, comme le prévoit la loi constitutionnelle, à l'euro près :

En 2005 : 23,3 M€ de charges pour 23,2 M€ de compensation de l'Etat
 En 2006 : 37 M€ de charges pour 36,97 M€ de compensation de l'Etat
 Contrairement aux affirmations toujours rapides du Président Rousset, **l'Etat n'a pas « fait les poches des régions ».**

En Aquitaine, il a tenu ses engagements. La hausse de l'impôt sur l'essence ne servira qu'à alimenter une « cagnotte » destinée à d'autres fins, notamment à couvrir le dérapage des dépenses de fonctionnement.

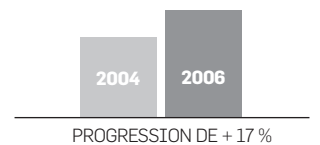
L'Aquitaine est enfin la 5^e région la plus endettée

L'exécutif ne se lasse pas de parler de désendettement : si le montant de l'encours de la dette a baissé, ici comme ailleurs, cela est dû aux taux d'intérêt toujours bas, aux remboursements anticipés d'emprunts facilités par les fortes recettes fiscales. Mais, cette tendance est générale et l'Aquitaine fait moins bien que les autres régions.

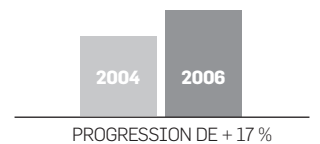
En effet, l'annuité de la dette aquitaine représente 7,4 % de son budget alors que la moyenne nationale se situe à 6 %. Or, les résultats le prouvent : **l'Aquitaine reste la 5^e région la plus endettée de France avec un montant de l'annuité de sa dette de 64,3M€, après l'Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais, PACA et Rhône-Alpes.**

“ La hausse de l'impôt sur l'essence ne servira qu'à alimenter une « cagnotte » destinée à couvrir le dérapage des dépenses de fonctionnement.”

TAXE FONCIER BÂTI



TAXE FONCIER NON BÂTI





Région Auvergne

Augmentation injustifiée de la fiscalité locale

Sitôt élue en 2004, la nouvelle majorité socialiste a décidé d'augmenter massivement les impôts en Auvergne. Une fois n'est pas coutume, tout a été mis en œuvre pour expliquer aux Auvergnats que ces augmentations résultaient du désengagement de l'Etat et de la décentralisation.

A mi-mandat, le bilan de la gauche en Auvergne est édifiant : augmentation des impôts, explosion des dépenses de fonctionnement, accroissement des effectifs, augmentation de l'endettement et baisse des investissements

Augmentation injustifiée de la fiscalité locale

Chaque année l'exécutif recherche un bouc émissaire pour justifier la pression fiscale supplémentaire qu'il inflige aux Auvergnats. En 2004, le désendettement, en 2005 la décentralisation, en 2006, le désengagement de l'Etat... Tout cela n'est bien évidemment que de la poudre aux yeux... La réalité est la suivante : entre 2004 et 2006, le taux d'endettement de la région a progressé de **252 € par habitant à 308 € par habitant**, la décentralisation n'a rien coûté et a même rapporté 1 M€. En revanche,

ÉVOLUTION DES PRODUITS VOTÉS DEPUIS 2004

En m €	2004	2005	2006	2007
Foncier Bâti	28,8	38,8	40,1	52,6
Foncier Non Bâti	0,2	0,2	0,2	0,3
Taxe Professionnelle	41,1	55,5	57,1	62,0
Produit Total	70,0	94,5	97,4	114,8

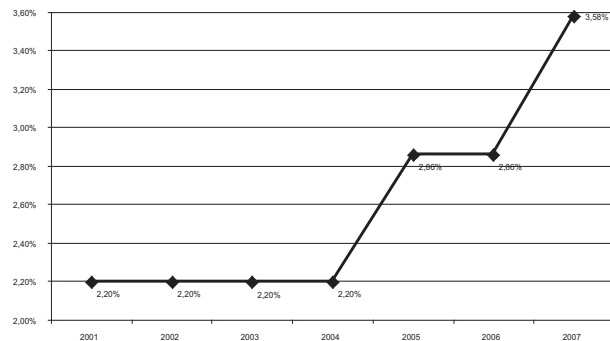
l'augmentation des impôts est bien réelle : +30 % en 2005, +25 % en 2007, soit + 62,5 % en 3 ans.

Peut-être aurait-on pu espérer que ces recettes fiscales soient réinjectées dans l'économie régionale pour investir ? Il n'en fut rien, de 2004 à 2006, **alors que l'exécutif a perçu près de 50 millions d'euros de rentrées fiscales supplémentaires, les investissements ont baissé de 26 millions d'euros.**

Prix du carburant : un nouvel impôt pour 2007

Comme la plupart des régions socialistes, l'Auvergne a décidé d'augmenter la part régionale de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) pour se faire une cagnotte. C'est une décision incohérente de la part de la majorité régionale, qui réclamait il y a encore quelques mois l'instauration d'une « TIPP flottante » pour atténuer la flambée du prix du baril de pétrole. C'est surtout **une décision injuste qui touche gravement le pouvoir d'achat des Auvergnates et des Auvergnats**, en particulier les plus modestes et ceux qui ont besoin de leur véhicule pour se rendre sur leur lieu de travail. C'est enfin, une décision inutile puisque le coût de la **décentralisation est réellement compensé**

AUGMENTATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE POUR LES ENTREPRISES



« à l'euro près » par l'Etat.

Voilà le cadeau aux automobilistes auvergnats qui accompagnera les bons vœux du Conseil Régional d'Auvergne à partir du 1^{er} janvier 2007. Ce sont chaque année **12 millions d'euros supplémentaires qui seront prélevés sur les automobilistes auvergnats.**

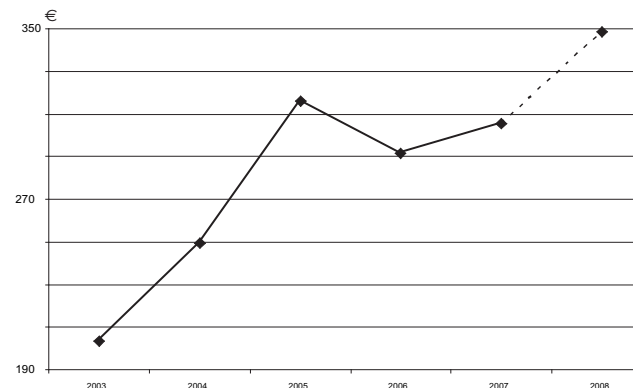
Désendettement : les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent...

En ce qui concerne la dette et l'emprunt, l'une des priorités de la majorité était le désendettement de l'Auvergne. Suite à un audit effectué avant 2004, la

gauche alors dans l'opposition avait attaqué le « surendettement » de la région. La dette représentait alors 229 euros par habitant et une capacité de désendettement de 3 ans et 2 mois. Or après une baisse en 2005, l'encours de la dette est reparti à la hausse en 2006 et devrait, si les prévisions du BP 2007 sont respectées (91 500 000 euros d'emprunts) **atteindre les 350 euros par habitant en 2008.** Enfin, concernant la capacité de désendettement, alors qu'en 2004, le président considérait que 3 ans et 2 mois représentait un

“ Entre 2004 et 2006, le taux d'endettement de la région a progressé de 252 € par habitant à 308 € par habitant.”

ENDETTEMENT PAR HABITANT

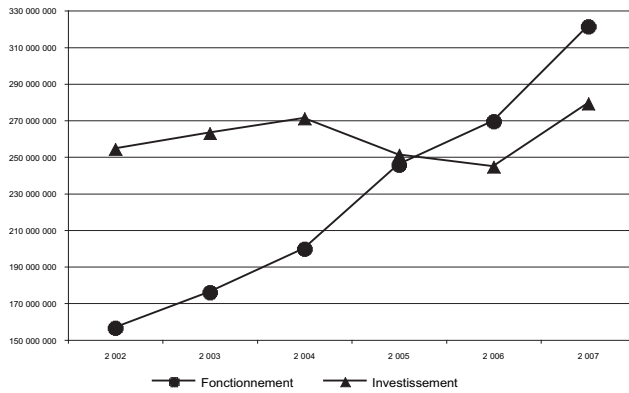


seuil critique de « surendettement », aujourd'hui l'exécutif considère qu'une capacité de désendettement de 4 ans est normale.

Décentralisation : combien ça coûte vraiment ?

Pour justifier les augmentations successives des impôts locaux et l'immobilisme du Conseil régional d'Auvergne, la majorité de gauche accuse systématiquement l'acte II de la décentralisation qui, selon eux, paralyserait et étranglerait les régions. Qu'en est-il réellement ? L'analyse des budgets régionaux de 2005 et 2006 montre que l'Etat respecte ses engagements et que la décentralisation n'est pas la responsable des hold-up fiscaux que les Auvergnats subissent depuis 3 ans. Au total la décentralisation aura rapporté 929 069€ à la région parce qu'elle a dépensé nettement moins pour ses nouvelles compétences que ce que l'état lui a transféré

EXPLOSION DU FONCTIONNEMENT AU DÉTRIMENT DES INVESTISSEMENTS



En M€	2004	2005	2006	2007
Fonctionnement	199	245	269	321
%	42,40 %	49,52 %	52,41 %	53,50 %
Investissement	270	251	244	279
%	57,60 %	50,58 %	47,59 %	46,50 %

comme ressources supplémentaires.

Une région dénaturée : explosion des dépenses de fonctionnement, baisse des investissements

En 3 ans, la structure du budget a été totalement renversée. Alors que l'Auvergne a toujours eu une section d'investissement supérieure à la section de fonctionnement, cette tendance s'est inversée.

Parmi les dépenses de fonctionnement, on peut citer l'explosion des effectifs de la région (Hors décentralisation) qui ont augmenté de 44 % en 3 ans, passant de 216 à 312 agents. (Voir schéma).

Sur près de 100 postes créés depuis 2004, une infime partie est en lien avec la décentralisation. On assiste en fait depuis 2004 à une dérive bureaucratique qui s'est traduite par la

multiplication de directions, de directeurs, de directeurs adjoints,...

La Région est-elle mieux gérée pour autant ?

L'embauche d'un « Chef du Protocole » pour le Cabinet du président est-elle véritablement nécessaire ?

Quand René Souchon explique que la région aura à gérer l'aéroport, c'est faux. La Région, à travers le syndicat mixte, n'est que propriétaire. La gestion sera assurée par un délégataire (actuellement la CRCIA). De même pour l'AFPA.

Citant uniquement les nouvelles compétences, il oublie également de signaler les domaines dont le Conseil régional s'est déchargé. Par exemple, le tourisme. Une grande partie du travail, jusqu'en 2004 assuré directement par la région, a été transféré au CRDTA (avec une partie du personnel). Il n'y a eu aucune traduction de ce transfert dans le tableau des effectifs.

La conséquence de cette explosion des effectifs est que le Conseil régional n'a plus de marge de manœuvre pour améliorer le traitement de ses agents et leur refuse toute augmentation de leur régime indemnitaire.

“ En 3 ans, les effectifs de la région ont augmenté de 44 % et les impôts de 62,5 %.”



Région Bourgogne

Les augmentations d'impôts d'hier se payent encore aujourd'hui

Dès 2005, la Bourgogne battait tous les records en augmentant les impôts des ménages de 50 % et ceux des entreprises de 75 %. Désormais, ce sont près de 70 M€ supplémentaires qui sont ponctionnés chaque année sur les entreprises et ménages bourguignons. Car l'augmentation votée en 2005 s'applique chaque année. Il n'est pas inutile de rappeler cet état de fait puisque non sans une certaine malhonnêteté intellectuelle, François Patriat ose parler en séance plénière « de l'augmentation des impôts passée » comme si elle ne s'appliquait qu'une seule fois. Non ! Les augmentations se répètent et s'additionnent chaque année.



Année après année François Patriat applique en Bourgogne le programme commun de la gestion socialiste des régions : explosion des impôts, baisse des investissements et saupoudrage des subventions aux associations.

Pourquoi s'arrêter en si bon chemin... Entre 2006 et en 2007, nouvelle majoration des taux et augmentation de la taxe sur l'essence. Ce sont **12 M€ supplémentaires** qui sont prélevés chaque année sur les automobilistes bourguignons.

Toujours plus de fonctionnement

Le président de la région se glorifie d'avoir tout

dépensé. A l'entendre, dépenser plus serait un critère de bonne gestion. C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques de la gestion socialiste des régions. Dépenser plus, notamment pour le fonctionnement de l'institution. En 2004, l'effectif du Conseil régional était de 287 agents. Aujourd'hui, il est de 406 : soit 119 de plus ! Par ailleurs, les dépenses

de communication, de réception et de représentation ont doublé depuis 2005. On a vu lors de la dernière plénière un vice-président refuser qu'un amendement des Verts puisse trouver son financement sur le budget de la communication. Pour lui, la communication est un élément essentiel de la politique du Conseil régional. Il ne faut surtout pas y toucher ! François Patriat d'une

année sur l'autre dit tout et son contraire, faisant le pari que personne ne saura le contredire. En 2005, il déclare « contrairement à mon prédécesseur, nous votons plus de crédits de paiement que d'autorisations de programme ». En 2006, il fait le contraire mais n'en souffle mot. En 2007, il ressort le même discours et il ajoute « ce qui signifie que nous n'engageons pas de dettes pour l'avenir ». De qui se moque-t-il ? Fin 2005, c'est un stock d'autorisations de programme de 200 M€ qui restait à réaliser.

Ces « chers » emplois tremplins...

Si la fiscalité est galopante, c'est pour répondre aux sollicitations chaque jour plus nombreuses, tant la majorité veut se mêler de tout et se comporter comme un distributeur de billets. Les emplois-tremplins bénéficient de crédits de 60 M€ pour 5 ans, alors que l'enveloppe pour les « cœurs de village » s'élève à 70 M€ pour

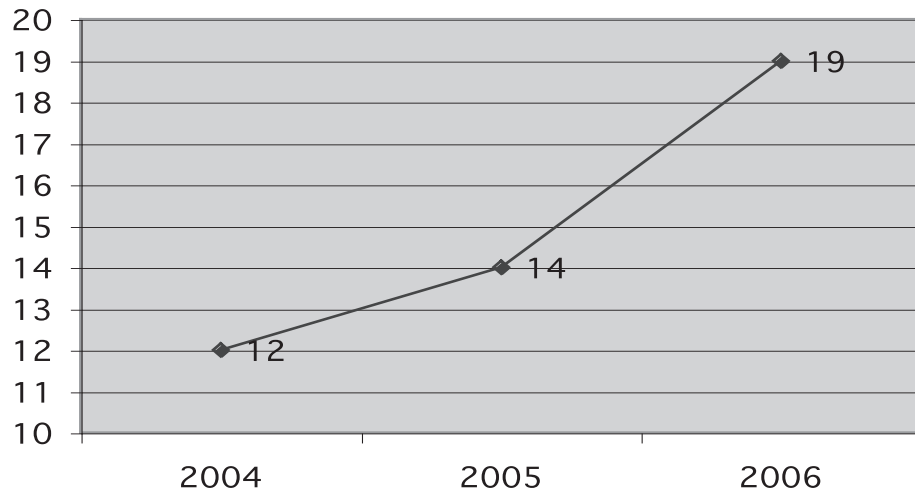
11 ans et que celles des « cœurs de territoire et villes d'appui » s'élève à 20 M€ pour 8 ans. Que deviendront les 2 000 emplois-tremplins au bout de 5 ans quand les associations ne percevront plus le financement régional ?

En fait, la Région a voulu recréer les emplois-jeunes. Mais les emplois-jeunes résultaient d'une loi - la loi Aubry. Au bout de cinq ans, les collectivités s'étaient efforcées d'intégrer les jeunes dans leur personnel. Pour les emplois-tremplins, les associations, au bout de cinq ans, devront soit prendre en charge les salaires soit licencier avec indemnités.

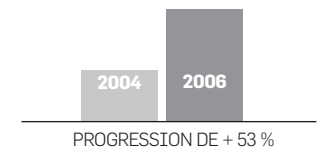
Les emplois-tremplins ont eu bien du mal à démarrer : pas moins de 14 règlements pour leur mise en œuvre : les taux d'intervention ont augmenté, la limite d'âge aussi (jusqu'à 30 ans), une prime mensuelle a été mise en place pour convaincre les associations, un cabinet

“ François Patriat ose parler de l'augmentation des impôts passée alors qu'elle se répète et s'additionne chaque année.”

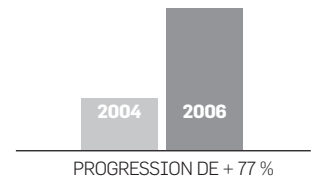
DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : +56 %



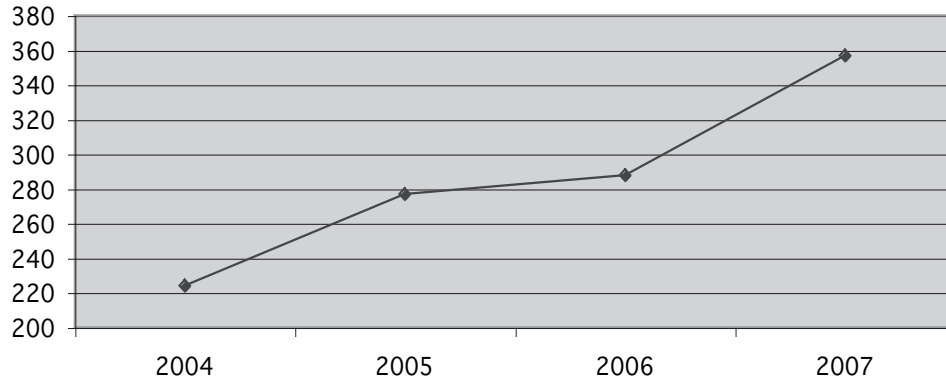
TAXE FONCIER BÂTI ET NON BÂTI



TAXE PROFESSIONNELLE



DOTATIONS DE L'ÉTAT



extérieur a du être missionné pour gérer le dispositif.

Il n'y a plus de pilote dans l'avion

La région manque d'ambition. Elle sème ses subventions à tous vents pour favoriser telle ou telle association, tel ou tel élu, décide des « mesurette » qui ne correspondent pas à ses compétences sans se préoccuper de coordonner les politiques mises en place par l'Etat et les autres collectivités : on ne voit pas se dessiner le chemin sur lequel avance la Bourgogne ni vers quel objectif.

Par exemple, en matière de politique économique, on veut nous faire croire que la Région aide les

entreprises à exporter en ouvrant un bureau à Singapour et en organisant des voyages.

Contrairement aux déclarations de l'exécutif de gauche, l'Etat ne se désengage pas en Bourgogne.

Le discours habituel de la gauche est de rendre responsable l'Etat des augmentations d'impôts qu'elle décide. Quelques chiffres concernant la Bourgogne. En 2004, les dotations et reversements de l'Etat s'établissaient à 224 926 793 €, en 2005 à 277 647 579 €, en 2006, à 288 228 487 €, en 2007 à 357 928 892 €.

Ces chiffres montrent, s'il en était besoin, combien l'Etat s'engage aux côtés de la Région.

L'instrumentalisation de la région au service du PS

Les présidents des six régions du Massif central – toujours unis contre l'Etat – ont mandaté le président Souchon d'Auvergne pour exposer les projets de développement du Massif Central à Christian Estrosi et Brice Hortefeux, ministres de l'aménagement des territoires et des collectivités territoriales. L'Etat semble beaucoup plus tolérant que ses interlocuteurs socialistes, puisqu'il décide de doter le Massif Central de crédits importants pour les prochaines années. Pour la période 2000-2006, les dotations de l'Etat s'élevaient à 44,8 M€.

Elles passeront à 61,2 M€ pour la période 2007 à 2013, en augmentation de 16,4 % M€.

Les présidents de régions sont satisfaits de l'effort de l'Etat et se proposent d'apporter, ensemble, la même contribution financière.

Reste la question du fonctionnement. Car les présidents de régions veulent « passer à un nouveau mode de gouvernance ». Ils veulent créer une nouvelle administration. Pourtant c'est le préfet de la région Auvergne qui est le préfet coordonnateur et qui assure – en liaison avec les élus – le fonctionnement et la mise en œuvre de la convention interrégionale du Massif Central. Aujourd'hui, les élus veulent créer de nouvelles instances décisionnelles et administratives. Ils ont lancé une étude de

110 000 € pour justifier la création de cette nouvelle administration à leur service.

Patriat et de Christian Paul est clair : « une coopération étroite entre les six régions est nécessaire pour peser face à l'Etat ». CQFD.

“ Les régions au service du PS : une coopération étroite entre les six régions est nécessaire pour peser face à l'Etat.”

François Patriat



Région Bretagne

Augmentation des impôts régionaux

La région Bretagne, comme les autres régions socialistes, applique depuis 3 ans les mêmes recettes : augmentation des impôts, explosion des dépenses de fonctionnement, multiplication des subventions aux organismes périphériques et communication tous azimuts.

En 3 ans, l'exécutif socialiste a prélevé à la suite des augmentations successives d'impôts 98 M€ supplémentaires sur les contribuables bretons : ménages, entreprises, automobilistes... personne n'est épargné !



En 3 ans, l'exécutif socialiste a prélevé à la suite des augmentations successives d'impôts 98 M€ supplémentaires sur les contribuables bretons : ménages, entreprises, automobilistes... personne n'est épargné !

Les entreprises bretonnes paieront ! **L'augmentation de +30 % de la taxe professionnelle** ne favorisera pas le développement économique et la création d'emplois dans la région. Dans ce cas, il n'était peut-être pas nécessaire de créer une agence régionale du développement dont l'objectif est de renforcer l'attractivité du territoire breton.

Enfin, les automobilistes bretons paieront également la carte grise de leur véhicule plus cher puisque l'exécutif a décidé d'**augmenter de 38 % la taxe sur les cartes grises**. Heureusement, les autoroutes sont toujours gratuites en Bretagne...

Frais d'administration et personnel : une armée mexicaine
C'est aussi une tradition

socialiste : les frais généraux de fonctionnement explosent. En 2004, ils étaient de 28,9 M€. En 2007, ils atteignent 44,4 M'€ soit une augmentation de + 53 %. Il paraît que l'on reçoit beaucoup à la région, mais impossible de le vérifier car les élus de l'opposition ne sont pas conviés. En revanche du côté des frais de personnel, voilà la réalité. Fin 2004,

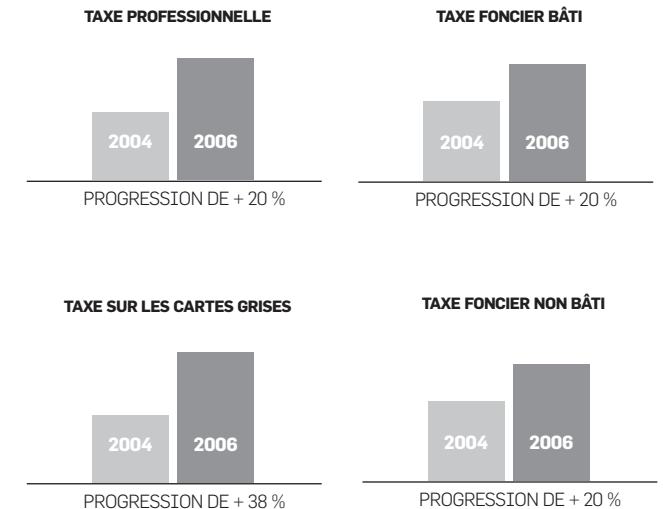
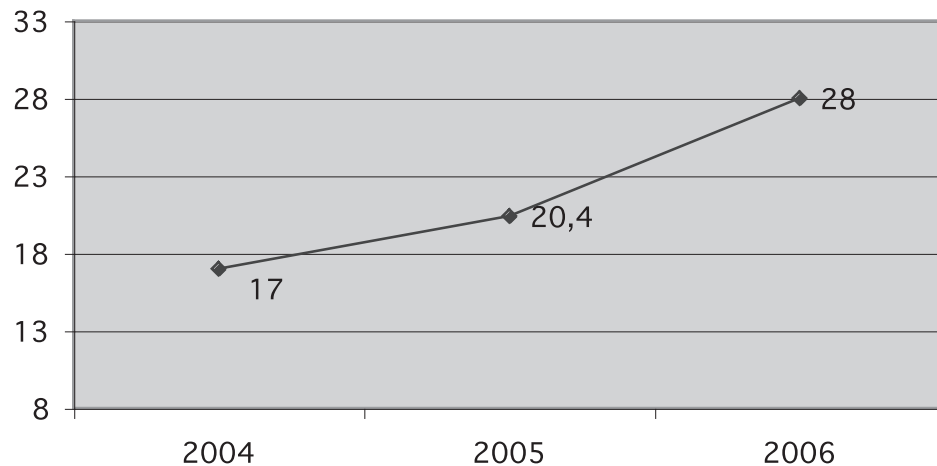
401 fonctionnaires.
Au 1^{er} décembre 2006, ils sont **582 fonctionnaires.** Soit 45 % de fonctionnaires en plus et comme la région engage beaucoup de cadres et de contractuels la masse salariale sur la même période a progressé de 64 %. Rien que pour le **cabinet du président**, les effectifs sont passés de **5 personnes** en mars **2004 à 21 personnes** aujourd'hui.

De quoi contenter les syndicats ? Non pas du tout, à en croire le syndicat majoritaire CFDT qui vient d'adresser en octobre 2006 une Lettre ouverte au Président : *« Monsieur le Président votre administration va mal. Les personnels ne se sentent pas bien. Le travail en pâtit. L'image de la Région en souffre. Il est de notre devoir de vous alerter sur cette situation qui semble empirer. Un fossé semble se creuser entre votre état-major et le reste du personnel ».*

Organismes périphériques : ces chères structures...
Depuis son accession aux affaires, Jean-Yves Le Drian n'a de cesse que de créer des structures périphériques à l'Assemblée régionale. Il y a aujourd'hui une soixantaine de Hauts conseils, d'observatoires, d'Agences, qui définissent des Schémas, tiennent des Assises, des Forums..... Bref en Bretagne il ne fait pas bon être Conseiller

“ En 3 ans, l'exécutif socialiste a prélevé à la suite des augmentations successives d'impôts 98 M€ supplémentaires sur les contribuables bretons.”

DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ +64%



économique et social puisque tout le travail est effectué à grands frais par ces organismes périphériques. A quoi servent ces structures ? A priver les assemblées régionales de leurs missions, sans doute. A placer ici et là des amis politiques, de temps en temps. A ponctionner le budget de la région sûrement.

Par exemple il y a quelques mois la majorité a expliqué qu'il était indispensable que la région dispose d'une "ambassade" à Bruxelles. Pour mutualiser les coûts et faire des économies

cette ambassade est commune à la Bretagne, Pays de Loire et Poitou-Charentes.

En fait d'économies à la commission permanente de décembre 2006 **181 000 €** de subventions complémentaires ont été votées. Et finalement comme il faut quand même bien une représentation strictement bretonne à Bruxelles la région a créé une "Délégation

Permanente Bretagne Europe" coût pour l'année 2006 : **125 000 €.**

Communication : Tous azimuts

Lors du dernier congrès de l'Association des régions de France (ARF), M^e Royal a déclaré « *Si les Français sont sceptiques par rapport à la décentralisation, c'est qu'ils ne savent pas ce que les Régions ont accompli* ». Ce n'est pourtant pas faute de communiquer. Entre 2004 et 2007, les frais de communication ont augmenté de +41 % en Bretagne.

Toujours est-il que les publications, certes en papier recyclé mais en papier quand même, se multiplient comme des petits pains. Les opérations de communications n'arrêtent pas. Le clou c'est pour septembre 2007 : **les quatre jours de la Bretagne à Paris après la saison touristique.** Coût de cette opération

1,4 millions d'€ soit 500 mètres de Ligne à Grande Vitesse. Pour mémoire un point d'impôt équivalait en Bretagne à 1,9 million d'€.

La Région se paye également une équipe cycliste professionnelle pour 300 000 €. Elle finance également à 100 % un luxueux magazine Bretagne(s) vendu en kiosque et faisant ainsi concurrence à des publications privées existantes. Objectif trouver une raison sociale au très socialiste ancien président du CESR, universitaire en retraite devenu directeur de la publication de cette revue.

Culture : Subventions et qualité ne font pas bon ménage

C'est le domaine de Sylvie Robert, vice-présidente chargée de la culture et occupant la même fonction à la Ville de Rennes. La culture fait également partie des politiques transversales... Objectif « *mettre l'artiste au cœur de la cité parce*

qu'il l'interroge et souvent l'anticipe. Réaffirmer le rôle de l'artiste dans la transformation de la société. Placer la création et la diversité dans la durée et le partage ».

Concrètement cela ce traduit par une augmentation sensible des subventions aux grandes manifestations culturelles quasi-professionnelles budgétivores et de préférence déficitaires. Au détriment des petites manifestations locales et associatives. Un chapitre particulier pour la langue bretonne. Pour élever le niveau culturel des jeunes bretons la Région a subventionné en 2005 la traduction et le doublage de l'excellente série américaine "**Perry Mason**" diffusée sur TV Breizh, pour la modique somme de **305 000 €**. En 2006, mais non ce n'est pas une obsession policière, traduction et doublage de "**Colombo**" pour **75 000 €**.

“ Entre 2004 et 2007, les frais de communication ont augmenté de +41% en Bretagne.”



Région Centre

Explosion des impôts régionaux

Élu dès 1998 comme président de la région Centre, Michel Sapin a utilisé bien avant l'heure, le Conseil régional comme laboratoire d'expérimentation des politiques socialistes. Il a été en quelque sorte le précurseur du « modèle de gestion socialiste » dans les régions : augmentation des impôts, multiplication des subventions en faveur des associations et communication tous azimuts. Depuis 2004, la majorité PS-PC-Vert n'a donc pas changé de cap et a logiquement poursuivi sa politique irresponsable et démagogique, préférant toujours le fonctionnement à l'investissement, la création d'usines à gaz et d'organismes divers et variés, à l'efficacité administrative



Comme les autres présidents de région socialistes, Michel Sapin a augmenté massivement les impôts régionaux depuis 2004 passant en moyenne de 57 € par habitant à 73 € par habitant.

A ce titre, personne n'a été épargné : les ménages, les entreprises, et bien sûr les automobilistes. Ces derniers, nouvelles bêtes noires de l'exécutif ont subi d'une part l'augmentation du prix de la carte grise et d'autre part, la création d'une nouvelle taxe régionale sur le prix de l'essence. (voir schémas).

Les entreprises ne sont pas épargnées non plus. Alors que le président Sapin déclare que « *l'emploi et le développement économique demeurent la première préoccupation des habitants de la région Centre, ils doivent être la première des priorités de l'action du Conseil régional* ».

Et pour mettre ses paroles en pratique, il augmente de +24 % le taux de la taxe professionnelle qui pèse sur les entreprises. Voilà une belle action qui permettra certainement aux entreprises d'investir et de créer des emplois...

Les automobilistes, nouvelles bêtes noires de l'exécutif

Pour être agréable aux Verts, qui composent une partie de sa majorité, l'augmentation des impôts a pesé lourdement sur les automobilistes. Tout d'abord une augmentation de 48 % de la taxe sur les cartes grises passant de 21 à 31 €, ce qui représente un **surcoût de 70 €** pour une petite voiture, type Clio ou 207. A cela s'ajoute en 2007, la hausse de **la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP)**. Ce sont **32 M€ supplémentaires** qui seront prélevés sur les automobilistes de la région Centre. Ce **nouvel impôt « Sapin »** est socialement injuste car il touche indifféremment tous les automobilistes, et pénalise ceux qui doivent prendre leur véhicule pour se rendre sur leur lieu de travail.

A quoi sert donc cette manne fiscale ?

On pourrait donc s'attendre à ce que les investissements qui préparent l'avenir soient en augmentation ! Il n'en est rien : Des investissements ? Non !
 • 2003 : 87,96 € par habitant
 • 2007 : 35,96 € par habitant
 Ce qui représente une baisse de 60 %.

Dans ces conditions, la dette aurait dû au moins diminuer ! Il n'en est rien, bien au contraire :
 • 2003 : 103,15€ par habitant
 • 2007 : 157,75€ par habitant
 Ce qui représente une augmentation de + 53%

Des programmes ambitieux pour la région Centre ? Non plus ! Le coût des mesures nouvelles en 2007 est de 27,18 M€. Ces mesures sont progressivement

mis en œuvre depuis 2005. Le candidat Michel Sapin avait indiqué dans son programme électoral que le coût des 9 mesures phares serait assuré par l'augmentation naturelle des bases fiscales. On en est évidemment bien loin puisque ces seuls **27M€ représentent 15 % du produit fiscal régional**.

Mais alors, que s'est-il passé ? Les dépenses de fonctionnement ont explosé !
 • 2003 : 135,64 € par habitant
 • 2007 : 212,16 € par habitant
 Ce qui représente une augmentation de + 56%

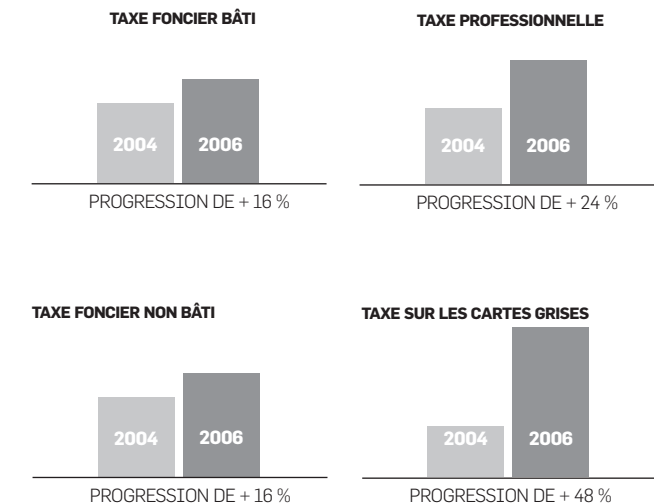
La forte évolution ne s'explique pas non plus par le transfert des TOS. Il semble qu'une centaine seulement de ces personnels aient choisi d'être rattachés au Conseil régional fin 2006. A cela s'ajoute, comme dans les autres régions socialistes, le **financement des syndicats** (163 000 €), le

doublément des dépenses de communication

La démocratie participative ... oui mais seulement entre amis

Toujours prompt à donner des leçons de démocratie participative, Michel Sapin a cependant une conception particulière, presque partisane de la concertation et de la transparence. En effet, le groupe UMP avait proposé la tenue d'une **Conférence Régionale des Territoires** pour

“ Avec la hausse de la TIPP décidée par les socialistes, ce sont 32 M€ supplémentaires qui seront prélevés sur les automobilistes de la région Centre.”



informer tous les maires de la région des nombreuses modifications intervenues dans les politiques régionales d'aménagement du territoire (Cœurs de Village, Contrats de Pays, Contrats d'Agglomération) Cette conférence aurait notamment permis d'informer les Maires des Communes rurales trop souvent désorientés face à la complexité des procédures).

A priori, les socialistes raffolent de ce type de conférence. Oui mais seulement quand ce sont eux qui les proposent...

Toujours dans la même veine, le groupe UMP" a proposé, à force d'entendre le sempiternel recours au désengagement de l'Etat, **la constitution d'une commission d'évaluation indépendante** afin d'analyser les transferts de charges non compensées dans les rapports d'évaluation budgétaires.

Tous les rapports financiers insistent lourdement sur les transferts de l'Etat qui ne seraient pas compensés par des recettes équivalentes. Aucune

analyse de ces transferts n'apparaît dans les différents comptes administratifs. Il paraissait donc indispensable d'avoir un débat concernant les transferts de charge. Cette commission aurait été constituée d'élus régionaux de toutes tendances politiques et de représentants du Conseil Économique et Social Régional. Elle aurait intégré des représentants de l'Etat afin d'assurer un débat contradictoire objectif.

Là encore, la gauche est en général favorable à la transparence et aux

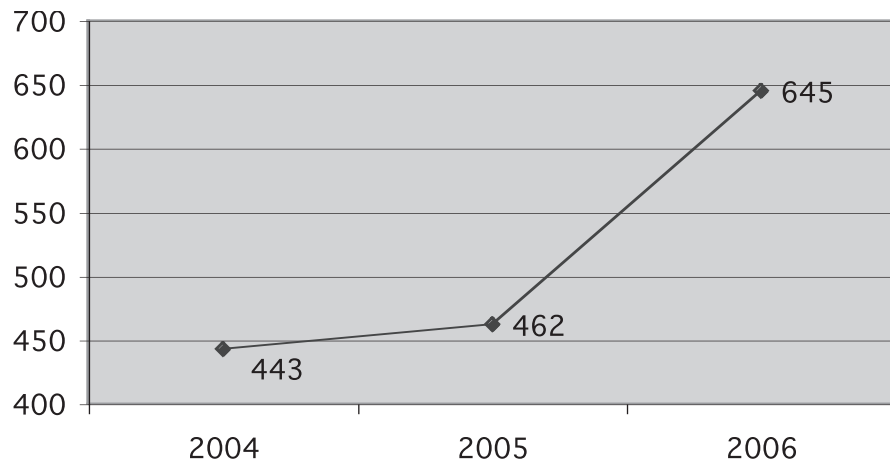
contrôles... pour les autres. Mais pas pour elle ! Il serait en effet très ennuyeux pour la gauche régionale de montrer que les transferts de charges ont été entièrement compensés dans le cadre de la décentralisation...

Les Châteaux de Loire... seulement en anglais !

Et pour finir sur une note humoristique, le Comité Régional de Tourisme édite une plaquette de présentation générale de la Région et notamment de notre patrimoine historique. A ce détail près que pendant plusieurs mois, pour découvrir la région Centre, il fallait une pratique impérative de la langue anglaise. En effet, la version française est restée indisponible pendant plusieurs mois. Voilà une bonne façon de développer le tourisme...

“ Au total les dépenses de fonctionnement rapportées à la population sont passées de 154 € en 2004 à 202 € en 2006.”

EFFECTIFS DE LA RÉGION CENTRE : +45 %





MAIS SI / REGARDEZ BIEN
GRÂCE À NOTRE ACTION AU
CONSEIL RÉGIONAL NOTRE
RÉGION EST EN PLEINE
CROISSANCE !



Région Champagne- Ardenne

Une augmentation régulière des impôts régionaux

Lors du premier livre noir des régions, la région Champagne Ardenne était l'une des rares régions socialistes à ne pas faire exploser les impôts régionaux, se contentant d'une augmentation de seulement 8 % la première année. Les petits ruisseaux faisant les grandes rivières, après trois années de gestion, Jean-Paul Bachy a compensé son retard...

Ainsi en augmentant chaque année sûrement et régulièrement, mais sans l'exagération des régions Bourgogne ou de Languedoc-Roussillon, la majorité de gauche prélève chaque année 19 M€ d'impôts supplémentaires dans les poches des ménages de Champagne-Ardenne.

A cela s'ajoute, l'augmentation de **5 € par cheval vapeur fiscal sur les produits de cartes grises.**

« C'est le prix d'un paquet de cigarette », minimise Jean-Paul Bachy.

Au final, ce sont tout de même **7 M€ supplémentaires** qui sont prélevés chaque année sur les automobilistes et donc sur le pouvoir d'achat des habitants de la région.

Les entreprises ne sont pas épargnées. Là encore, il faut souligner les contradictions de l'exécutif qui souhaite d'une main, favoriser le développement économique de la région et qui de l'autre freine le développement et l'investissement des entreprises en augmentant la taxe professionnelle de 17 %.

Au total, il s'agit donc de **25 M€ supplémentaires** qui sont encaissés par la région depuis 2004 et qui sont prélevés sur les ressources des entreprises et des ménages.

Explosion des dépenses de personnels

Alors que les transferts de compétences issus de la loi du 13 août 2004 prendront leur plein effet le 1^{er} Janvier 2007, l'exécutif avait déjà

largement recruté... Mais au-delà des dérives de gestion que l'on constate généralement dans l'ensemble des régions socialistes, la plus grave est certainement l'absence de vision stratégique de l'exécutif pour la région.

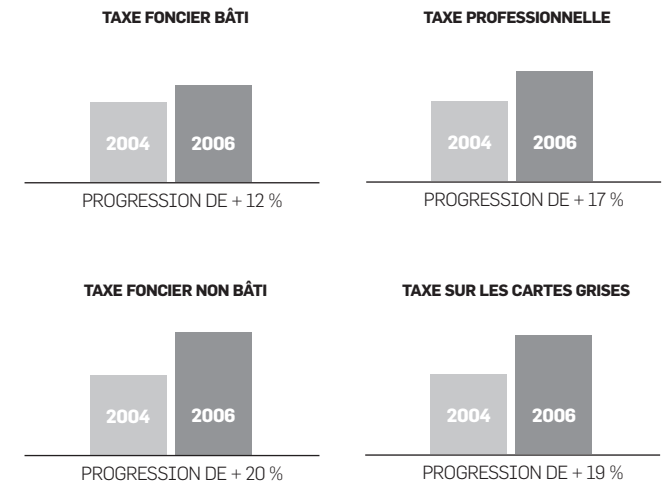
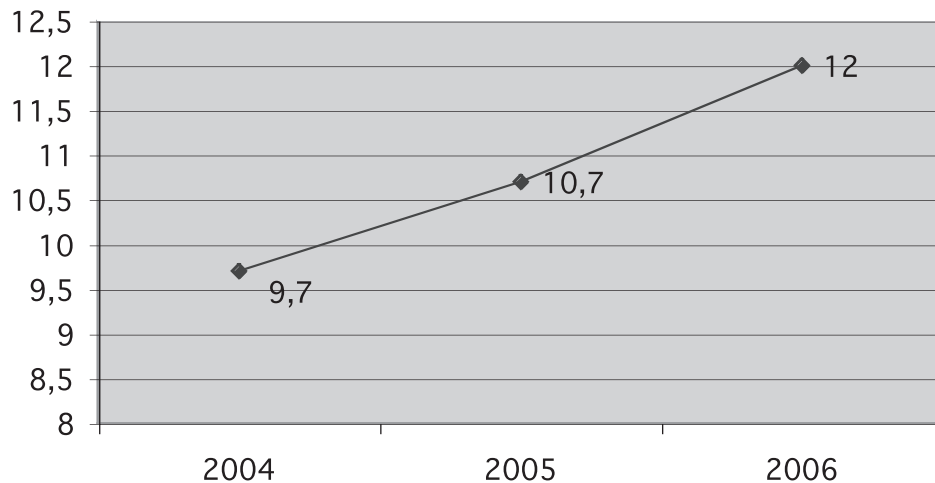
L'absence de réflexion à long terme sur l'avenir de la région

L'exécutif de gauche gère la région au jour le jour. C'est la philosophie du toujours plus. On dépense plus, on augmente les impôts... Faute de réaliser des arbitrages entre certains projets, la région multiplie les actions dans des domaines qui ne sont pas forcément de sa compétence. La conséquence de cette gestion irresponsable est depuis 2004, **le doublement du service de la dette** qui pèsera sur les générations futures et donc sur le développement à venir de la région.

Car nous le savons bien, les dettes d'aujourd'hui sont les impôts de demain.

“ Faute de réaliser des arbitrages entre certains projets, la région multiplie les actions dans des domaines qui ne sont pas forcément de sa compétence.”

DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : +28 %

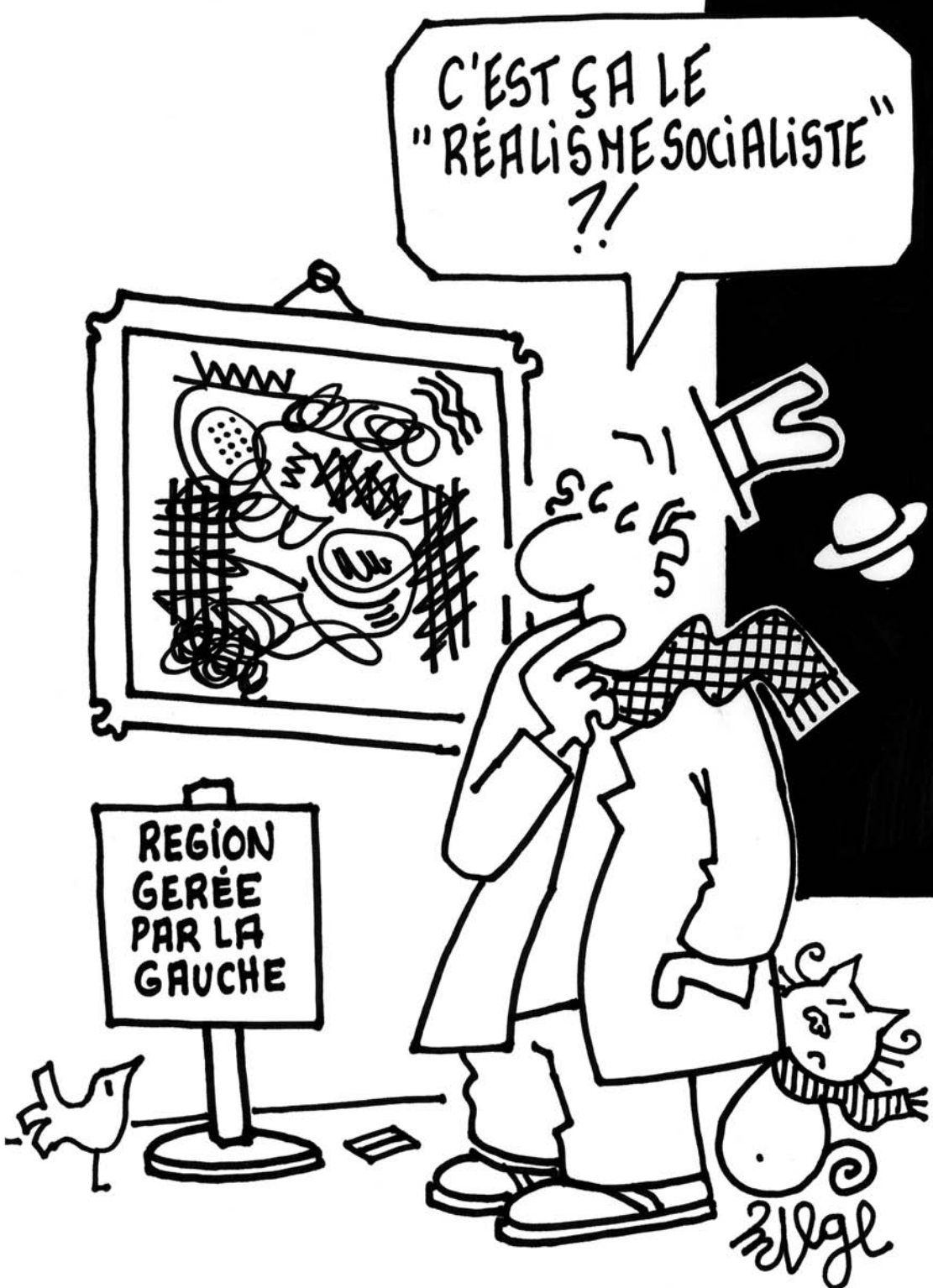




Région Franche-Comté

Les politiques traditionnellement portées par la Région sont négligées, les priorités abandonnées...

La gestion de la Franche-Comté par les socialistes et les verts leur vaut de figurer en très bonne place dans le livre noir des régions. Ils avaient promis la rupture et chose promise chose due, les contribuables qui n'avaient connu aucune augmentation d'impôt entre 1998 et 2004, en sont désormais pour leurs frais : +27 % d'augmentation des impôts en 3 ans.



Quelques repères simples permettent d'établir un premier constat pour les recettes de la fiscalité régionale depuis 2004 après l'augmentation des taux par les socialistes et les verts :

Depuis leur installation, les socialistes, ont cumulé **97,5 millions d'euros de recettes fiscales en plus**, uniquement par leur décision d'augmenter les taux de la fiscalité régionale de 27 % pendant ces 3 premières années. En 2007, soucieux de dégager des recettes supplémentaires, ils ont en plus décidé d'augmenter **la part régionale de la TIPP, pénalisant ainsi tous les citoyens et notamment les automobilistes.** Et pourquoi faire ? Pas pour la ligne grande vitesse (LGV) puisqu'elle sera financée à 100 % par l'emprunt pendant 30 ans !

Comment se fait-il, qu'avec **37,5 millions d'euros de recettes fiscales supplémentaires**, la part de l'autofinancement soit seulement supérieur de 3,7 millions d'euros ? Qu'est ce que l'exécutif a fait de cette cagnotte fiscale ? La situation financière de la Franche-Comté était saine en 2004. Il n'y avait aucune justification à provoquer ce hold-up financier des contribuables et le président de la région s'en expliquait en déclarant que ces impôts supplémentaires « *ne coûteraient à chaque*

franc-comtois que le prix d'un café par semaine ». Depuis, les Franc-Comtois ont été invités à payer également le sucre... avec les petits fours...

Des augmentations d'impôts pourquoi faire ?

Comme dans l'ensemble des régions, les impôts régionaux servent à financer des créations de postes, des dépenses de communication et de fonctionnement.

Les moyens de l'institution régionale ont explosé.

En 2003, 17,9 M€ étaient consacrés au fonctionnement de la région :

- 250 agents constituaient alors le personnel régional ;
- le parc automobile comportait 35 voitures de service.

Depuis, les dépenses de personnels ont augmenté de 51 %. Le coût du personnel au employé au

cabinet du président a également connu une croissance plus qu'exponentielle : **+ 62% en 3 ans.** La conséquence de ces recrutements est que les locaux deviennent évidemment exigus. Le personnel a le sentiment d'être « maltraité » allant jusqu'à déposer il y a quelques jours **un préavis de grève**, phénomène qui n'était pas arrivé depuis 1992 ! **Autre péché mignon de la majorité de gauche : la communication.**

A quoi servent ces millions ? Les revues sont belles, de couleurs agréables, mais parfois mensongères : dans l'une d'entre elles, il a même été relaté la venue en Franche-Comté des acteurs vedettes du film « Indigènes » et leur rencontre avec des lycéens. Hélas, l'acteur en cause avait finalement privilégié une manifestation identique de portée nationale, à l'invitation de la Fondation Pompidou, dit-on ! Aucun mot d'explication ou

d'excuse pour les lecteurs, pour les lycéens. Pas davantage, pour le contribuable qui paie cher la désinformation ! Et que dire de la multiplication des dépenses de prestige, de valorisation d'une image bien dégradée par le comportement autoritaire et cassant de Raymond Forni !..

Les politiques traditionnellement portées par la Région sont négligées, les priorités abandonnées...

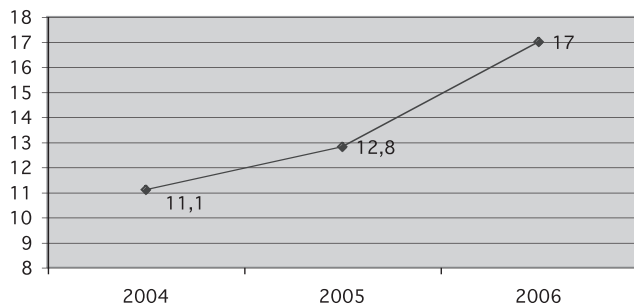
Il y a quelques années, la politique franc-comtoise en faveur de l'éducation, était remarquable par le journal « Les Échos » pour être la 1^{ère} de France pour son effort en faveur des lycées. Depuis 2004, **les lycées de sont plus une priorité pour l'actuel exécutif.**

En 2003, la Région consacrait à ses lycées, 21 M€ de fonctionnement et 58,6 M€ de travaux de construction, d'amélioration et d'équipements.

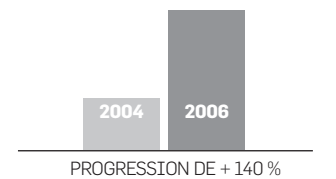
“ Ces impôts supplémentaires « ne coûteraient à chaque franc-comtois que le prix d'un café par semaine.”

Raymond Forni

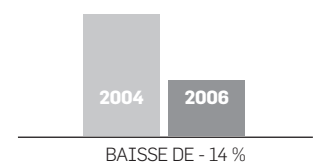
DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : + 51 %



DÉPENSES DE COMMUNICATION EN M€



INVESTISSEMENTS DANS LES LYCÉES EN M€



En 2007, les crédits sont réduits à 18,65 M€ pour le fonctionnement, gratuité des manuels scolaires comprise, et 50,11 M€ pour l'investissement.

Le manque d'ambition, c'est ce qui caractérise le pouvoir socialiste comtois dans ses interventions en matière de programmation du développement régional. Pourtant, il s'agit du rôle essentiel de la Région : la prospective.

Les divers schémas récemment révisés ou

réécrits, qu'ils soient de l'aménagement du territoire, du développement économique, de l'éducation et de la formation professionnelle s'avèrent calamiteux, vides de contenu déterminant pour l'avenir de la Région, mais en revanche riches de banalités, de formules creuses, d'incantations, de vœux pieux... Et pourtant, on nous avait annoncé à grand renfort de communication, la sortie de ces schémas qui

allaient révéler aux Franc-Comtois les ambitions de la gauche !

Un Président autoritaire et sectaire

Ajoutons que derrière des airs urbains, le président de la région est un dirigeant autoritaire qui conduit les débats dans une ambiance détestable. Les conseillers régionaux sont régulièrement agressés et admonestés par le président. Les proviseurs, les intendants des lycées, les responsables de collectivité qui ont l'audace de contrarier le "Chef", de lui porter la contradiction... sont également sévèrement sermonnés. Les cadres et agents de la Région sont excédés par un management aveugle au service d'une commande politique mal cadrée. Les élus, singulièrement ceux de l'opposition, ne sont pas mieux traités : agression en séance publique comme en commission permanente, non respect des délais de la mise à disposition des rapports,

modification arbitraire de l'ordre du jour des réunions (par exemple, le report en cours de débat et à trois reprises du dossier de transfert à la Région de l'aéroport de Tavaux !), réponses méprisantes (vous nous racontez des fadaises et des sonnettes... vous êtes inutile...).

D'importants dossiers ont fait l'objet d'un **traitement particulier et partisan** : les travaux sur la ligne ferroviaire Paris-Dole-Lausanne ont été retardés par l'Exécutif. La Convention liant l'Etat français, la Confédération helvétique et le département du Jura a été retirée pendant une séance plénière par le Président sous prétexte qu'il n'avait pas les assurances nécessaires des Jurassiens de leur participation financière pour la Ligne à Grande Vitesse Rhin-Rhône !!!

En conclusion, on trouve en Franche-Comté les ingrédients traditionnels des majorités socialistes et vertes : plus d'impôts,

plus de dépenses – essentiellement du fonctionnement, de la communication et des paillettes, comme la mobilisation de trois ou quatre rames de TER pour drainer les invités aux vœux du président – une dégradation des politiques d'innovation, de vrai développement économique.

“ Derrière des airs urbains, le président de la région est un dirigeant autoritaire qui conduit les débats dans une ambiance détestable.”

À QUOI SERT L'AGENCE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT ?

Autre exemple de gaspillage dans le domaine de l'économie. Traditionnellement la région menait une politique active en faveur du développement économique. Désormais, le nouvel exécutif fonde sa politique sur la nouvelle agence régionale de développement. Ayant pour mission la coordination de l'action régionale avec les agences départementales, cette agence à ce jour n'a réussi qu'à se développer elle-même.

Ainsi, après l'embauche d'une vingtaine de « chargés de mission » et une dépense de fonctionnement de 2 millions d'euros pour l'année 2007, le constat est cruel : rien de probant dans les résultats ! L'Exécutif en convient, mais persévère ! La redondance des structures s'accompagne naturellement de l'inflation des dépenses ! Cela coûte un maximum aux contribuables départementaux, aux contribuables régionaux.



ALORS? HEUREUX DE VIVRE
DANS UNE RÉGION
DIRIGÉE PAR LA GAUCHE ?



Région Ile-de-France

Le matraquage fiscal permanent

La région Ile-de-France est gérée par la gauche depuis 1998. Ne disposant que d'une majorité relative pendant son premier mandat (1998-2004), Jean-Paul Huchon n'a pu mettre en œuvre la politique qu'il souhaitait, contraint par la droite, de baisser les impôts de - 6 % ou de mener des actions en faveur de la sécurité. Ayant enfin une majorité en 2004, le président de la région a rattrapé le temps perdu : matraquage fiscal, augmentation des dépenses de fonctionnement et de communication, saupoudrage des subventions, baisse de l'investissement et accroissement de la dette.

Après les augmentations de 24 % en 2005 et 30 % en 2006 des impôts régionaux, la gauche poursuit le matraquage fiscal en 2007, en augmentant la taxe régionale sur l'essence (TIPP) et en prélevant 80 M€ supplémentaires sur les automobilistes franciliens.

Depuis 2004, l'Ile-de-France fait même figure de mauvais élève en matière de hausse fiscale parmi les autres régions françaises dirigées par les socialistes : 400 M€ d'impôts supplémentaires ont été prélevés sur les ménages et les entreprises franciliennes.

Les entreprises paieront...

Avec les **augmentations à répétition en 2005** et en **2006 du taux de la taxe professionnelle**, ce sont **150 millions d'euros** supplémentaires qui vont être prélevés chaque année sur les entreprises franciliennes.

La majorité PS-PC-Vert du Conseil régional d'Ile-de-France prétend soutenir le développement économique de l'Ile-de-France en accordant **60 M€ d'aides diverses aux entreprises**. En réalité, ces **dispositifs alibis** ne compensent même pas **pour moitié le prélèvement fiscal supplémentaire de 150 M€** que vont subir les entreprises en raison de **l'augmentation du taux de taxe professionnelle**. Cette hausse massive de

la fiscalité sur les entreprises constitue un véritable obstacle à l'investissement, à l'emploi et à la consommation. Elle intervient alors que le **taux de chômage en Ile-de-France est supérieur** à celui de la **moyenne nationale**.

Les automobilistes franciliens, bêtes noires de l'exécutif En effet, **l'exécutif a choisi d'augmenter la taxe sur l'essence de 80 M€**. On peut évaluer ce **nouvel impôt à 75 € par an** pour un automobiliste qui effectue un plein de carburant par semaine. Cette mesure injuste qui touche 5 millions de Franciliens s'ajoute à la **baisse des crédits routiers de 64 %** et à **l'augmentation de la taxe sur les cartes**

grises de 59 % depuis 2004. L'augmentation du prix de la fiscalité sur l'essence imposée en 2007 s'ajoute à la hausse de la **taxe sur les cartes grises de 59 %** que l'exécutif régional de gauche a imposé depuis 2004, ce qui représente un prélèvement de plus de **210 M€**. En effet, les franciliens qui ont acheté une voiture neuve ou d'occasion ont payé la **taxe sur leur carte grise 64€ de plus** pour une 5 CV **et de 115€ de plus** pour une 9 CV. Cette mesure, **socialement injuste**, touchera **5 millions d'automobilistes** pour qui la voiture est indispensable pour se rendre au travail. Et ce n'est pas tout, en 2006 **les crédits destinés**

aux routes et voiries ont subi une coupe sèche : - 39 % passant de 125 M€ à 90 M€ entre 2005 et 2006. La réduction des crédits se poursuit avec une baisse de 41 % des autorisations de programme dans le projet de budget 2007. Pourtant, le véhicule automobile est un moyen unique d'accéder à l'emploi pour un grand nombre de personnes qui vivent dans les franges de l'Ile-de-France, mal desservies par les transports en commun.

La dette augmente... Depuis le début de la nouvelle mandature, la gauche a fait gonfler **la dette régionale de +22 %**. On peut condamner l'augmentation des impôts, et de la dette de notre région. Ces augmentations pourraient et ont pu en certaines circonstances et en d'autres temps se justifier.

AUGMENTATION DE LA DETTE : +22 %

EN M €	2004	2005	2006	2007	Évolution 04/07
Dettes directes	1 661	1 884	2 051	2 184	
METP	161	92	56	38	
TOTAL	1 822	1 977	2 107	2 223	+22 %

En effet, l'impôt ou l'emprunt n'est pas condamnable en soi, lorsqu'il s'agit de financer la construction de lycées par exemple. Or, en Ile-de-France, c'est exactement le contraire qui se produit. Malgré la hausse de la fiscalité et de la dette, les investissements reculent.

Explosion des dépenses de fonctionnement

L'augmentation des dépenses de fonctionnement est préoccupante pour notre institution dont la mission fondamentale doit rester l'investissement. Depuis 1998, l'exécutif socialiste a augmenté le **train de vie de l'institution régionale**. Cet accroissement des dépenses de fonctionnement résulte d'une politique inconsidérée de la gestion du personnel, des locaux

“ Depuis 2004, 400 m€ d'impôts supplémentaires ont été prélevés sur les ménages et les entreprises franciliennes.”



de la région et de la multiplication des dépenses de communication. Pour mémoire, les dépenses de fonctionnement par rapport à la population représentaient **67,32 €/habitant** en 1998. En 2007, elles atteignent **198 €/habitant**.

Accroissement des effectifs

Comme dans les autres régions, les effectifs de la région Ile-de-France ont explosé bien avant que les transferts liés à la décentralisation n'interviennent. Ainsi, dès 1998, les effectifs de la région sont passés de 802 à 1 251 en 2004. Les recrutements se sont poursuivis. En 2005 et 2006, 250 postes ont été créés. Et 30 postes supplémentaires ont été créés en 2007 sans lien avec la décentralisation.

La communication

Contrairement aux annonces de l'exécutif, les dépenses de communication continuent d'augmenter. En 1998, ces

dernières s'élevaient à 4,82M€. Elles auront été multipliées par 3 pour atteindre aujourd'hui en 2007 15,12 M€. Néanmoins, les crédits de communication se dissimulent désormais dans chaque chapitre budgétaire (action internationale, culture, action sociale,...). En réalité, les dépenses de communication approchent **17 M€ par an** et non 15 M€ comme semble l'indiquer l'exécutif.

La création d'un journal régional

10 M€ pour la création d'un **journal régional** à grand tirage. A l'heure ou

des projets de radios régionales et de télé Régionales (avec la TNT) se mettent en place, l'impact de ce journal risque d'être proche du néant... pourtant il représente 1,5 points de fiscalité !

Les frais de réception

Les frais de réception étaient de **0,762 M€** en 1998. Ils ont augmenté de **+ 160 %** pour atteindre **1,950 M€** en 2005, 2006 et 2007.

Les investissements reculent...

Le montant des crédits de paiement diminue régulièrement depuis 2005 :

LES CHARGES LIÉES AUX LOCAUX DU CONSEIL RÉGIONAL

Au Conseil régional d'Ile-de-France, il y a 8 sites : Barbet de Jouy, Babylone, Invalides, Murat, Montparnasse, Lancereaux, rue Monsieur, rue du Bac... Cela entraîne des coûts induits : cafétéria, gardiennage, problème de communication entre les sites...

Les loyers et charges locatives du Conseil régional : **+83 %** en 3 ans.

2004 : 12,4 M€/an

2005 : 17 M€/an (+41%)

2006 : 20,795 M€/an (+22%)

2007 : 22,79 M€ (+10%)

Pour mémoire, en 1997 le budget consacré aux loyers était de 13 millions de francs, soit 1,9M€.

1 849 M€ en 2005
1 783 M€ en 2006
1 730 M€ en 2007,
Ainsi, les investissements diminuent dans les principaux secteurs clés de notre région. (Voir schémas).

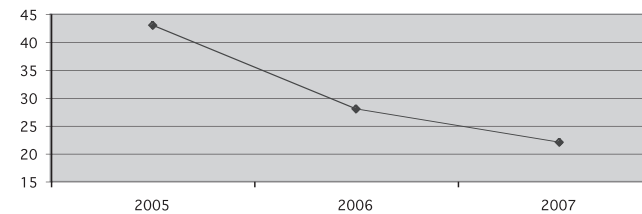
Ces « chers » organismes

Au total, tout cela coûte plus de 5 M€ par an. On peut citer notamment, la

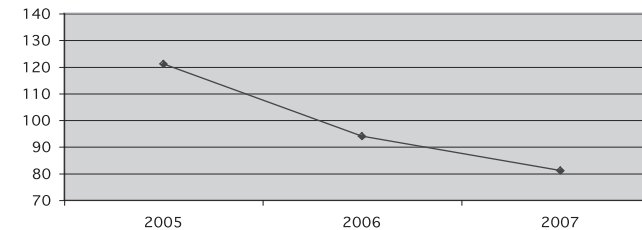
mise en place de **cellules de veille économique**, la création d'un **centre de ressource et d'appui à l'économie sociale et solidaire**, les **tables rondes sur les projets alternatifs aux plans sociaux**, la mise en place d'une **conférence régionale sur le développement économique et l'emploi** en Ile-de-France, la

“ Les dépenses de fonctionnement représentaient 67,32 €/habitant en 1998. En 2007, elles atteignent 198 €/habitant.”

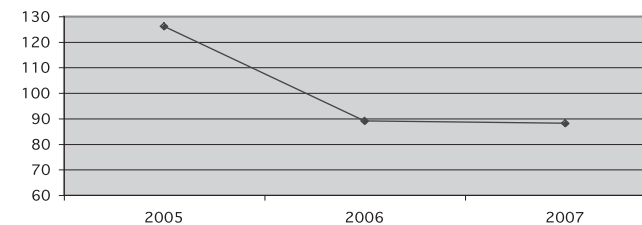
ÉQUIPEMENTS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN M€ : -49 %



ACTION ÉCONOMIQUE EN M€ : -33 %



INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES EN M€ : -30 %



création d'une **commission régionale de contrôle de l'utilisation des fonds publics**, et enfin la tenue des multiples **États généraux** tous secteurs confondus... Enfin cerise sur le gâteau, le 1^{er} Avril 2005, l'exécutif régional a fait adopter une délibération proposant la création d'un **observatoire francilien des engagements**. Au début du mois de juin, **le préfet a demandé le retrait de cette délibération**, au motif qu'« un tel système pourrait être interprété comme la mise en place

d'un système de mandat impératif dont l'interdiction a été étendue aux élus locaux par une décision du conseil constitutionnel du 6 Mars 1998 ».

Et pour finir, les dernières perles de l'exécutif régional

Pendant que les entreprises et les ménages d'Ile-de-France sont asphyxiés par l'explosion des impôts régionaux, les priorités de l'exécutif régional semblent bien loin de l'amélioration du quotidien des franciliens !

⇒ Après les **400 000 €** pour le musée Salvador Allende à Santiago du Chili (alors que le gouvernement Chilien lui-même ne mettait que 150 000 € pour la réhabilitation de ce musée), **la région récidive en matière d'actions internationales** :

- ✓ **65 000 €** pour que soit présenté dans les quartiers de Santiago un spectacle proposant « un voyage dans l'historique du mouvement Hip Hop, de ses repères, de sa gestuelle, depuis les années 70 aux États-Unis ».

- ✓ **10 000 €** pour un projet intitulé « Plantes médicinales et savoirs ancestraux des femmes Aymara au Chili ».
- ✓ **42 000 €** pour former les élus analphabètes de la Région de Kayes au Mali.
- ✓ **1 904 €** pour permettre au 1^{er} Vice Président de la région de Kayes au Mali de se rendre en Mauritanie (billets d'avion, déplacements automobiles à Bamako, Logement, frais de séjour et Visa).

- ✓ **Seulement 200 000 €** ont été consommés pour la reconstruction au Sri Lanka après le Tsunami alors que le conseil régional s'était engagé en janvier 2005 à hauteur de 3 millions d'€ !

⇒ **Fêtes et mondanités**

- ✓ **500 000 €** pour la fête des franciliens en vue de « développer le sentiment du mieux vivre ensemble »
- ✓ **30 000 €** pour « l'ethical fashion show 2006 », organisé par l'association Universal Love

⇒ **Nos amies les bêtes**

- ✓ **25 000 €** pour un programme d'étude des mécanismes du déclin du moineau domestique.
- ✓ 2 000 € pour un séminaire sur le retour du saumon en Seine.
- ✓ 32 900 € pour un programme de recherche sur les dangers liés à l'expansion des populations de tortues à tempes rouges en Ile-de-France.
- ✓ 20 000 € pour un programme d'étude sur les écrevisses pour une fédération de pêche.

⇒ **Les inclassables**

- ✓ 105 000 € pour mettre en place une monnaie électronique solidaire en Ile-de-France qui s'apparente au retour du troc !
- ✓ 48 000 € pour former les élus analphabètes issus du scrutin municipal dans le cercle de Niore du Sahel au Mali.
- ✓ 11 000 €, pour financer le développement de la pratique du football dans les écoles des zones d'éducation prioritaires dans la province de Gauteng en Afrique du Sud.
- ✓ 5 000 € pour former des Kinésithérapeutes dans la zone du Mékong au Sud du Vietnam.

“ 50 000 € pour développer le projet funk therapy dont le principe est « la rétrospective de l'histoire des différents courants de street issues des communautés minoritaires des ghettos des États-Unis ».”

LES EMPLOIS TREMPLINS RATENT TOTALEMENT LEUR CIBLE

L'exécutif de gauche s'était fixé début 2004 un objectif de 10 000 emplois-tremplin pour un montant de 150 M€ par an. Trois ans après, l'exécutif socialiste a péniblement atteint 1 163 postes.

L'exécutif socialiste de la région Ile-de-France a de plus totalement dénaturé le dispositif des emplois tremplin pour tenter d'atteindre son objectif. Ainsi de nombreuses associations ont bénéficié d'emplois tremplin avec parfois des salaires de cadres (30 000 € nets par an) :

- SOS Racisme : 5 postes
- L'UNEF : 2 postes... etc.

Au final, le dispositif des emplois tremplin s'avère coûteux et totalement inefficace dans la mesure où il ne répond pas du tout aux attentes de celles et de ceux qui cherchent réellement un emploi.



Région Languedoc- Roussillon

Championne de France de la hausse de la fiscalité

Comme pourrait le dire Arnaud Montebourg, la région Languedoc-Roussillon n'a qu'un seul défaut, son Président. Georges Frêche. D'ailleurs, même ses amis politiques partagent ce constat puisqu'ils viennent de l'exclure du Parti socialiste.

En effet, depuis 2004, la région Languedoc-Roussillon a battu plusieurs records : tout d'abord, celui de la hausse fiscale avec plus de +80 % d'augmentation sur les impôts fonciers et la taxe professionnelle. Ensuite, c'est la région qui a fait le plus parler d'elle... pour les outrances verbales de son Président.



Devant la Commission d'enquête parlementaire sur l'évolution de la fiscalité locale (audition du 19 avril 2005), Georges Frêche définissait ainsi sa conception de l'action politique : « deux ans d'impopularité, deux ans de calme et deux ans avec des fleurs et des petits oiseaux, et vous êtes réélu... »

Plus d'impôts, moins d'actions et plus de communication.

Ainsi pourrait se résumer la stratégie fiscale et budgétaire de la gauche en Languedoc-Roussillon. Dès 2005, la région battait le record de France pour la hausse des impôts, ponctionnant en un an les contribuables locaux de 94,5 millions d'euros supplémentaires.

Pour autant, la région ne fait rien pour les Languedociens.

Développement rural : le mépris !

Avec un état de la dette reconnu comme satisfaisant par l'audit commandé par Georges Frêche lui-même et malgré une hausse de 80 % de la fiscalité, les investissements ont chuté de 3 % entre 2003 et 2005. La nouvelle majorité s'est ainsi constituée une

confortable **cagnotte fiscale** grâce à la flambée des impôts qu'elle a imposée aux contribuables.

Lycées : des investissements toujours retardés

Dans ce domaine de compétence prioritaire de la région, l'ampleur de la communication est proportionnelle aux retards accumulés. En 2003, la majorité conduite par Jacques BLANC a investi dans les

lycées 1,5 fois plus que Georges Frêche en 2005 !

Lycées : le comparatif qui fait mal

Présenté comme une "priorité absolue" par l'actuelle majorité régionale, l'effort d'investissement dans les lycées subit une chute vertigineuse, passant entre 2003 et 2005, de 44,46 % des investissements réalisés à 24,20 %. Résultat : aucun crédit pour les lycées privés et les constructions de lycées

3 ANS DE HAUSSE DES IMPÔTS RÉGIONAUX

- Après les ménages touchés par une hausse de la taxe sur le foncier bâti de 81 %
- Après les commerçants, artisans et entrepreneurs, frappés par une hausse de la Taxe Professionnelle de 81 % ;
- C'est au tour des automobilistes de passer à la caisse du nouveau pouvoir régional avec une hausse de 30 % de la Taxe sur les Cartes Grises entre 2006 et 2007 et l'application d'un taux de 100 % sur la hausse de la part régionale de la TIPP (Taxe intérieure sur les produits pétroliers) décidée pour 2007.

neufs, dont la programmation avait fait l'objet d'un accord entre Jacques BLANC et le Rectorat... Ainsi, à titre d'exemple : Dans l'Aude, la livraison du lycée neuf de Lézignan est désormais renvoyée à "2010 et +". En Lozère, aucun investissement réalisé sur les lycées Chaptal et Peytavin depuis 2004. Dans les Pyrénées Orientales, 2 ans de retard pour le nouveau lycée de Canet-en-Roussillon. Sa livraison programmée pour la rentrée 2005 est renvoyée à 2007. Dans le Gard, 1 an de retard pour le lycée neuf de Villeneuve-lez-Avignon. Sa livraison programmée pour la rentrée 2006 est renvoyée à 2007.

Dans l'Hérault, 3 ans de retard pour le nouveau lycée de Lunel. Sa livraison programmée pour la rentrée 2006 est renvoyée à 2009. Le nouveau lycée de Béziers aura 4 à 5 ans minimum de retard. Sa livraison programmée pour la rentrée 2006 est renvoyée à "2010 et +"

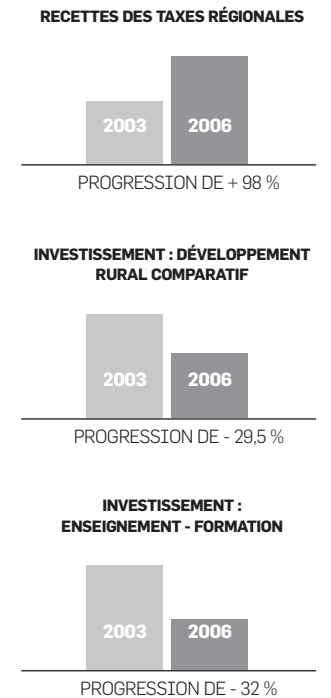
Aide à la production de logements sociaux : des annonces pour seul bilan

S'il est un secteur particulièrement sensible et dans lequel les annonces qui restent lettre morte sont intolérables à l'égard de nos concitoyens qui souffrent, c'est bien celui du logement social. Pourtant, sur un programme de 1,8 millions d'euros inscrits en crédits de paiement au budget de 2005, seulement 19.210 € ont effectivement été dépensés !

L'explosion des dépenses de personnel

Championne des Régions françaises... pour le matraquage fiscal de ses habitants, la région décroche un nouveau titre avec ce record national pour la progression de ses frais de personnel entre 2004 et 2005, qui atteint 32 %, pour un coût de 22 M€. Du 1^{er} janvier 2004 au 1^{er} janvier 2007, le nombre d'agents de la Région (hors personnel lié aux nouveaux transferts de compétence),

“ Malgré une hausse de 80 % de la fiscalité, les investissements ont chuté de 3 %.”



a progressé de 39 %, passant de 501 agents à 696 !

Un président outrancier et sectaire

Les citoyens du Languedoc-Roussillon n'ont pas eu à attendre longtemps pour constater un vrai changement à la tête de la Région. En effet, dès sa prise de pouvoir en 2004, le nouveau Président a voulu imposer le nom de "Septimanie" à notre Région par la force et sans aucune concertation. Le mouvement de contestation populaire, parti du pays catalan a fini par le faire renoncer à son projet. Mais, avec le même autoritarisme, il a imposé des noms aux lycées régionaux, contre l'avis des Conseils d'administration, des personnels et des élèves.

Personne ne peut mesurer à quel point Georges Frêche use de la menace de la suppression de subvention. La presse locale a d'ailleurs rapporté des propos qui se passent de tout commentaire :

L'OPPOSITION MUSELÉE

Le mépris souverain vis-à-vis des droits de l'opposition se traduit systématiquement par des entorses régulières aux règles élémentaires de la démocratie.

Le Président de Région nous refuse régulièrement la parole, au mépris de toute règle, allant jusqu'à s'opposer obstinément à l'édition d'un compte rendu intégral des séances, pourtant si nécessaire quand on connaît les débordements verbaux de cet homme.

On assiste à une parodie de débat en séance du Conseil régional. Ainsi lors du débat budgétaire, les groupes d'opposition ne disposent que de 10 minutes pour s'exprimer quand la Majorité disserte pendant plus de 2h30 sur le sujet !

La pratique qui consiste à couper le micro à un orateur qui a l'outrecuidance de soulever une question embarrassante pour l'exécutif régional est ici une pratique courante.

Les élus d'opposition ne sont d'ailleurs associés à aucun travail de fond sur les grands dossiers régionaux.

"Nous poursuivrons les attributions de subventions à la tête du client" Il est vrai que cette pratique n'est pas nouvelle puisque à la tête de l'agglomération de Montpellier, il aurait déclaré selon la presse, à un élu de la Communauté d'agglomération qui s'oppose à une délibération : « *Vous votez contre ? Alors vous attendrez deux ans de plus pour le classement de la bibliothèque et de la piscine* ».

Au sein de l'administration, après la chasse aux sorcières pratiquée par la nouvelle équipe, un climat délétère s'est installé amenant cinq des nouveaux directeurs de services au départ.

C'est une des constantes de la méthode politique qui a cours depuis 3 ans en Languedoc-Roussillon et depuis 30 ans à Montpellier : Menacer pour soumettre. Cette pratique s'applique à tous les niveaux et dans

tous les secteurs d'activité.

Une presse menacée.

Comme dans tout système totalitaire, pour le "lider maximo", la presse doit se soumettre ou disparaître. Le quotidien régional "Midi Libre" en a fait l'amère expérience. Ce quotidien ayant eu le courage de publier une série d'articles pointant les échecs du Président de Région, a été immédiatement sanctionné pour ce crime de lèse-majesté.

En moins de 24 heures, "Midi-Libre" s'est vu retirer toutes les annonces légales et publicitaires émanant des structures maîtrisées par le Président de région (Conseil régional, Comité régional du Tourisme, Communauté d'agglomération de Montpellier,..) 2 millions d'euros de recettes publicitaires perdues pour avoir exercé librement son métier ! Ce qui apparaîtra encore plus stupéfiant, c'est que Georges Frêche avait clairement annoncé en séance publique du

Conseil régional, cette mesure de rétorsion visant à "supprimer les subventions à la presse" pendant un an. Cela se passe en France, au XXI^e siècle et le plus surprenant, c'est encore le silence des élus de la majorité de gauche et des associations de protection des droits de l'homme qui sont pourtant habituellement si prompts à manifester pour défendre la liberté de la presse.

Une majorité de gauche qui se ridiculise

Avec sa majorité, la méthode est la même : menacer pour soumettre. C'est ce qui vient de se passer à nouveau lors de "l'affaire de l'équipe de France de foot" avec la menace brandie par Georges Frêche en direction des quelques élus de sa majorité qui commençaient à manifester leur ras-le-bol, de retourner devant les électeurs. Il faut croire que les élus de sa majorité en ont peur puisqu'ils sont vite rentrés dans le rang, abandonnant au passage

“ Je suis sectaire, moi, et je le revendique. Je saignerai jusqu'à la dernière goutte toutes les villes de droite.”

Georges Frêche

un peu de leur dignité. Moins de 48 heures, après avoir médiatiquement claqué la porte de la majorité régionale au nom des valeurs de la République, les élus PC

sont rentrés piteusement dans les rangs, et ce n'est pas la promesse de création d'une "délégation régionale contre le racisme" qui pourrait justifier un tel

renoncement. Dans cette affaire, les responsables nationaux du PS ont d'ailleurs eux aussi fait l'objet de menaces brandies par Frêche à propos de révélations

fracassantes. Tout cela donne une image déplorable. Aujourd'hui, en dehors de la soumission, il n'y a plus de majorité au sein du Conseil régional. Les élus socialistes soutiennent leur président malgré son exclusion du PS le 27 janvier 2007.

verbales, le mépris permanent de la démocratie et des individus, ont révélé au public la véritable personnalité du Président du Conseil régional.

Le silence gêné de certains responsables socialistes ou les quelques marques de soutien d'élus locaux qui lui sont totalement inféodés, sont intolérables à tout républicain et à tout démocrate.

Les gaspillages de la communication :

Après la gabegie de la Septimanie qui a englouti plusieurs dizaines de millions d'euros entre 2004 et 2005, pour tenter, sans succès, de rebaptiser la région Languedoc-Roussillon, le Conseil régional poursuit sa politique de propagande permanente. La Commission d'enquête parlementaire sur l'évolution de la fiscalité locale avait déjà noté dans son rapport publié en 2005 une hausse de 53 % en un an des dépenses de représentation et de

“ Tu n'as pas voulu signer la pétition en ma faveur, tu peux faire tes valises.”
Georges Frêche

VERS UNE "CULTURE OFFICIELLE" EN LANGUEDOC-ROUSSILLON !

La politique culturelle de la Région n'est plus fondée sur la recherche de l'excellence et de l'aménagement du territoire. Le seul critère qui semble être retenu est d'ordre politique. Première étape, on "casse" tout ce qui jusqu'à présent a fait la renommée de notre Région : le Centre régional des Lettres, l'Itinéraire de la Danse, le Pôle régional des musiques anciennes, le Festival musical régional de musiques actuelles, le Centre Languedoc-Roussillon des musiques et danses traditionnelles. Deuxième étape, on coupe les vivres aux grandes manifestations Visa pour l'image, le festival des Voix de la Méditerranée, les Festivals de Maguelone et de St-Guilhem-le-Désert ou Le Festival de musique baroque en Gévaudan. Troisième étape, on reprend à son compte un certain nombre de ces manifestations en en confiant la responsabilité à des obligés. Quatrième étape, certaines aides sont rétablies comme celle accordée à Visa pour l'Image, non pas en raison d'un changement de doctrine culturelle ou d'une prise de conscience de l'importance de cette manifestation, mais simplement parce qu'à un moment, le Président de Région a eu besoin de se démarquer de son 1er vice-président Catalan. Dans d'autres cas, le rétablissement des

financements régionaux est soit conditionné par un contrôle des choix artistiques opérés (comme a tenté de le faire la Région avec le Théâtre Jacques Cœur) soit dans l'intention de faire croire que l'actuelle majorité innove ou sauve ce qu'elle a, elle-même, contribué à affaiblir (tel le pôle des arts du cirque d'Alès). Enfin, on annonce de grandes mesures en faveur des langues régionales, mais les décisions concrètes excluent, de fait, le Catalan du dispositif mis en œuvre. Oui, depuis de nombreux mois, une nouvelle politique culturelle régionale est à l'œuvre. Non pas au service de la liberté de création, mais sous la forme d'une culture officielle dans laquelle les petites structures qui irriguent le territoire sont asphyxiées. La reprise en main du secteur culturel est telle que la presse régionale s'est même fait l'écho de ce que "un haut responsable de la vie musicale montpelliéraine s'est vu signifier qu'il devait faire ses valises (...)" pour ne pas avoir signé la pétition de soutien à Georges Frêche après l'affaire des "Blacks" ! Le Président de Région lui aurait dit sans détour : "Tu n'as pas voulu signer la pétition en ma faveur, tu peux faire tes valises. Il n'y aura pas de session de rattrapage".

De telles outrances

communication du Conseil régional.

Cette courbe inflationniste ne s'est pas inversée, bien au contraire. Pour l'année 2007, la Région se prépare à lancer une nouvelle campagne d'affichage qui promet de battre de nouveaux records, puisque le seul poste budgétaire consacré à la location d'espaces d'affichage pourrait se monter à 18,5 millions d'euros !

LA FOLIE DES GRANDEURS

Afin de défendre ses intérêts au sein de l'union européenne, la Région avait ouvert en 1989 une représentation à Bruxelles en association avec les Régions du Grand Sud. De même, dans le but de développer la relation transfrontalière avec la Catalogne, il existait une Maison à Barcelone que la nouvelle Majorité s'est empressée de fermer. Mais, probablement blessé de n'avoir pas eu de destin national à la hauteur de ses prétentions (ni Mitterrand, ni Jospin n'en ont voulu comme Ministre), Georges Frêche s'est soudain crû investi d'un destin mondial ! C'est ainsi, pris de mégalomanie qu'il a décidé de créer 15 Maisons de la Région à travers le monde : Barcelone (Espagne), Berlin (Allemagne) Bruxelles (Belgique), Londres (Royaume Uni), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Moscou (Russie) New Delhi (Inde) Shanghai et Chengdu (Chine) Tokyo (Japon) Hanoï (Vietnam) Buenos Aires (Argentine) New-York (États-Unis d'Amérique) São Paulo (Brésil). Voir page illustration 68.





Région Limousin

Toujours plus d'impôts !

Dirigée depuis 1986 par la gauche. En 2004, Jean-Paul Denantot a succédé à Robert Savy et ce dernier a appliqué consciencieusement le programme commun de la direction du PS concernant les régions : augmentation de la fiscalité, mise en œuvre de directives anti-économiques et obsession de la communication.

En comparaison avec les autres régions socialistes, les augmentations de la fiscalité en Limousin pourraient paraître raisonnables : + 3 % pour le foncier bâti et non bâti et + 4 % pour la taxe professionnelle.

Il n'en est rien !



L'exécutif socialiste a choisi de faire payer les automobilistes : en 2006 il a augmenté de 10% la taxe sur les cartes grises et en 2007 il a opté pour la modulation maxima de la TIPP. En fixant au maximum autorisé la fraction régionale sur la TIPP, c'est-à-dire sur l'essence et le gasoil, l'exécutif va prélever 9 M€ sur les automobilistes limousins ce qui est particulièrement injuste dans une région très rurale où l'automobile est une nécessité absolue pour aller travailler, accéder aux services de formation, de soins, etc Fait aggravant cette décision est injustifiée car les recettes escomptées ne correspondent pas aux dépenses liées à la décentralisation.

Selon les chiffres annoncés par l'exécutif lui-même, la Région Limousin va prélever de manière injustifiée environ 5 M€ sur les automobilistes. Il tente de faire porter la responsabilité de cette décision sur la décentralisation, mais les dépenses prévues ne correspondent pas aux impôts ainsi prélevés. **L'exécutif limousin utilise en réalité la fraction régionale de TIPP, créée pour assurer les compétences décentralisées en 2004,**

(formations sanitaires et sociales, TOS), **pour financer ses propres politiques.**

Une gestion budgétaire approximative

La Région Limousin depuis 2004 a pratiqué une **hausse continue des taux de fiscalité** directe, mais dans des proportions très modérées par rapport aux autres Régions. Cette hausse n'est pas spectaculaire cependant elle est non justifiée compte tenu de l'utilisation réelle des

crédits inscrits. A cet égard, l'exécution du budget 2005 a démontré, et pour le coup de manière spectaculaire la surévaluation des dépenses à travers **des annulations massives de crédits de paiement :**

En 2005, sur un budget de 297,5 M€ l'exécutif a réduit de **47,19 M€** les crédits de paiements au mois de décembre et annulé **59,3 M €** de crédits de paiement à l'issue du compte administratif. En 2006, même opération : **40 M€** étaient **non consommés fin 2006**, ce qui n'empêche pas l'exécutif d'envisager une augmentation des

Dépenses liées à la décentralisation 2007	43,42 M€
Compensation Etat	39,78 M€
TIPP modulé	8,97 M€
Recettes compensées 2007	48,76 M€
Cagnotte fiscale	5,3 M€

dépenses de 54 M€ pour le budget 2007 !!

Ces errements budgétaires démontrent une gestion mal maîtrisée et incertaine de la part de l'exécutif.

Toujours plus de fonctionnement...

Une fois n'est pas coutume, lors du débat sur les orientations budgétaires, l'exécutif limousin devient lucide. Il précise que les dépenses de fonctionnement de la région qui sont les plus élevées de l'hexagone en euros par habitant, doivent être maîtrisées afin de dégager de l'autofinancement et faire face aux dépenses d'investissement à venir. Sitôt cette bonne résolution prise, le même exécutif envisage pour 2007 une **augmentation**

de 18,6 % des dépenses de fonctionnement, contre 12,5 % pour celles d'investissement !

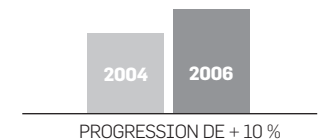
On connaissait le Médecin malgré lui... il y a désormais, l'exécutif qui génère toujours plus de dépenses de fonctionnement malgré lui !

On relèvera ainsi que depuis 2004 :
 • pour un effectif initial de 260 agents, **139 postes ont été créés en trois ans**, (69 titulaires et 70 contractuels) et cela bien évidemment sans prendre en compte les transferts liés à la décentralisation et les TOS.

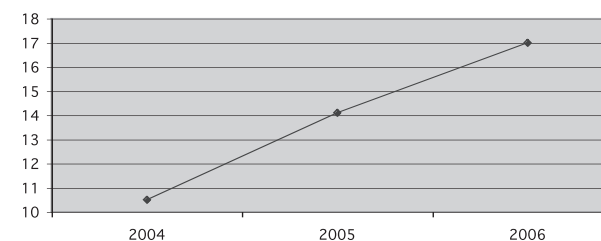
Parmi les autres dépenses de fonctionnement, l'immobilier tient une place prépondérante.

“ La région Limousin va ponctionner injustement les automobilistes de 5 M€.”

TAXE SUR LES CARTES GRISES



DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : +63 %



On assiste à une véritable "course à l'immobilier" :

- achat de bureaux pour la Maison du Tourisme,
- achat d'un immeuble pour les services de la région en 2005,
- achat d'un terrain pour une nouvelle extension en 2006,
- et agrandissement du foyer de réception.

Entre 2004 et 2006, plus de **7,2 M€** ont été dépensés pour ces différentes acquisitions et travaux.

Des choix

anti-économiques...

La grande ambition de l'exécutif limousin est de distribuer le maximum d'aides et de le faire savoir par tous les moyens. Parmi les inflexions données depuis 2004, on notera plus spécialement : la mise en place du financement des emplois associatifs, version limousine des emplois tremplins. Là encore, il s'agit d'une des marques de fabrique du programme commun que le PS a orchestré dans toutes les régions. Ce dispositif présenté

comme le remède au chômage des jeunes et des publics en difficulté, s'avère être de la poudre aux yeux.

Fin 2006, sur 496 emplois aidés, seulement 180 créations pour un coût de 12 000 € par emploi et par an.

Autre action phare et anti-économique de la majorité : le stockage du foncier agricole. Action coûteuse et inefficace qui rappelle les kolkhozes ! On peut également noter les aides spécifiques accordées à certaines structures comme la Confédération Paysanne.

Le fonctionnement anti-démocratique du Conseil régional

La démocratie participative est à la mode dans les régions socialistes. L'exécutif préfère donc aux débats traditionnels en assemblée plénière avec des conseillers régionaux élus démocratiquement, des « conférences thématiques » composées d'acteurs économiques et

sociaux et représentants associatifs choisis. On peut citer :

- la réunion annuelle d'une **conférence des territoires** avec les élus et techniciens des Pays,
- la création en décembre 2006 d'une « **conférence régionale de développement du sport** », en cohérence avec les directives de l'Association des régions de France (ARF).
- et dernière nouveauté, la « **conférence citoyenne sur le thème du changement climatique** » avec un panel de 30 personnes et une enveloppe de 60 000 euros pour un cabinet d'études.

Au final, l'exécutif limousin réduit au maximum les débats au sein de l'assemblée régionale et **oublie par exemple, de saisir les élus sur le débat public relatif au projet de LGV Poitiers-Limoges fin 2006.**

Un bel exemple de démocratie !

“ La grande ambition de l'exécutif limousin est de distribuer le maximum d'aides et de le faire savoir par tous les moyens.”

TOUJOURS PLUS DE SAUPOUDRAGE...

La stratégie globale de l'exécutif consiste à « se mêler de tout et partout ». Cette tendance de fond aboutit aux financements, notamment à travers les contrats de pays, de micro-projets qui n'ont strictement aucun caractère régional. Parmi les exemples les plus caricaturaux on peut citer :

- 108,30 euros à 12 communes pour un intranet
- 170,85 euros pour le nettoyage d'un mur d'escalade
- 200 euros pour un « parcours des arts »
- 500 euros pour une fête du livre
- 627,90 euros à trois offices de tourisme
- 750 euros pour un spectacle de théâtre
- 970 euros à une commune pour un diagnostic préalable à un lotissement.

Il est certain que le coût du traitement administratif de ces subventions est plus élevé que les subventions elles-mêmes !



Région des Pays de la Loire

Explosion des impôts locaux

Sitôt arrivé en 2004 à la tête de la région Pays de la Loire, Jacques Auxiette déclarait vouloir changer de méthode pour conduire la politique régionale. Après trois années de gestion socialiste, l'objectif est atteint. Désormais, les impôts explosent et les dépenses de fonctionnement et de communication se multiplient...

Comme dans les autres régions françaises, l'exécutif socialiste pratique le matraquage fiscal. Les taxes sur le foncier bâti, non bâti et la taxe professionnelle ont augmenté de près de 20 % depuis 2004.

Au total ce sont plus de **50 M€ supplémentaires** qui seront prélevés chaque année sur les ménages et sur les entreprises de la région Pays de la Loire. A cela, s'ajoute une nouvelle hausse de la fiscalité pour 2007. Il s'agit de l'augmentation de la taxe sur l'essence (TIPP) qui rapportera en plus de la compensation de la

décentralisation à la région, **20 M€ par an**. Il s'agit en réalité d'un « **nouvel impôt Auxiette** » qui ponctionnera de manière injuste et injustifiée les automobilistes qui la plupart du temps utilisent leur véhicule pour se rendre à leur travail.

A la fin de la mandature, ce sont 360 M€

d'impôts supplémentaires qui seront prélevés sur les habitants et les entreprises de la région.

Comme toujours pour justifier ces augmentations d'impôts, les socialistes tentent de rechercher un bouc émissaire : le gouvernement et la décentralisation. Cette manœuvre fallacieuse ne trompe plus grand monde. En effet, contrairement aux effets d'annonces des socialistes, les dotations de l'Etat sont en hausse.

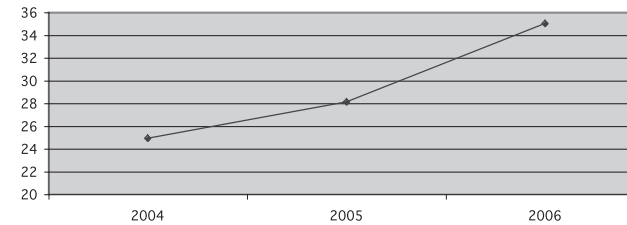
- Chiffres 2007 : hors décentralisation, les concours de l'Etat sont en augmentation
 DGF : + 2,2 % (253,3 millions d'euros)
 DRFPA : + 2,5 % (104,1 millions d'euros)
 DGD : + 2,12 % (17 millions d'euros)
 Dotation régionale d'équipement scolaire : +2,9 % (22,5 millions d'euros)

MOINS DE CRÉDITS POUR LES LYCÉES ET POUR L'EMPLOI

Il est particulièrement inquiétant de voir que la part du budget régional de l'éducation consacrée aux investissements dans les lycées stagne, voire régresse alors que les besoins de rénovation sont loin d'être satisfaits. Ainsi n'ont été affectés que 43,7 M€ en moyenne annuelle aux investissements dans les lycées depuis l'arrivée de la gauche alors que nous y investissons 73,2 M€ par an depuis 1998.

Nous notons avec intérêt la participation spectaculaire de la région à la lutte contre le chômage avec la création en 2006 de 136 emplois tremplins, pourtant présentés lors de la campagne de 2004 comme une initiative majeure pour l'emploi régional ! Il faut y ajouter le fiasco de la suspension, dont le retrait de la délibération est demandé par le Préfet, des aides aux entreprises qui recrutent dans le cadre des CPE/CNE.

DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : +39 %



A quoi servent donc les impôts régionaux ?

Au premier rang des dépenses nouvelles figurent les dépenses de personnel. Depuis 2004 150 postes supplémentaires ont été créés en dehors des TOS. Précisons tout de suite que les créations de postes engendrées par la décentralisation se limitent à 20.

(Voir schéma ci-dessus).

On constate donc que la décentralisation n'est en rien responsable de cette explosion de postes au Conseil Régional des Pays de la Loire. 130 postes ont été créés hors impact de la décentralisation. Ce sont pour la plupart des postes de chargés de missions, « conseiller politique » servant la cause de Monsieur Auxiette.

Autre marque de fabrique de la gestion socialiste dans les régions : **la communication**.

Pour un observateur non avisé, le budget de la communication est en apparence stable : 5,8 M€ depuis 2005.

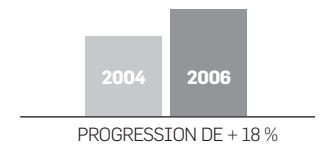
En réalité, cette stabilité est en trompe l'œil. Des nouvelles lignes « communication » apparaissent au sein de programmes spécifiques venant se rajouter au budget de 5,8 M€ :

- communications routières : 15 000 € (CF)
- port autonome Nantes/St Nazaire : 15 000 € (CF)
- actions éducatives : 300 000 € (CP) et 62 643 € (CF)

-...

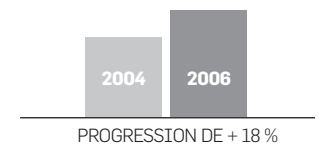
“ Pour justifier ces augmentations d'impôts, les socialistes tentent de rechercher un bouc émissaire : le gouvernement et la décentralisation.”

TAXE FONCIER BÂTI



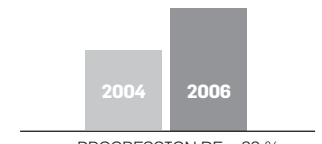
PROGRESSION DE + 18 %

TAXE FONCIER NON BÂTI



PROGRESSION DE + 18 %

TAXE PROFESSIONNELLE



PROGRESSION DE + 23 %

Nous assistons à une « **explosion** » des supports de communication : brochures (en français, en anglais, en chinois), magazines, publicités dans les journaux...

➤ Brochures :
Sur les Pays de la Loire : 7 brochures, sur les politiques publiques : 8 sur les transports : 4 sur différents thèmes : 4 sur le schéma régional de développement économique.

➤ Magazine des Pays de



la Loire : redéfinition du document existant sous l'ancienne mandature, plus prestigieux, plus cher !

➤ Lettre de la commission permanente : diffusion à l'ensemble des élus du territoire.

➤ Changement du logo du Conseil Régional : Après avoir payé deux cabinets conseil 110 000 € pour

trouver ce logo "exceptionnel" (ci-dessus) : **110 000 € coût visible !** Ce logo qui fleurit sur les frontons des bâtiments régionaux, qui claque en haut des mâts entourant l'hôtel de région, de cela on n'a aucune estimation !

Ce logo qui demain décorera les TER, les bus régionaux pour **4,3 M€**, étalés sur 3 ans et qui conduit à mettre au pilon des milliers d'enveloppes et qui donne même lieu, à l'envoi aux partenaires de la Région, d'une brochure papier de 47 pages. On observe insidieusement que les Verts ne protestent pas devant un tel gâchis de papier

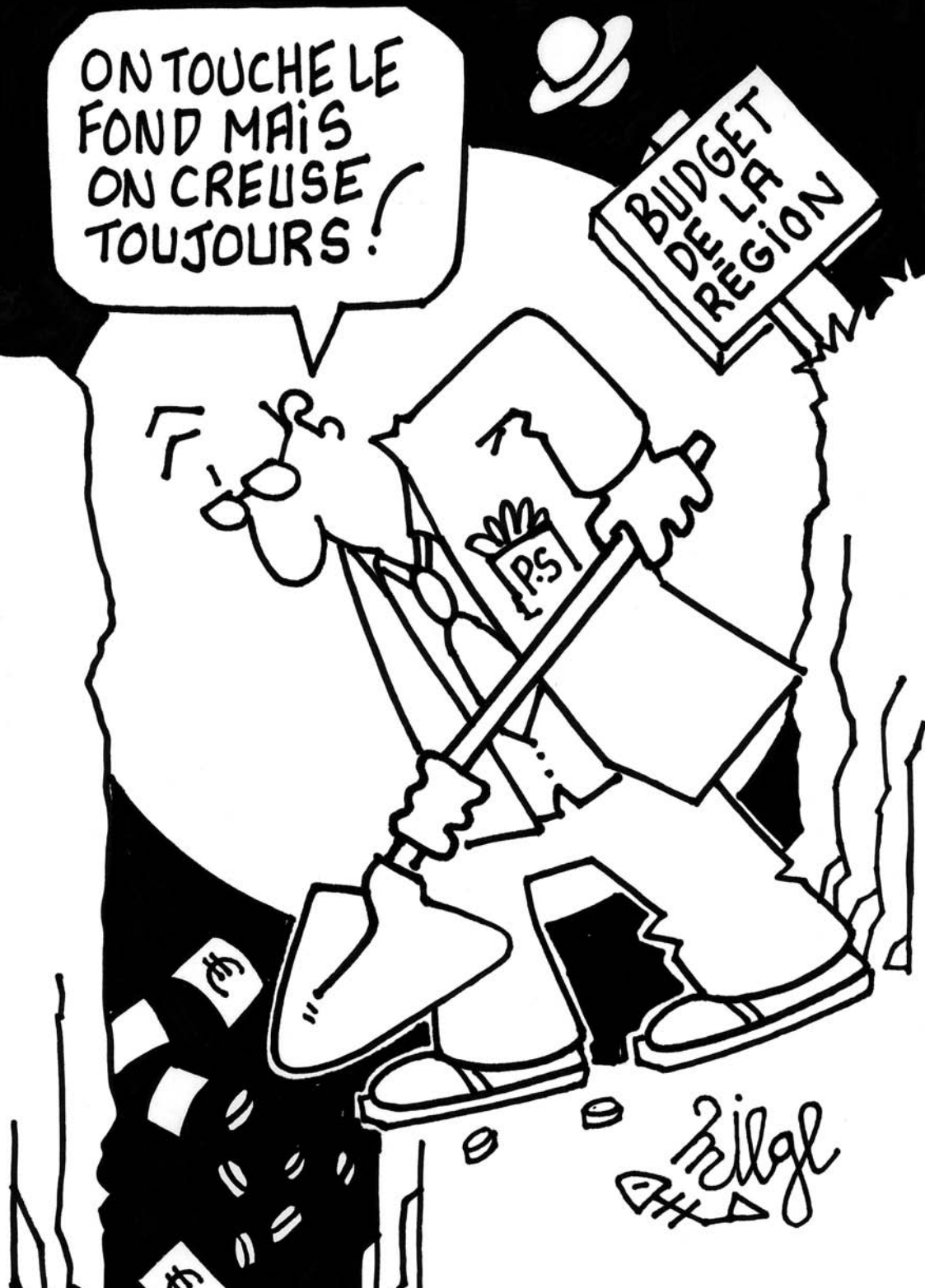
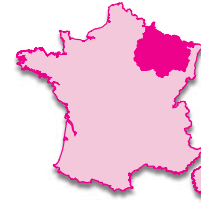
Le coût officiel du changement de logo de 110 000 € paraît bien dérisoire. Il prête même à rire quand on sait que la police de caractère choisie pour comme le dit la brochure « *sa modernité,*

et sa diversité d'expression qui en permet un usage et une interprétation tout aussi nombreuse » a malheureusement été commandée au format Macintosh alors que les services de la région sont tous équipés de PC. Faudrait-il ajouter le coût du renouvellement complet du parc informatique de la Région ?

“ Après avoir décliné le principe des assises dans tous les thèmes possibles, les socialistes ont imaginé un genre nouveau : « les assises des assises ».”

LA MULTIPLICATION DES « ASSISES RÉGIONALES »

2005 aura été l'année des Assises régionales. Vaste démarche participative qui consiste à réunir des membres de la société civile, des citoyens, des associations, des usagers... Au total, plus de 100 réunions se sont tenues sous la forme de 32 commissions thématiques. Des débats publics citoyens ont été organisés... Tout cela pour préparer le schéma de développement régional à l'horizon 2015. Et pour conclure, un nouveau type d'assises a été créé. Après avoir décliné le principe des assises dans tous les thèmes possibles, les socialistes ont imaginé un genre nouveau : « les assises des assises ». Il s'agit d'un « Forum des assises » et ce n'est pas une blague qui a été organisé pour faire la synthèse des travaux et des débats.



Région Lorraine

Toujours plus d'impôts régionaux !

En 2004 la Lorraine passait à gauche comme 20 des 22 régions françaises métropolitaines. La défaite en Lorraine plus qu'ailleurs était une surprise. En effet, face à la multiplication des listes de droite et après une campagne violente, l'alliance PS-PC-Vert l'emportait. Jean-Pierre Masseret s'installait à la tête de la région.

Trois ans après son élection, il a appliqué scrupuleusement le programme socialiste de la gestion des régions : plus d'impôt, moins d'investissements, plus de fonctionnement et rejet systématique de toute responsabilité sur l'Etat.

Comme dans l'ensemble des régions françaises, les impôts régionaux ont fortement augmenté. Le Président Masseret précise par ailleurs que cette hausse massive de la fiscalité « est limitée ». On croit rêver ! Cet argument feint d'ignorer que la fiscalité a déjà atteint un seuil insupportable pour les citoyens et que toute augmentation renforce un recul du pouvoir d'achat des ménages.

Les entreprises lorraines ne sont pas épargnées. Alors que l'exécutif prétendait il y a 3 ans développer une politique en faveur de l'emploi et du développement, cette nouvelle ponction sur les entreprises constitue un frein à l'activité économique.

Recul de l'investissement

Parallèlement, les dépenses d'investissement diminuent. Cette marque de fabrique qui caractérise la gestion de la plupart

des régions est particulièrement dramatique. En effet, en diminuant les investissements, on prépare mal l'avenir. Cette tendance se confirme malheureusement dans la plupart des secteurs fondamentaux d'intervention de la région : les lycées, la formation, l'action économique...

Parallèlement il est amusant de noter que la majorité envisage d'organiser des États

généraux de l'industrie et des lycées. Il s'agit là encore d'une dérive récurrente des exécutifs socialistes qui feraient mieux de donner des crédits en faveur des lycées et des entreprises plutôt que d'organiser des colloques coûteux sur ces mêmes sujets.

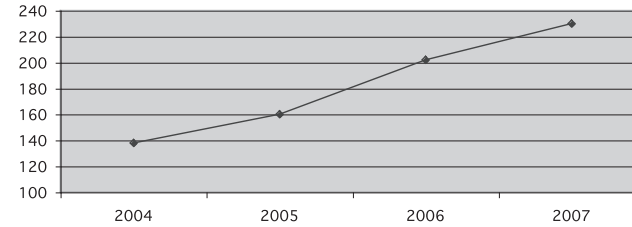
Explosion des dépenses de fonctionnement

Depuis 2004, la gauche a augmenté les dépenses de fonctionnement de +66 %.

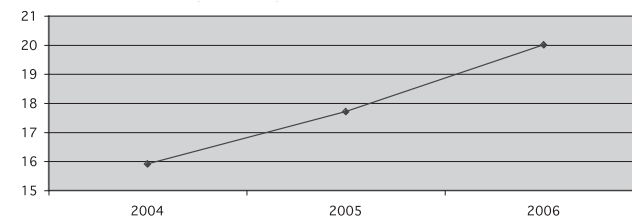
Il s'agit là encore d'une tradition socialiste. Parmi les dépenses nouvelles on peut citer notamment la création de postes alors que les transferts liés à la décentralisation ne nécessitaient pas cette explosion des dépenses de personnels.

(Voir graphiques).

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT EN € PAR HABITANT : +66 %



DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : +26 %



La recherche d'un bouc émissaire : la décentralisation

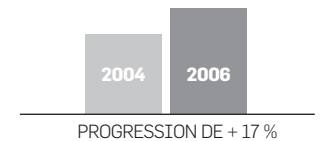
Dans sa lettre aux Lorrains de janvier 2007, Jean-Pierre Masseret donne un exemple flagrant de l'instrumentalisation des régions par les socialistes. En effet, le président de la région utilise la lettre régionale pour attaquer « *Le gouvernement UMP qui impose par une fausse décentralisation un transfert du déficit de l'Etat* ». Cette procédure scandaleuse consiste à utiliser l'argent du contribuable lorrain pour

relayer la propagande anti-gouvernementale du PS.

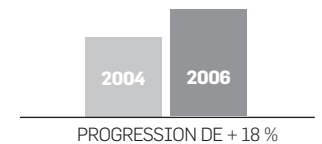
Cette obsession de faire porter la responsabilité de ses propres dépenses sur l'Etat est telle, que le président de la région en vient même à déraper sérieusement. Ainsi lors d'un débat en séance plénière, Jean-Pierre Masseret a même qualifié de « *génocide fiscal* » et de « *maltraitance gouvernementale* » les transferts de charges de l'Etat dans le cadre de la décentralisation.

“ En diminuant les investissements et en augmentant le fonctionnement, les socialistes préparent mal l'avenir.”

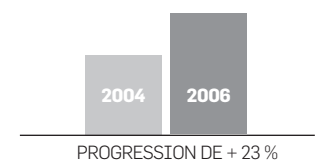
TAXE FONCIER BÂTI



TAXE FONCIER NON BÂTI



TAXE PROFESSIONNELLE



	2005	2007
Dépenses brutes d'équipement/population	128€ par habitant	121€ par habitant

Investissement en M €	2005	2007	Évolution
Formation professionnelle	9	7	- 22 %
Enseignement	73	62	- 15 %
Aménagement du territoire	35	24	- 31 %
Action économique	44	41	- 6 %



Région Midi-Pyrénées

Explosion de la fiscalité et
opposition systématique
à la ville de Toulouse

Midi-Pyrénées est par sa superficie, la plus grande région française (45 348 km²). La région fut dirigée par Dominique Baudis puis par Marc Censi jusqu'en 1998. Élu par deux fois avec les voix du Front national, ce dernier a préféré démissionner et laisser la place au socialiste Martin Malvy. De 1998 à 2004, celui-ci a dirigé la région avec une majorité relative allant des radicaux de gauche à la ligue communiste révolutionnaire.

Martin Malvy d'aspect extérieur bonhomme et sympathique tient en fait sa majorité d'une main de fer. Il est néanmoins attentif à donner à l'extérieur, l'image d'un homme consensuel et à l'écoute. Cette tâche est facilitée par le monopole absolu de l'information dont dispose le quotidien régional, la Dépêche du Midi, où il fut journaliste.

Au cours de son premier mandat (1998-2004), Martin Malvy a augmenté les impôts régionaux de près de 10 % pendant les 3 premières années, puis a affiché une stabilité fiscale sur les 3 dernières.

Aujourd'hui, à l'image des autres présidents de région socialistes, il a rattrapé « le temps perdu » et a déjà, à mi mandat, deux fois plus augmenté les impôts que lors du précédent mandat.

Explosion de la fiscalité

Sitôt réélu le président de la région Midi-Pyrénées a augmenté massivement les impôts régionaux pesant à la fois sur les ménages et les entreprises. Les entreprises ne sont pas épargnées. Là encore, il faut souligner les contradictions entre les déclarations de l'exécutif qui souhaite d'une main, favoriser le développement économique de la région et qui de l'autre freine le développement et l'investissement des entreprises en augmentant la taxe professionnelle de 26 %. Pour la première fois, **le budget de la région**

atteindra en 2007 un montant d'1 milliard d'euros, en augmentation de **9,14 %** par rapport au budget 2006. Ce budget **ne sera équilibré** (exception faite de la hausse des ressources liées aux compétences transférées) **qu'au prix d'une hausse de la fiscalité pétrolière de 30 %.**

A partir de 2007, ce sont

donc **22 millions d'euros supplémentaires** qui seront prélevés chaque année sur les **automobilistes midi pyrénéens.**

Martin Malvy tente de faire peser sur l'Etat, seul, la responsabilité de l'accroissement de la pression fiscale :

A l'unisson des autres présidents socialistes des

L'EXÉCUTIF S'EST CONSTITUÉ UNE CAGNOTTE

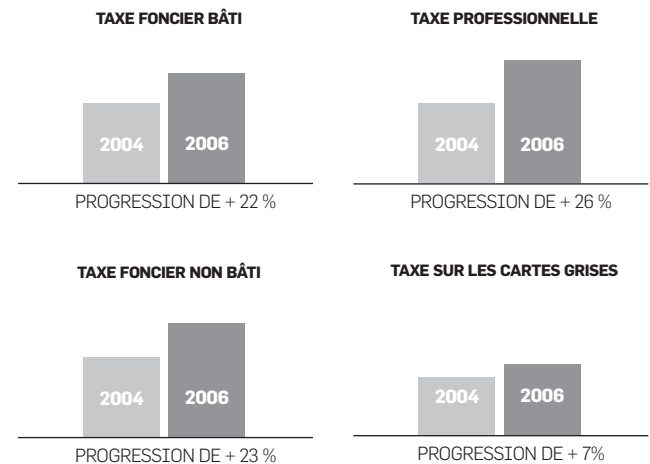
Conséquence inavouée de cet alourdissement de la pression fiscale, alors même que Martin Malvy s'enorgueillit d'être à la tête de « la région la moins endettée de France », la Région a dégagé au titre de l'exercice 2006 un excédent budgétaire de plus de 41 millions d'euros lui ayant permis de constituer ce qui s'apparente à une véritable « cagnotte ».

Conseils régionaux qui entonnent l'air composé par l'**Association des Régions de France (ARF)**, le discours est désormais bien rodé : l'Etat UMP, si chiche dans les négociations pour le CPER 2007-2013, est seul responsable de la hausse des impôts locaux car il a transféré des compétences sans transférer les ressources équivalentes ; Or, **non seulement cette antienne a été battue en brèche par les conclusions du rapport Laffineur-Bonrepaux** (rapport d'information de la commission des Finances de l'Assemblée Nationale sur l'application du principe du droit à compensation rendu par Marc Laffineur (UMP) et Augustin Bonrepaux (PS) en décembre 2006) **mais surtout une part non négligeable de la hausse des charges pesant sur la collectivité tient aux choix politiques et budgétaires opérés par Martin Malvy et sa majorité.**

Deux d'exemples : **Les 288 « emplois associatifs »** créés au titre de l'année 2006 et qui seront reconduits en 2007 **pour un coût de 4 millions d'euros/an ; L'amélioration du régime indemnitaire des TOS** transférés à la région **pour un coût de 3 millions d'euros** au titre de 2007 et de 8 millions d'euros lorsque le détachement au sein de la collectivité des 2 500 TOS de Midi-Pyrénées sera effectif.

Plus précisément, depuis 2005, le différentiel entre dépenses transférées (160 millions) et droit à

“ A partir de 2007, ce sont donc 22 millions d'euros supplémentaires qui seront prélevés chaque année sur les automobilistes.”



compensation (148 millions) s'établit à 12 millions d'euros (7,5 %) soit 1/4 de la cagnotte fiscale de la région au titre de l'exercice budgétaire 2006 !

Un « gouvernement régional » partisan et sans ambition pour notre région :

Gouverner, c'est prévoir. Or la gestion de M. Malvy est marquée par une évidente absence de vision prospective et d'ambition pour la Région. Trois exemples

particulièrement éclairants :

- En dépit des discours récurrents sur le sujet et des vœux pieux émis en début de chaque année (lors des rituelles cérémonies des vœux et lors des débats budgétaires), Martin Malvy défend avec bien peu d'ardeur des projets capitaux pour l'attractivité et le désenclavement de Midi-Pyrénées : c'est le cas de la Traversée Centrale des Pyrénées.

- La décision qu'il vient de prendre fin 2006 de contracter un emprunt de 500 millions d'euros pour le financement des TER, si elle n'est pas condamnable en soi, ne l'en conduit pas moins à « sacrifier » le transport routier au nom d'une véritable « autophobie ».

- **Le barrage de Charlas**, qui apporte un bon début de solution au problème de la ressource en eau du versant pyrénéen de la vallée de la Garonne, n'est même pas évoqué lors des journées de réflexion sur l'eau organisées par la Région, alors même que l'Etat relance ce dossier vital pour nos territoires.

Gouverner, c'est enfin être soucieux des deniers publics. Or, la gestion de M. Malvy est marquée enfin par une obstination à gaspiller des fonds publics en maintenant sous perfusion le parc de loisirs tarnais **Cap Découverte**, cela en dépit des critiques émises par la Chambre régionale des comptes et par le dernier rapport accablant de la

Cour des comptes. Pour mémoire, quelques indications sur

Cap Découverte :

- **Parc d'attraction** construit sur le site de l'ancienne mine à ciel ouvert de Carmaux à l'instigation de Paul QUILES (PS), Cap Découverte a coûté à l'ensemble des partenaires (Union européenne, Etat, Région, Département et Communes) la somme de **66 millions d'euros** ;
- Depuis son ouverture en 2003, son **déficit d'exploitation s'élève à 3,5 millions d'euros/an** ;

- En décembre 2006, la Région a versé une nouvelle subvention afin d'apurer les dettes de Cap Découverte (0,8 millions d'euros) et s'est engagée à hauteur de **40 % dans le Syndicat Mixte** chargé de gérer le site (SMAD) ;

- Ce dernier a pour mission, entre autres, d'assurer la continuité commerciale du site en trouvant un repreneur privé ;

- Pour cela, un appel d'offre a été lancé, à l'issue duquel les deux candidats à la **délégation de service public** ont fait savoir qu'ils exigeaient préalablement à leur dépôt de candidature que les collectivités affectent de nouvelles subventions de fonctionnement pour un montant annoncé de 3 millions d'euros/an ;
- **La Région devra donc contribuer à hauteur de 1,2 millions d'euros au titre de 2007 : un nouvel impôt en perspective.**

“ L'essentiel des charges nouvelles pesant sur la collectivité tient aux choix politiques et budgétaires opérés par Martin Malvy et sa majorité.”

UNE RÉGION CONTRE SA MÉTROPOLE

Gouverner, c'est aussi choisir. Or la gestion socialiste de la région Midi Pyrénées est marquée aussi par une évidente volonté de se positionner, avec l'appui de Pierre Izard (PS), président du Conseil général de Haute-Garonne, en tant que contre-pouvoir systématique de la Ville de Toulouse, si bien que les projets qui devraient être portés par tous les acteurs publics (Région, Département de Haute-Garonne, Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse, Ville de Toulouse) font du surplace ou ne bénéficient pas de financements régionaux en rapport avec l'importance de 4e ville de France. Deux exemples parmi d'autres :

- La voie de grand contournement de Toulouse (projet relancé depuis peu à l'instigation de Jean-Luc MOUDENC, maire UMP de Toulouse) ;
- Le Grand Projet de Ville (GPV) toulousain auquel la Région n'apporte qu'un maigre soutien financier.



LA RÉGION NORD-
-PAS-DE-CALAIS
AVANCE!



Région Nord- Pas-de-Calais

Une absence de cohérence globale

Le Nord Pas de Calais est historiquement une région ancrée à gauche. Mais cette région évolue et il ne faut pas oublier qu'entre 1992 et 1998, la région fut dirigée par une présidente Verte. En 2004, Daniel Percheron le président sortant a été réélu mais cette fois-ci les communistes ne font plus partie de la majorité.

Comme l'ensemble des autres régions socialistes, le Nord-Pas-de-Calais a mis en œuvre le programme commun dicté par le PS : matraquage fiscal, explosion des dépenses de fonctionnement, saupoudrage des subventions aux associations, avec un particularisme local, l'acharnement contre les entreprises.

Contrairement aux autres régions françaises, la région Nord Pas de Calais avait pris de l'avance en matière de matraquage fiscal. Dès 2000, la région augmentait de 10 %. Ce n'était pas une raison pour se priver de nouvelles augmentations de la fiscalité à partir de 2004.

Autant de décisions aux conséquences désastreuses sur l'attractivité du territoire régional en direction des entreprises, qui encourageant davantage les fuites de celles-ci.

A la fiscalité accablante s'ajoute la mise en place de dispositifs peu adaptés aux entreprises.

Entrepreneurs, si vous n'avez besoin de rien, venez nous voir !

Les dispositifs d'aide à la création d'entreprises, ou au développement de celles-ci, sont caractérisés par la lourdeur de leur

procédure et la multiplicité des critères à respecter.

Même si l'exécutif régional se défend de toute ingérence dans la gestion interne des entreprises, et de toute velléité d'économie administrée, force est de constater que pour bénéficier d'une aide régionale (au titre du contrat de développement ou de l'aide régionale à la création d'entreprise par exemple (ARCE) l'entrepreneur doit s'armer de patience et entrer dans une longue phase de négociation avec les services de l'action économique pour

convaincre ceux-ci de la pertinence de l'aide régionale, celle-ci n'étant accordée que si l'entrepreneur s'engage à intégrer les priorités politiques de la Région.

Cette lourdeur des procédures a été maintenue et réaffirmée par le Schéma Régional de Développement Économique (« Le Conseil régional débattait avec l'entreprise qui sollicite l'aide de la qualité du projet industriel, de la qualité des investissements, de la qualité des contrats de travail et du dialogue social, du respect de l'environnement »).

Une politique des transports paralysée par les Verts

En matière de politique des transports et d'infrastructures, ce sont les contradictions internes aux Verts et au PS qui

paralysent l'action de la région. C'est ainsi que la région, il y a quelques années, était d'un silence assourdissant sur le projet de 3^e grand aéroport de la région parisienne, alors que cette infrastructure qui pouvait s'implanter à proximité, en Picardie, aurait pu participer au développement des deux régions. Mais l'exécutif régional s'est incliné sous la pression de ses partenaires Verts.

Même cause, même effet sur un projet d'actualité cette fois, l'A24. Toujours « plombé » par les Verts, l'Exécutif se refuse à toute ouverture en direction d'un projet d'infrastructure qu'une majorité d'acteurs locaux considère comme nécessaire au développement régional et au désengorgement de la métropole lilloise.

Le schéma régional des transports, récemment voté, y fait à peine allusion, tout comme il est très évasif sur le transport aérien et le développement de

l'aéroport régional de Lille – Lesquin. Bref nous n'avons pas un vrai schéma régional.

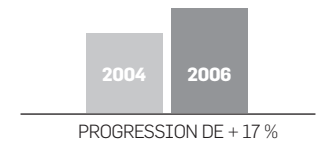
Une absence de cohérence globale

Hormis le domaine routier, l'exécutif affiche de grandes ambitions en matière d'infrastructures de transports. Il existe ainsi un schéma régional des transports tellement ambitieux, affichant tant de priorités et de projets que l'on peine à en cerner la cohérence globale.

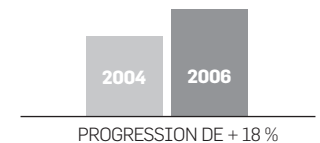
Alors qu'il aurait été préférable de s'attacher à certaines grandes priorités, bien identifiées et réalisables au service et en cohérence avec un projet de développement régional global, nous avons une succession de grand projets d'infrastructures (Canal Seine Nord, ligne à grande vitesse régionale, centre d'essais ferroviaire), mais aussi de bouts de lignes ferroviaires à créer, à moderniser qui visent plus à satisfaire des besoins locaux, certes légitimes,

“ À la fiscalité accablante s'ajoute la mise en place de dispositifs peu adaptés aux entreprises.”

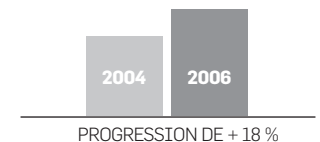
TAXE FONCIER BÂTI



TAXE FONCIER NON BÂTI



TAXE PROFESSIONNELLE



“CHÈRE” TAXE PROFESSIONNELLE
 A noter enfin, l'augmentation de 18 % de la taxe professionnelle vient aggraver la situation particulièrement accablante qui est réservée aux entreprises de la région. En effet, Avec un taux de taxe professionnelle de 3,63 % la région Nord Pas de Calais figure parmi les régions qui imposent le plus les entreprises sachant que le taux moyen de la taxe professionnelle est de 2,68 %.

que le développement de la région en France et en Europe.

Pour financer le tout, la région s'apprête à lancer (à nouveau) **un grand emprunt d'1 milliard d'euros**. Or nous savons que l'emprunt d'aujourd'hui c'est l'impôt de demain, et que le grand emprunt d'aujourd'hui sera le grand impôt de demain. Or les ménages et surtout les entreprises n'ont pas besoin d'un matraquage fiscal supplémentaire.

Au lieu de vouloir tout faire, en faisant peser sur les générations futures un héritage incertain, mieux vaudrait faire des choix, ce dont l'exécutif régional, en ce domaine comme dans d'autres, se refuse à faire.

Développement durable et environnement : manque de transversalité entre les différentes compétences régionales

Les projets les plus transversaux de l'Agenda 21 ont beaucoup de mal à démarrer. Il a été décidé, par

CONTAGION DE LA DÉNOMINATION « DURABLE »,

Parfaitement respectable en soi, le qualificatif de « durable » peut lorsqu'il est utilisé de façon systématique devenir risible. En Nord Pas de Calais, la contagion touche de plein fouet toutes les politiques de la région : ainsi parle-t-on de « soutien à l'agriculture durable et à la pêche durable », sans oublier bien entendu le « développement durable ».

exemple, la mise en place d'Agendas 21 des lycées. Cette orientation s'exprime notamment dans les écrits par une politique énergétique volontariste visant à réduire la facture énergétique des bâtiments dont la Région assume la charge.

Mais cette volonté a été annoncée en commission Développement durable et environnement sans concertation avec la 1ère commission concernée, à savoir la commission Lycées. Les services ne travaillent pas de concert sur ces orientations. En conséquence de quoi, on constate avec un peu de recul que les proviseurs des lycées, pourtant directement concernés, n'ont reçu qu'une

information partielle sur cet aspect de l'implication régionale.

Il en est de même entre les politiques « transports » et les politiques de Développement durable. Jamais les élus des 2 commissions ne se sont retrouvés autour d'une table pour savoir ce qu'il était possible de faire.

Prévention Santé : difficulté d'assumer la validation des politiques gouvernementales

La Région Nord Pas de Calais a été la seule en France à se porter candidate à l'expérimentation gouvernementale de conventionnement

avec l'ARH. Dans la foulée, la Région a validé les orientations gouvernementales en matière de santé publique et notamment par la déclinaison régionale du Plan de lutte contre les cancers. L'idée que l'Etat prenne en main les missions de santé publique avait été validée en séance plénière.

Mais la crainte de perdre la main a pris le dessus et la Région a mis en attente sa participation au nouveau « Groupement régional de santé publique », chapeauté par l'Etat. Ce revirement de position, ce « oui mais », a été incité par l'ARF et les deux Conseils généraux qui, eux, ne voyaient pas pourquoi l'Etat devait venir se mêler de santé dans leur territoire. C'est ainsi qu'à été signé entre la Région et les Conseils généraux du Nord et du Pas de Calais, une charte de santé publique définissant leurs volontés communes

en la matière.

Culture : une gestion tenue par l'étiquette politique ?

La ville de Lille et son agglomération sont très gourmandes en subventions régionales, que ce soit en fonctionnement ou en investissement. L'exécutif régional a même reconnu ce fait et pousse le vice jusqu'à le dénoncer publiquement par la voix de son président devant les acteurs culturels régionaux lors d'une séance d'information consacrée à la Culture. A cette occasion, engagement est pris de rééquilibrer les subventions sur l'ensemble du territoire régional.

Faute avouée à demi pardonnée... dit le dicton populaire, il paraît que Martine Aubry n'a pas apprécié.

“ Ce sont les contradictions internes aux Verts et au PS qui paralysent l'action de la région.”



Région Basse-Normandie

Le matraquage fiscal permanent

A la tête de la région Basse-Normandie depuis 2004, la gauche applique ses recettes habituelles : augmentation des impôts, explosion des dépenses de fonctionnement au détriment de l'investissement et recherche d'un bouc émissaire pour se dédouaner de ses propres erreurs.

Partant du principe que plus on dépense plus on est efficace, le président Duron et son équipe ont généreusement fait feu de tout bois. En seulement trois exercices, le budget de la région est passé de 438 M€ en 2004 à la bagatelle de 598 M€ en 2006 soit une augmentation de près de 36,5 % !

Le matraquage fiscal permanent

Le contribuable bas-normand qu'il soit un particulier ou une entreprise a vu passer la facture : tous les taux d'imposition ont considérablement augmenté entre 2004 et 2006. L'équipe socialiste a matraqué le contribuable bas-normand en augmentant le taux de l'impôt foncier, en rejetant sa responsabilité sur le soit disant désengagement de l'Etat. La réalité est bien différente car contrairement aux affirmations de la gauche, les dotations de l'Etat augmentent. Les entreprises ne sont pas épargnées par ce matraquage fiscal. Alors que l'exécutif clame haut et fort qu'il souhaite favoriser le développement économique de la région et la création d'emploi, il

augmente la taxe professionnelle. Bien évidemment, ce n'est pas la meilleure manière d'attirer les entreprises en Basse-Normandie.

Enfin, alors que contrairement à d'autres régions, la Basse Normandie avait relativement épargné les automobilistes en n'augmentant pas la taxe sur les cartes grises, l'exécutif a décidé de se rattraper **en créant un nouvel impôt**. Ainsi, en 2007, les automobilistes bas-normands payeront leur essence plus chère. En choisissant d'appliquer le taux maximum de la taxe sur le carburant, le Président Duron a créé une nouvelle taxe. Ce sont chaque année, **15,6 M€**

supplémentaires qui seront prélevés dans la poche des automobilistes bas-normands.

L'augmentation des dépenses de fonctionnement au détriment des investissements
C'est une tradition ! Comme dans l'ensemble des régions socialistes, les dépenses de fonctionnement ont considérablement augmenté passant de **196 M€ en 2004 à 327 M€ en 2007. Aux investissements qui représentent l'avenir, on préfère les dépenses de fonctionnement.** Cette évolution est préoccupante pour l'institution régionale dont la mission

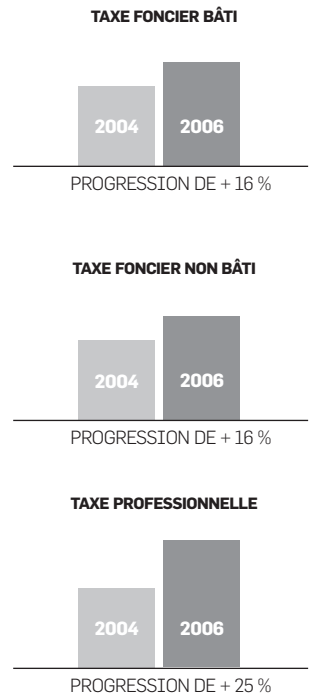
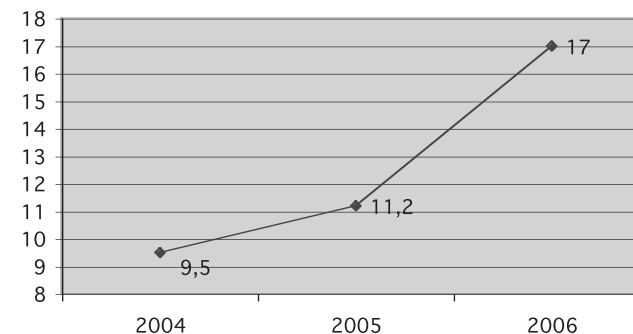
DÉPENSES	2004	2005	2006	2007	Variation 2006-2007
Section investissement	243 M€ 55 %	231 M€ 49 %	239 M€ 46 %	212 M€ 40 %	-28 M€
Section de fonctionnement	196 M€ 45 %	244 M€ 51 %	281 M€ 54 %	327 M€ 60 %	+ 46 M€

fondamentale doit rester l'investissement. Cet accroissement des dépenses de fonctionnement résulte d'une politique inconsidérée dans la gestion du personnel, **des locaux de la région** dont le coût augmente de **+142 %** et de la multiplication des dépenses de communication. Il faut croire que là encore la générosité socialiste n'a pas de limite : **la flotte de voitures de fonction passe de 5 à 30 véhicules**, les frais de bouche sont multipliés par deux, des logements de fonction sont attribués aux directeurs généraux, aux directeurs généraux adjoints, au directeur de

cabinet et même au directeur de la communication. Il faut dire que ce dernier est particulièrement sollicité ! En effet, les dépenses de communication explosent même si par un tour de passe-passe, elles sont dissimulées dans le budget de chaque service. Ce sont les frais de personnels qui connaissent la plus forte augmentation : + 79% entre 2004 et 2006. Ces dérapages sont particulièrement discutables. A cela s'ajoutent des augmentations de 40 % des rémunérations aux nouveaux directeurs. Pire, une véritable chasse aux sorcières a été entreprise et les personnes

“ Chaque année, 15,6 M€ supplémentaires seront prélevés dans la poche des automobilistes bas-normands.”

DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : +79 %



considérées comme trop proches de l'ancienne majorité ont été systématiquement remplacées à tous les postes à responsabilité.

La recherche d'un bouc émissaire : la décentralisation

La majorité socialiste explique que ces augmentations d'impôts sont dues à un financement insuffisant de la décentralisation. Les socialistes ne sont jamais à court d'arguments quand il s'agit de ne pas assumer leurs responsabilités : si ce n'est pas la faute de l'ancienne équipe, c'est celle du gouvernement. La hausse des impôts sert uniquement à financer les nouvelles dépenses de fonctionnement décidées par la nouvelle majorité. Pour preuve, des régions comme la Corse ou l'Alsace, dirigées par la droite n'ont pas augmenté leur fiscalité sur la même période, alors qu'elles sont confrontées aux mêmes transferts de charges liés à la décentralisation.

URGENT ! « Recherche

projet pour la Basse-Normandie »

Au-delà des critiques que l'on peut formuler sur la mauvaise gestion du président Duron, le principal reproche que l'on peut lui adresser, c'est son absence de vision pour la Basse-Normandie. En l'absence d'un projet cohérent d'ensemble pour la Basse-Normandie, la moindre petite mesure est présentée à grand renfort de publicité comme une innovation qui va révolutionner la région. Par exemple, la cart'@too pour les 15-20 ans facilitant l'accès à la culture, le cinéma et le sport, produit « cosmétique » par excellence, devenue un pilier de la politique régionale. Faute d'aider les bas-normands, l'exécutif régional s'est lancé dans la défense des grandes causes : **les droits de l'Homme dotés d'un budget de 400 000 €.** Jusque là, il n'y a rien de critiquable, au contraire. Là où les choses se gâtent, c'est que la première action consiste à envoyer

deux conseillers régionaux à la réception de l'Ambassade de France à Riga (Lettonie) et trois mois plus tard, de renvoyer les mêmes plus un, à Montréal pour passer une semaine au Congrès mondial contre la peine de mort. Très utile ! A quand le prochain voyage...

Il existe certainement des actions plus opérationnelles à mettre en œuvre pour défendre la cause des droits de l'Homme. Qu'à cela ne tienne, en panne d'idées, l'exécutif socialiste se tourne vers les citoyens pour en trouver. Il organise des grandes messes participatives et territoriales :

- rencontres « Voix publiques » sur la formation professionnelle, sur le SRDE, sur l'aménagement du territoire,
- « Assises régionales » sur tous les thèmes et à tour de bras pour aller à la rencontre des bas-normands.

Mais tout cela n'a pour but que d'occuper le terrain

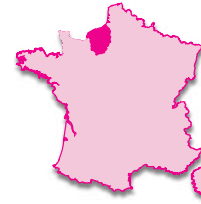
pour mieux asseoir leur influence et de s'ériger en contre-pouvoir du gouvernement en détournant l'institution régionale de sa vraie fonction.

Mais comme souvent, la gauche oublie que pour financer ces dépenses, il faut mettre des ressources en face. Ces ressources sont des prélèvements sur l'économie qui empêchent une redistribution bien plus naturelle et efficace des richesses. Mais qu'importe ! Les deux leviers habituels de financement ont été activés : la fiscalité et la dette.

Ce qui ne peut être financé par l'impôt l'est par la dette. Pour couronner le tout, la majorité actuelle a fait progresser la dette régionale à hauteur de 95 millions d'euros ce qui représente une annuité totale (intérêts + capital) de 14 millions d'euros en 2006 soit une augmentation de 26 % par rapport 2005. Cette décision particulièrement

irresponsable revient à reporter sur les générations futures les errements d'aujourd'hui. La dette d'aujourd'hui faisant les impôts de demain, ce n'est pas demain la veille que les bas-normands verront leurs impôts diminuer.

“ Ce qui n'est pas financé par l'impôt, l'est par la dette. Depuis 2004 la dette régionale a augmenté de 95 M€.”



DE MAUVAISES LANGUES
PRETENDENT QUE NOTRE
GESTION N'EST PAS SÉRIEUSE !



Région Haute-Normandie

La région érigée
en contre-pouvoir
au service du PS et de Fabius

La Haute-Normandie, présidée par le socialiste Alain Le Vern depuis 1998, est devenue, comme toutes les régions socialistes, l'otage d'une stratégie politique visant à transformer la collectivité régionale en contre-pouvoir. Cette attitude choquante est particulièrement visible en Haute-Normandie dans la mise en œuvre de la loi de décentralisation et tourne à l'obsession anti-gouvernementale chez le président du Conseil régional.

Au ton toujours très virulent et véhément contre le gouvernement s'ajoutent également de basses attaques et des mises en causes incorrectes de fonctionnaires et collaborateurs de l'Etat. Tous les documents, toutes les interventions publiques sont l'occasion pour le président socialiste de matraquer un message systématiquement hostile à l'Etat et au gouvernement.

La région érigée en contre-pouvoir au service du PS et de Fabius

Cette attitude est renforcée par la création du « 276 », contraction de 27 pour l'Eure et 76 pour la Seine-Maritime, qui regroupe les trois présidents socialistes fabiusiens de la région et des 2 Conseils généraux. Le « 276 » est aux ordres de l'ancien Premier ministre socialiste Laurent FABIUS faisant de la Haute-Normandie une sorte de « Fabius-land ». Jusqu'à peu au service d'une ambition présidentielle... peine perdue !

• Un exemple de la confusion des genres
La gauche raffole des colloques en tous genres. En fin d'année dernière, en pleine course à l'investiture socialiste pour

les élections présidentielles, le Président socialiste de la Région et fidèle de Laurent FABIUS a organisé à la Région un colloque sur "les enjeux du sport dans le débat national", colloque conclu par... Laurent FABIUS en personne. On peut se poser la question de savoir s'il s'agissait-il d'une réunion "d'intérêt régional" ou d'une réunion du "plan de campagne interne" du candidat malheureux à la candidature socialiste ?

Une gestion comptable caractérisée par le manque d'ambition et de projets

Depuis 1998, le groupe « Unis pour la Normandie » dénonce la gestion purement comptable de la région qui ne joue plus son rôle de collectivité "chef de file" pour le développement

économique et l'aménagement du territoire. L'absence d'ambition caractérisée par le manque de projets illustre une politique qui ne vise pas à préparer l'avenir.

• Budget 2007 : purement gestionnaire et non visionnaire !

Comme les années précédentes, la Haute-Normandie devra se contenter en 2007 d'un budget de gestionnaire alors qu'elle a besoin d'un budget de visionnaire. Être un gestionnaire, ne suffit pas. Il est nécessaire d'anticiper les projets et donc les investissements qui seront indispensables pour maintenir et accroître l'attractivité de la région. L'augmentation de 20 % des dépenses au budget 2007 résulte essentiellement des

transferts de compétence issus de la décentralisation et compensés par l'Etat au niveau constaté avant le transfert. Alors que la Région devrait s'affirmer comme un chef de file dynamique en matière de développement économique, on a plutôt l'impression d'un chef qui se défile. Les sommes prévues par le budget sont faibles dans ce domaine avec 30 M€ sur un budget total de 840 M€.

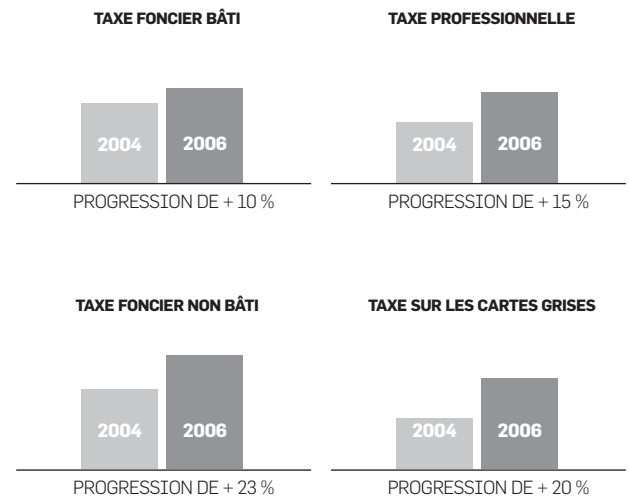
Ajoutons que le chapitre « économie » est l'un des chapitres dont le taux de réalisation est le plus faible avec 70 % (soit 20 M€ dépensés en 2005). Par rapport à la moyenne nationale des régions, la Haute-Normandie investit 5€ de moins par habitant pour le soutien à l'économie donc à l'emploi alors que la Haute-Normandie est l'une des régions où le taux de chômage reste supérieur à la moyenne nationale.

• La Grande Normandie : les socialistes "diseux" plutôt que "faiseux"
Reprenant une proposition formulée par le Groupe

« Unis pour la Normandie » en septembre 2003, les présidents socialistes des deux Régions normandes ont annoncé la création d'une Entente Interrégionale de Coopération, prévue par la loi de 1992 et destinée à expérimenter une gestion commune de leurs politiques agricole, culturelle, universitaire ou portuaire.

La proposition du groupe des élus UMP et apparentés vise à démontrer de façon concrète la pertinence

« Contrairement à sa promesse de campagne l'exécutif régional a massivement augmenté les impôts régionaux. »



d'un rapprochement des deux Régions administratives de Normandie et ce préalablement à toute consultation directe des normands par référendum sur une future réunification. Mais les socialistes sont plus « diseux » que « faiseurs » comme on dit en Pays de Bray ! On attend toujours qu'ils passent de la parole aux actes !

Par ailleurs, une telle annonce pouvait laisser entrevoir une réflexion commune sur l'établissement d'un

Schéma Interrégional d'Aménagement du Territoire (SRADT) ou d'un Contrat de Projet commun à toute la Normandie. Il n'en a rien été puisque chaque région a adopté son SRADT et a négocié dans son coin le Contrat de Projet avec l'État.

Autre occasion manquée, la représentation des deux régions normandes se fait séparément à Bruxelles. Effet d'annonce, promesses non tenues, incohérences sont le lot de la politique socialiste sur ce dossier.

Augmentation des impôts depuis 3 ans

En revanche, s'il y a un domaine où l'exécutif ne manque pas d'ambition, c'est bien la fiscalité. Depuis 2004, les haut-normands subissent « l'impôt Le Vern » soit une augmentation moyenne de 12,6 % de l'impôt régional correspondant à +10 % sur le foncier bâti, +10 % sur le foncier non-bâti et +15 % pour la taxe professionnelle. Pour tenter d'atténuer la colère des contribuables, le président Le Vern a affirmé que ces augmentations correspondraient au prix d'un « Carambar » : voilà beaucoup de désinvolture quant il s'agit d'aller chercher l'argent dans le portefeuille des haut-normands.

Signalons que la Haute-Normandie souffre d'une sur-fiscalisation sur le foncier bâti puisqu'elle figure dans le peloton de tête des régions françaises. En 2006, avec 4,42 % elle se situe au 4^e rang national pour le

taux du foncier bâti (alors que la moyenne nationale est de 2,53 %)

Malgré les appels à la stabilité fiscale émanant du Groupe « Unis pour la Normandie » réunissant les élus UMP et apparentés, le président socialiste du Conseil régional, soutenu par la majorité PS-PC-Verts, a décidé d'augmenter les taux des impôts régionaux en 2005 contrairement à sa promesse de campagne et alors même qu'en 2005 il n'y avait aucune incidence financière des mesures de décentralisation.

Le président socialiste du Conseil régional s'attaque également aux portefeuilles des automobilistes :

- 21 M€ de plus au titre de l'augmentation de la taxe sur les carburants (TIPP) : le contribuable-automobiliste payera entre 50 et 75 € de plus par an pour utiliser sa voiture ;
- 10 M€ de plus au titre de la hausse de la taxe sur les cartes grises sur un produit attendu de 60 M€.

Faute de projets nouveaux, ce prélèvement supplémentaire de 30 millions d'euros de recettes régionales sur les automobilistes n'est pas justifié.

Le saupoudrage des crédits régionaux

Dénoncé comme un leitmotiv à chaque session budgétaire et chaque commission permanente par le Groupe « Unis pour la Normandie », le saupoudrage des crédits régionaux a été érigé en principe de gestion. On est très loin d'une politique cohérente d'aménagement et de développement du territoire qui réclame des financements conséquents sur des projets porteurs générateurs d'attractivité régionale.

Exemples tirés des dernières commissions permanentes :

- 380 € de subvention à une Communauté de Communes représentant 10 % d'un pré-diagnostic énergétique pour l'installation de panneaux solaires sur un bâtiment sportif : une structure

“ Le président Le Vern a affirmé que ces augmentations d'impôts correspondraient au prix d'un « Carambar »”.

LA LIAISON FERROVIAIRE PARIS - ROUEN-LE HAVRE : ON ATTEND TOUJOURS !

Alors que la Haute-Normandie disposait en 1998 d'un projet de ligne ferroviaire rapide pour la relier la capitale via la Défense, le président socialiste du conseil régional a abandonné ce projet en promettant une solution moins coûteuse et réalisable plus rapidement. 8 ans plus tard, cette liaison rapide Normandie-Paris n'a toujours pas vu le jour et les multiples études effectuées ont déjà coûté au contribuable régional plusieurs millions d'euros. M. Le Vern renvoie la responsabilité de cet échec sur la SNCF et l'Etat, oubliant que sur cette période de 8 années la gauche a été au pouvoir national pendant 5 ans. Un exemple d'une gestion attentiste qui manque de volonté et d'ambition.

intercommunale a-t-elle besoin de cette modique subvention pour lancer ce projet, à l'évidence non !

- 35,49 € de subvention à une exploitation agricole dans le cadre d'une action en faveur d'une agriculture raisonnée...

Ces très chères études

La gestion socialiste est très friande d'études en tous genres ; des études dont les conclusions sont au demeurant rarement connues et dont le financement régional peut atteindre des sommes particulièrement alléchantes pour les cabinets spécialisés. Quelques exemples piochés dans les rapports des dernières Commissions Permanentes :

- **250 000 €** pour une étude prospective sur la fusion des 2 Régions normandes (qui va d'ailleurs être redondante avec le récent rapport du CESR !)
- **120 000 €** d'étude sur les besoins de formations sanitaires et sociales (alors que le Plan régional de développement des

formations professionnelles qui a été adopté le prévoit déjà)

- **112 500 €** de financement régional pour une enquête sur les déplacements dans les agglomérations de Rouen et Elbeuf (sur un montant total

de 750 000 € !)

- **30 000 €** d'étude sur la perception du périodique de communication institutionnelle « Ma Région »....

Devant l'absence de choix et de projets du Président du Conseil régional, on

FERMETURE DE LYCÉES

En Haute-Normandie, on ferme des lycées ! Alors qu'Antoine Rufenacht, Président du Conseil régional de 1992 à 1998 pouvait se prévaloir d'avoir créé une dizaine de lycées, son successeur socialiste a rayé de la carte pas moins de 5 établissements d'enseignement : trois suppressions pures et simples (Jean Lurçat à Saint-Etienne-du-Rouvray, Jules Verne au Havre, Honoré-Pons à Saint Nicolas d'Aliermont) et deux suppressions par regroupement d'établissements (à Neufchatel-en-Bray). Prises sans concertation avec les enseignants, les lycéens et les parents d'élèves et sans débats en Assemblée plénière, ces suppressions génèrent une concentration des effectifs dans de gros établissements qui posent de plus en plus de problèmes en terme de sécurité, de réussite scolaire et d'encadrement. Il est à craindre que les économies générées par la suppression de dépenses de fonctionnement seront absorbées par de nouvelles dépenses (transports scolaires et coûts induits des échecs scolaires et des incivilités). Alors que la Haute-Normandie bénéficiait d'une répartition équilibrée sur le territoire régional d'établissements à taille humaine, la gauche régionale n'hésite pas à fermer des lycées privilégiant la logique financière à court terme au détriment du maintien des équipements en milieu rural et des enjeux pédagogiques.

est en droit de se demander à quoi servent donc toutes ces études ?

Parc naturel régional : chantage pour une présidence !

Prenant prétexte que la région participe largement au financement du Parc Naturel régional des Boucles de la Seine-Normande (PNRBSN) M. Le Vern a souhaité mettre sous coupe réglée cette structure, sans se soucier de l'avis des maires.

Pour faire main basse sur le Parc et accéder à sa présidence, il a fait du chantage financier sur les élus locaux. En clair votez pour moi et l'avenir financier du Parc est assuré.

Les élus locaux de l'Eure et de la Seine-Maritime ne se sont pas laissés intimider et M. Le Vern n'a pas été élu Président du Parc régional.

Peu de temps après, il a annoncé ne plus vouloir siéger au PNRBSN et s'est fait remplacer par un autre membre de sa majorité. Voilà qui a le mérite d'être clair : ce qui intéressait le Président du Conseil

régional, c'était juste la présidence du Parc ! Depuis, l'exécutif du Conseil régional se montre peu enclin à aider le Parc à sortir de ses difficultés financières. Vous avez dit bizarre ?

“ Le saupoudrage des crédits régionaux a été érigé en principe de gestion.”



Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Le matraquage fiscal, fer de lance de la politique de Michel Vauzelle

Élu depuis 1998 à la tête de la région Provence Alpes Côte d'Azur, Michel Vauzelle avait déjà à son actif lors de sa réélection en 2004, un lourd passif fiscal : + 19,5 % en 2000 et + 8,5 % en 2001. Pour quoi dès lors s'arrêter en si bon chemin ? Dès 2004, le président Vauzelle a donc poursuivi le matraquage fiscal auquel il s'était livré les années précédentes, ajoutant à son tableau de chasse : l'augmentation des dépenses de fonctionnement, de communication au détriment des grands domaines de compétences de la région.



En matière de fiscalité le président de la région PACA a le mérite d'avoir les idées claires. Il est en effet un fervent défenseur du matraquage fiscal et des augmentations régulières d'impôts : Cinq depuis 1998 soit en moyenne une tous les deux ans depuis le début de sa présidence. Depuis 2004, le rythme s'est malheureusement accéléré pour les ménages et les entreprises de la région PACA puisque la fiscalité a augmenté en moyenne de 62 % sur la période. C'est quasiment le record de France !

Ce matraquage fiscal n'épargne personne. Les entreprises figurent parmi les premières victimes de cette politique anti-économique menée par la majorité de gauche du Conseil régional.

Un nouvel impôt Vauzelle en 2007

Le dernier-né des impôts régionaux, voté par la gauche et qui pèse sur les automobilistes est la taxe intérieure sur les produits pétroliers. Autorisé par la loi à moduler la TIPP, donc ayant la possibilité de la baisser, l'exécutif socialiste a préféré –fidèle à sa logique du toujours plus - l'augmenter du maximum de ce qu'il pouvait prélever.

Ainsi, la majoration des

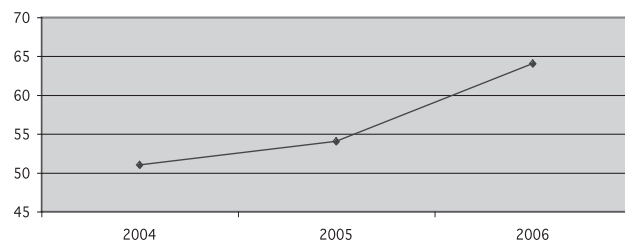
prix à la pompe est de 0,98 €/HL pour l'essence sans plomb et de 0,68 €/HL pour le gazole depuis le 1^{er} janvier 2007. Cela se traduira en 2007 par **un prélèvement de 119 M€ supplémentaires** sur les automobilistes de Provence Alpes Côte d'Azur.

Cette injustice touche toutes les catégories sociales sans distinction de revenus et concerne tous ceux qui possèdent une automobile. Cette mesure anti-sociale

s'ajoute au matraquage que les automobilistes de la région PACA ont subi depuis plusieurs années avec notamment l'augmentation de la taxe sur les cartes grises.

C'est cela la méthode Vauzelle du toujours plus ! Toujours plus d'impôts et toujours plus de dette ! En effet, ce matraquage fiscal s'accompagne d'une augmentation de 65 % de la dette régionale. Elle était de 720 M€ en 1998 elle est de 1,143 Milliards d'€ aujourd'hui.

DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : +24 %



Que fait la région socialiste de cette manne fiscale ?

Depuis 2004, l'exécutif prélève chaque année sur les ménages et les entreprises de la région 200 M€ supplémentaires en raison des augmentations d'impôts qu'il a imposées.

A quoi sert cet argent ? En effet, le principe de l'impôt n'est pas condamnable en soi. Dans certaines circonstances, il peut se justifier notamment lorsqu'il contribue à financer des services ou des équipements publics. En région PACA, les impôts nouveaux servent principalement à entretenir l'institution régionale et ne profitent pas aux habitants de la région.

Ainsi les dépenses de personnel et le train de vie de l'institution ont explosé.

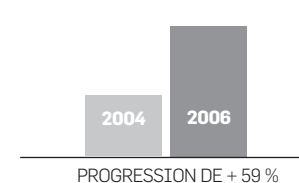
De même, les subventions aux associations coûtent en moyenne **300 M€** par an pour environ 16 000

dossiers. Il faut savoir que les services ont en « stock » 30 000 demandes suite à la politique socialiste qui fait des appels à projets auprès des associations sous couvert de « démocratie participative ».

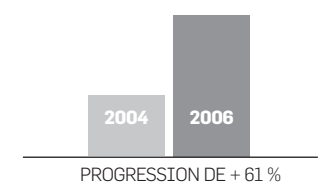
Comme dans l'ensemble des régions socialistes, la communication est devenue une priorité, une marque de fabrique. En ce qui concerne la communication le budget officiel est de 9 M€ mais beaucoup de services disposent d'un budget

“ C'est cela la méthode Vauzelle du toujours plus ! Toujours plus d'impôts et toujours plus de dette.”

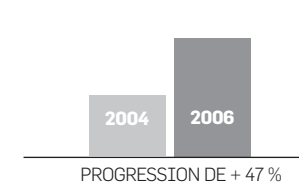
TAXE FONCIER BÂTI



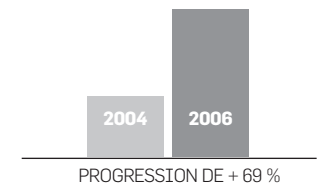
TAXE SUR LES CARTES GRISES



TAXE FONCIER NON BÂTI



TAXE PROFESSIONNELLE



spécifique ce qui fait que nous estimons le budget annuel à 15 M€.

En revanche, les investissements dans les domaines de l'emploi et de la recherche diminuent.

Dans sa logique de contre-pouvoir au gouvernement, le président de la région

refuse toujours de participer au plan Borloo et n'affecte aucun moyen pour aider les opérations mises en œuvre dans la région dans le cadre du plan de cohésion sociale.

Toujours dans la même logique anti-économique, les crédits en faveur de la

recherche diminuent.

La mauvaise foi de l'exécutif sur les transferts de compétences

Budget 2007 : les socialistes évaluent le coût des compétences transférées en PACA à 137,7 M€ en rythme annuel. Ils disent que

pour la Région cela représente un surcoût non compensé... Alors que l'Etat transfère 150 M€ de TIPP pour 2007. Cherchez l'erreur !

“ Comme dans l'ensemble des régions socialistes, la communication est devenue une priorité, une marque de fabrique.”

UN PRÉSIDENT PARTISAN ET EXCESSIF

Depuis sa réélection en avril 2004, Michel VAUZELLE utilise un langage d'extrême-gauche, voire gauchiste, dans ses discours publics.

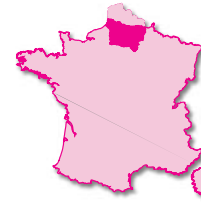
Se revendiquant altermondialiste et anti OGM, il passe son temps à dénoncer l'action du gouvernement sur tous ses aspects.

QUELQUES EXEMPLES :

En 2005 au cours d'une assemblée plénière, en présence du secrétaire général de la préfecture de région, il accuse l'Etat « de se comporter en Etat colonial » à propos de l'acte 2 de la décentralisation. Très choqué, le représentant du Préfet prend la parole en plein hémicycle pour condamner ces paroles. Monsieur VAUZELLE se rendant compte de sa bévue, indigne d'un élu républicain, se rétracte. C'est la première fois qu'un préfet prenait la parole dans une assemblée régionale pour fustiger les propos du Président.

Lors d'une autre séance, il a interpellé l'opposition régionale en accusant le gouvernement de « vouloir faire travailler les enfants au lieu de les laisser à l'école et d'obliger les femmes à travailler la nuit ». Il s'agissait dans le premier cas d'autoriser l'apprentissage à partir de 14 ans et dans le second cas de se mettre en conformité avec la législation européenne.

Au cours des deux dernières années, dans toute ses déclarations, il a accusé le gouvernement « d'organiser la casse des services publics » « de se désengager financièrement de la région » « de transférer les charges de l'Etat vers les régions » « que les compensations à l'euro près étaient fausses » et « que l'Etat gelait les crédits des contrats de plan ».



Région Picardie

Augmentation générale des impôts pour les Picards

En 2004 au lendemain de leur élection les socialistes, promettaient, une « longue marche » qui devait conduire la Picardie sur « le chemin du changement. » Ce changement a malheureusement été plus rapide que prévu puisque en 3 ans, les Picards supportent une pression fiscale très largement supérieure à ce qu'ils avaient connus par le passé.

Au-delà de la mauvaise gestion, l'exécutif socialiste doit faire face à un adversaire venu de l'intérieur, le tonitruant Maxime Gremetz qui à lui seul, paralyse en partie le fonctionnement de l'institution régionale : avec des amis, comme lui, on n'a pas besoin d'ennemis.

En 3 ans, le Président socialiste Claude GEWEC a fait preuve d'une certaine constance dans sa gestion : augmentation des impôts, explosion des dépenses de fonctionnement, et constitution d'une cagnotte. Tout cela bien évidemment, en rejetant la responsabilité sur le gouvernement et la décentralisation.

Les entreprises picardes sont également mises à contribution.

L'augmentation de 39 % de la taxe professionnelle ne facilitera pas le développement économique de la région.

Au total ce sont plus de 68 millions d'euros supplémentaires qui sont prélevés sur les

particuliers et les entreprises de la région Picardie.

L'exécutif PS-PC-Vert a tenté de justifier les hausses d'impôts par le coût des transferts à venir dans le cadre de la décentralisation. La majorité a même acheté à grand frais des pages

entières de publicité dans la presse régionale.

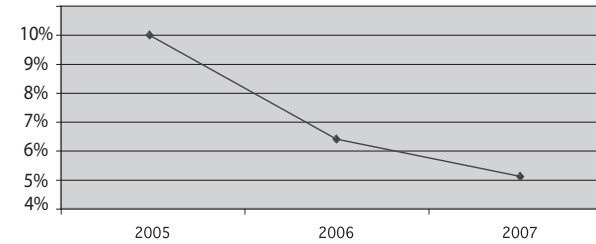
Une étude présentée en commission des finances du Conseil régional a même montré que les charges transférées cumulées s'élevaient à **57,4 M€**. Ce montant est intégralement compensé par l'Etat et ce, sans le recours à la modulation supplémentaire de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP).

Ainsi, l'exécutif socialiste n'a pas résisté à la tentation d'augmenter à nouveau la fiscalité...

Des impôts pour quoi faire ?

Le 18 décembre 2006, l'exécutif a annulé **53 M€**

ACTION ÉCONOMIQUE EN % DU BUDGET : -50 %



de crédits de paiement. C'est à dire des crédits qui auraient dû être dépensés dans l'année.

Or, **53M€** c'est plus que la hausse de la taxe professionnelle qui a eu lieu et qui était donc inutile !

53 M€ c'est presque autant que toutes les charges transférées ! (57,4 M€)

53 M€ c'est presque ce que rapporte la TIPP sans modulation (57.4 M€) et plus de deux fois la modulation (**22 M€**)

53 M€ c'est près de 7 % de la totalité des crédits de paiement de l'année 2006

pour financer des investissements.

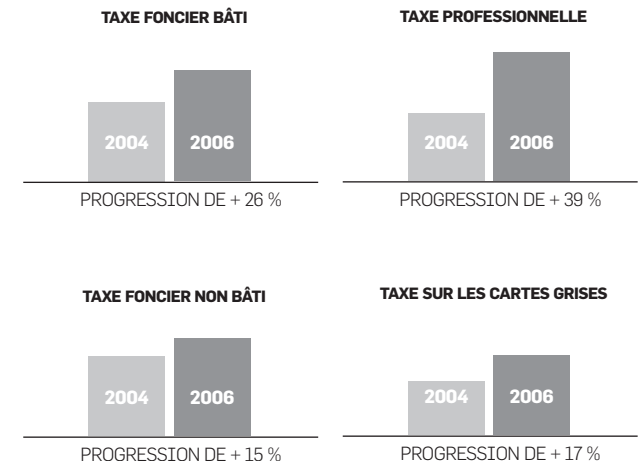
Rappelons qu'entre 2004 et 2007 le budget régional a augmenté **de plus de 16,68 %**. Parallèlement, la part du budget consacré au **développement économique** de notre région est **divisée par deux**, passant de 10 % à

“ Pour tenter de justifier les augmentations d'impôts l'exécutif a acheté à grand frais des pages entières de publicité dans la presse régionale.”

LES AUTOMOBILISTES PICARDS PAIERONT AUSSI LEUR ESSENCE PLUS CHÈRE !

Comme l'ensemble des régions, la Picardie a eu la possibilité de moduler la part régionale de la TIPP. En choisissant de porter cette taxe au maximum légal autorisé, l'exécutif PS-PC-Vert a de fait prélevé un nouvel impôt sur les automobilistes picards. Ce sont **22 M€ supplémentaires** qui sont ponctionnés dans la poche des automobilistes, chaque année, pour se constituer une cagnotte. Et ce n'est pas tout !

Ce nouveau prélèvement s'ajoute à la hausse de 17 % en 3 ans de la taxe sur les cartes grises des véhicules.



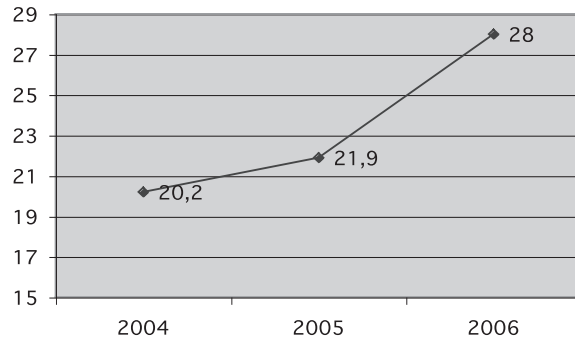
5% du budget global.

Explosion des dépenses de fonctionnement

Faute d'investir pour le développement de la Picardie, l'exécutif socialiste multiplie les dépenses de communication. Chaque année, ces dernières progressent de façon exponentielle. Entre 2006 et 2007, elles augmentent encore de **20 %**.

Au début de son mandat le Président GEWERC s'est lancé dans de nombreuses dépenses, dénoncées

DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : +37 %



d'ailleurs dans un numéro du Magazine « Capital », concernant la réalisation d'un film « 24 heures dans la vie du Président », l'achat de véhicules et autres mobiliers...

Par ailleurs, les effectifs

ont augmenté passant de **450 agents** en 2004 à **650 en 2006** alors qu'**aucun transfert significatif** lié à la décentralisation ne justifiait ces recrutements.

Ainsi depuis 2004, la

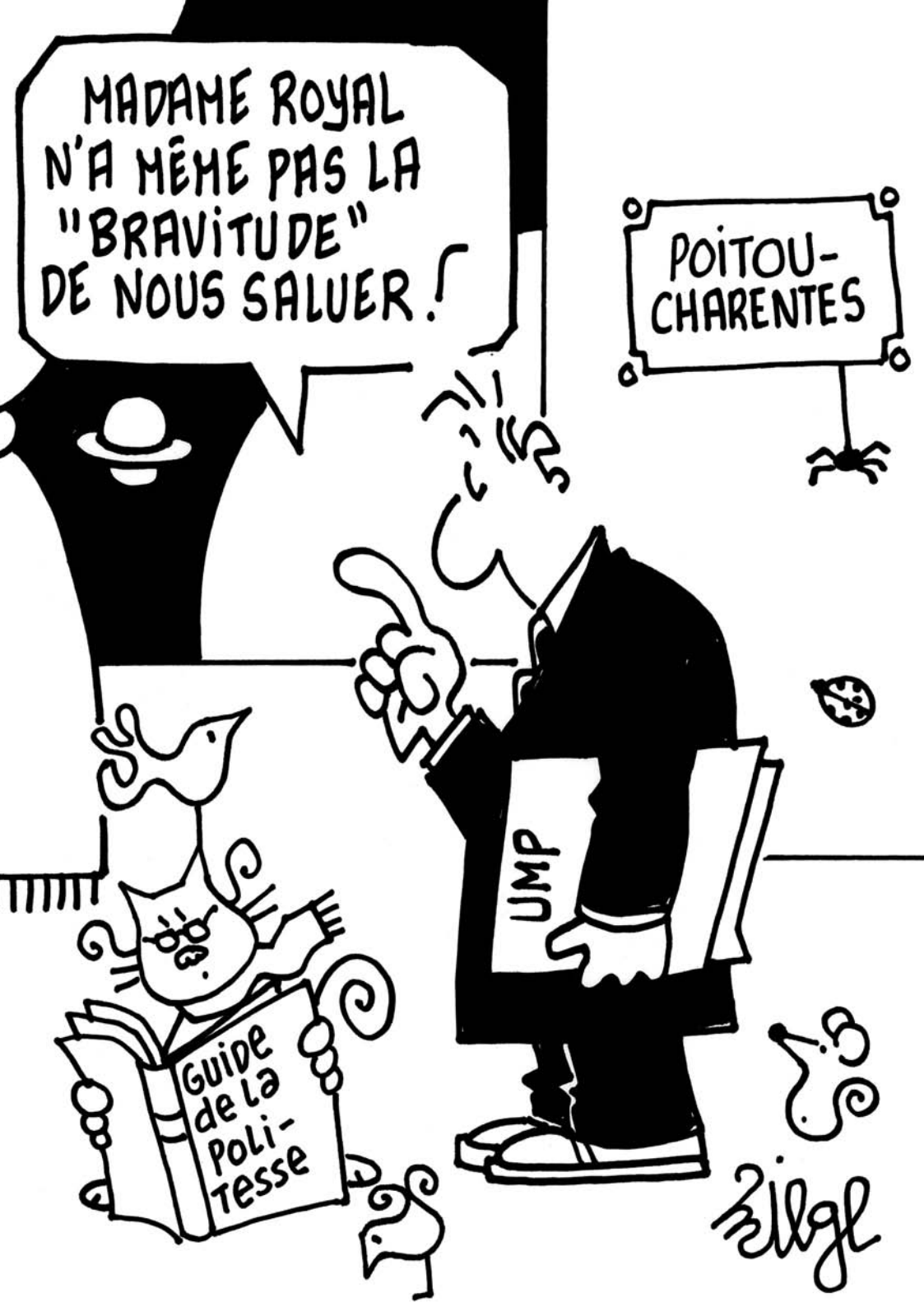
région Picardie est paralysée. L'exécutif PS-PC-Vert écrase avec ses impôts les entreprises et les habitants de la région. Elle n'investit plus alors que les attentes des Picards en matière d'éducation, de transports, de formation professionnelle sont grandes. Seule la cagnotte fiscale que l'exécutif socialiste s'est constituée continue de progresser.

“ Faute d'investir pour le développement de la Picardie, l'exécutif socialiste multiplie les dépenses de communication.”

UN CONSEIL RÉGIONAL SANS COMMISSION PERMANENTE

En Picardie, la majorité PS-PC-Vert expérimente une nouvelle forme de conseil régional : le conseil régional sans commission permanente. Cette nouveauté institutionnelle est le résultat de la brouille entre le président et son premier vice-président, le député communiste Maxime Gremetz. Il était pourtant prévisible que compte tenu de la forte personnalité de ce dernier, il tenterait d'imposer au président ses positions. Néanmoins, il n'est pas facile de se débarrasser d'un allié aussi encombrant.

En effet, pour démettre son premier vice-président, le président GEWERC aurait dû démissionner ou dissoudre la commission permanente. Or, ce dernier ayant trop peu confiance dans sa majorité, il a préféré ne plus réunir la commission permanente. Depuis le début du mois de décembre 2006, le Conseil régional de Picardie ne peut plus réunir sa commission permanente. Les élus se réunissent en session plénière.



Région Poitou-Charentes

Une région partisane

Depuis son élection en 2004, la présidente de la région Poitou-Charentes a fait du chemin... Elle aspire aujourd'hui aux plus grandes responsabilités et à l'heure où paraîtra ce livre, rien n'est encore tranché. Madame Royal a voulu faire de la région Poitou-Charentes un laboratoire, un terrain d'expérimentation pour ses idées politiques. Après les promesses et les grandes opérations de communication, la réalité est la suivante : les impôts et la dette ont augmenté, les investissements en faveur des lycées ont diminué, les dépenses de fonctionnement et de communication ont explosé et les subventions aux associations se sont multipliées.

"Réhabiliter l'impôt" ou favoriser "la vie moins chère" ? Madame Royal a choisi : c'est l'impôt qu'elle préfère, et tant pis pour les classes moyennes ! Entre 2004 et 2006, ce sont 44 M€ supplémentaires qui ont été prélevés sur les picto-charentais.

Premières victimes de cette ponction fiscale : les ménages. Ceux qui paient la taxe foncière sur les propriétés bâties supportent un taux (3,32 %) supérieur de près de 25 % au taux moyen des régions (2,53 %). Mais les plus à plaindre en région Poitou-Charentes, **ce sont les automobilistes**, y compris lorsqu'ils sont jeunes ou lorsqu'ils choisissent des voitures "propres". La Région est une des seules régions à demander aux jeunes conducteurs d'acquitter une **taxe sur leur permis de conduire de 25 €**. A cela s'ajoute bien évidemment la taxe sur la carte grise qui a augmenté de 17 % depuis 2004.

Heureusement, Madame Royal n'a pas augmenté la taxe sur les produits pétroliers (TIPP) ! Certains de ses collègues présidents de région n'ont

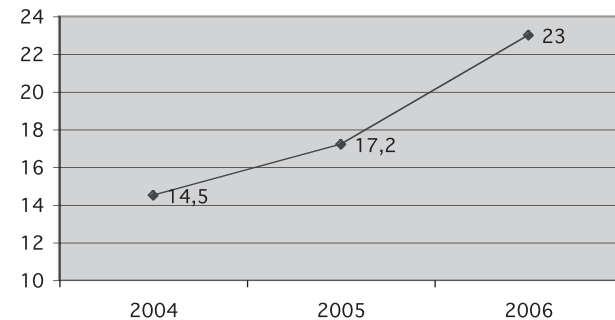
pas hésité à profiter au maximum de cette possibilité que le gouvernement offrait. Preuve que, malgré les "surcoûts des transferts de compétence" qu'elle dénonce, Madame Royal n'a pas besoin de cette ponction supplémentaire pour équilibrer son budget.

Si Madame Royal matraque fiscalement les ménages, ce n'est pas pour préparer l'avenir de la région. En 2005, les dépenses de fonctionnement de la région ont augmenté de 17 %, puis en 2006 à

nouveau de 11 %. Pour 2007, Madame Royal prévoit d'augmenter les charges de fonctionnement de près de 25 %.

Où va cet argent ? En 2006, la région Poitou-Charentes consacrait **plus de 10 % de ses dépenses de fonctionnement à ses propres services**, contre moins de 7 % pour la moyenne des régions. **Le fonctionnement du Conseil régional coûte 32 € à chaque habitant de la région**, alors qu'en moyenne il coûte 23 €

DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : +79 %



Investissement en M €	2005	2006	Évolution
Formation professionnelle	3,7	3,7	0 %
Enseignement	73	59,4	- 18 %
Action sociale	9	1,1	- 87 %
Action économique	28,7	25,9	- 1 %

pour les autres régions.

A elles seules, les dépenses de personnel ont augmenté de plus de 57 % en 3 ans.

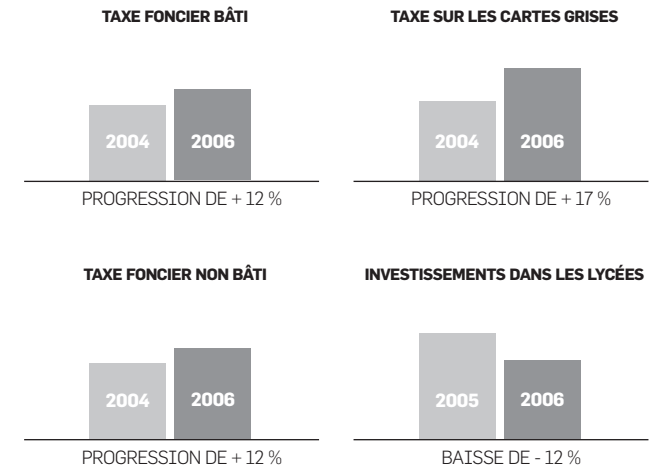
(Voir graphique) Ces augmentations constantes de personnel traduisent pour l'année 2006, l'équivalent de **150 agents de catégorie A** recrutés (moyenne de 38 000 € annuel par agent). Pour ce qui est de développer l'emploi public, rien à dire donc ! Pour ce qui est de préparer l'avenir, c'est autre chose : quelques chiffres suffisent à s'en convaincre.

D'abord les dépenses d'investissement : en 2005 et en 2006, **la Région Poitou-Charentes a enregistré une baisse sensible : - 3,3 % en 2005, - 2,1 % en 2006.**

(Voir tableau ci-dessus).

On peut regretter également l'absence d'investissement dans certains secteurs fondamentaux de l'action régionale :

- La politique de la ville : les régions y consacrent 3 € par habitant ; Madame Royal, rien ;
- L'habitat et le logement : 0,30 € par habitant, contre 4 € en moyenne !



“ Si Madame Royal matraque fiscalement les ménages, ce n'est pas pour investir et préparer l'avenir de la région.”

- Le soutien à l'artisanat, au commerce, à l'industrie : 2 fois moins que la moyenne nationale,
- L'environnement : rien sur la politique des déchets, rien sur la politique de l'air ; sur la politique de l'eau, 3 fois moins que la moyenne des régions !

Et enfin, cerise sur le gâteau, les investissements baissent de 12 % dans les lycées. (Voir diagrammes page précédente).

Des subventions régionales distribuées de façon partisane

Ce favoritisme se traduit par la mise en place du Fonds Régional d'Intervention Locale (FRIL), et par la participation financière de la région à divers organismes « parapolitiques ».

Connaissez-vous le FRIL ?

Créé en juillet 2005 pour trois ans (2005-2007), le Fonds Régional d'Intervention Locale (FRIL) est un dispositif

d'aide à l'investissement pour les collectivités jusqu'à 10 000 habitants (communes et Établissements Publics de Coopération Intercommunale) pour pallier le désengagement de l'Etat sur la Dotation Générale d'Équipement. Les collectivités sont aidées en fonction de leur potentiel fiscal, afin de mieux soutenir celles qui disposent des ressources les plus faibles.

5 € par habitant sont retirés à certains pays dans le cadre des subventions attribuées aux contrats de territoires, et redistribués selon un règlement spécifique prenant en compte notamment, le nombre d'habitants et le potentiel fiscal des collectivités et groupements de collectivités.

85 dossiers ont été déposés en moyenne

MADAME ROYAL SOUTIENT LES ALTER MONDIALISTES

➤ ATTAC

La majorité régionale a attribué, par délibération du 10 juillet 2006 une subvention de 30 000 € dans le cadre des universités d'été d'ATTAC qui se sont déroulées à POITIERS du 25 au 29 août 2006. Le programme s'articulait autour des thèmes du Manifeste des alternatives, qui consiste à faire des échéances électorales françaises de 2007 et 2008 un grand moment de débat public sur les ruptures nécessaires avec les politiques néolibérales.

En 2005, la majorité régionale avait déjà attribué d'une part, une subvention de 20 000 € dans le cadre des universités d'été d'ATTAC qui se déroulaient à la faculté de Droit de POITIERS du 26 au 30 août, et d'autre part, une subvention de 19 000 € dans le cadre des « Chemins de la découverte d'ATTAC » qui se déroulaient les 20, 21 et 27 août à CHATELLERAULT.

➤ Et aussi...

2 000 € à la confédération paysanne de José Bové
1 000 € à l'UNEF,...

chaque année par les petites communes dans le cadre des priorités retenues par la Région.

« Aménagements de bourgs », « rénovation d'écoles », « rénovation d'églises », « projets innovants » sont les grands types de projets aidés via le FRIL.

Le montant total des investissements ainsi soutenus par la Région représente plus de 8 millions d'euros. Toutefois, **2 M€, soit près de 24 % des subventions du FRIL**, sont destinés à la circonscription de Madame Royal alors que cette circonscription ne représente que **5,3 % des habitants de la région**.

Ainsi, les projets des collectivités de gauches peuvent être financés à hauteur de 65 % (La Bataille, circonscription de Madame Royal, pour la réhabilitation de bâtiments communaux, CP du 3 novembre 2006), alors que d'autres projets ne le sont qu'à hauteur de 2 % (Coulonges-sur-l'Autize, circonscription de Monsieur Morisset - UMP-, pour la

restructuration de la salle des fêtes, CP du 3 novembre 2006).

Mais, **deux associations sont pourtant subventionnées par le FRIL**. Il s'agit de l'association « Mous'Tic » de Melle et de l'association école de boxe du Pays Mellois.

Or, le FRIL est un dispositif d'aide, réservé aux collectivités locales et à leurs groupements. Le règlement du FRIL le précise bien. De plus, la fiche de demande, de par ses mentions (nombre d'habitants de la collectivité, cachet de la collectivité...), ne peut-être remplie que par une collectivité locale et en aucun cas par une association.

Des effets d'annonces non suivies d'effets L'annonce du nouveau pôle éco-Industries

En mars 2006, la majorité régionale informe la commission permanente, que suite à la décision du Comité d'Aménagement et de Compétitivité des Territoires (CIACT) du

“ 24 % des subventions du FRIL, sont destinés à la circonscription de Madame Royal alors que cette circonscription ne représente que 5,3 % des habitants de la région.

6 mars 2006, la procédure de mise en place du pôle de compétitivité Eco-Industries sera finalisée par la publication des décrets de zonage. A cette fin, la majorité régionale propose d'accorder une enveloppe de 150 000 € à l'association des Eco-Industries, pour la gestion de ce pôle de compétitivité. A priori, les Eco-Industries ont donc été labellisées en tant que pôle de compétitivité.

A ce titre, la Région, et plus particulièrement **Madame Royal a lancé une campagne de publicité, dans les quotidiens régionaux** du lundi 13 mars 2006, communiquant ainsi sur le nouveau pôle de compétitivité. On pouvait y admirer la photo de la présidente, ainsi qu'un texte de propagande intitulé « Le nouveau pôle de compétitivité Eco-Industries. C'est une belle victoire ».

Ce pôle proposé par le

Conseil régional n'a pas encore obtenu le label national pôle de compétitivité. Cette publicité informe donc le citoyen que les Eco-Industries de Poitou-Charentes ont été labellisées par l'Etat en tant que pôle de compétitivité. Ce défaut d'information est une manipulation de la part de la Présidente. Comme on dit en Poitou-Charentes, « elle a mis la charrue avant les bœufs ! »

La relative gratuité des livres

La majorité régionale, afin d'assurer un accès égalitaire au savoir, a mis en œuvre la politique de gratuité des livres. **Suite à la réalité de cette politique, la majorité continue de parler de gratuité des livres.**

Il n'en est rien. Les chèques livres couvrent 70 € du prix total des livres dont a besoin un lycéen. **Ces 70 € permettent de financer deux à trois livres.**

Un lycéen a besoin d'un nombre de livres bien plus important. De gratuité des

livres, on passe en pratique à une subvention ne recouvrant pas la moitié du prix total des livres.

Cette politique sociale et opportune ne revêt pas pour autant un caractère de gratuité pour les familles, qui continuent à financer la grande majorité du prix des livres scolaires.

Les familles les plus aisées en bénéficient autant que les autres, alors qu'auparavant des conditions de ressources étaient imposées. « *La majorité régionale a joué à Robin des Bois, mais à l'envers* » !

Une telle politique ne serait pas si coûteuse si la région recherchait un partenariat avec une association ou un autre organisme.

Les débats participatifs chassent la démocratie
L'absence des élus d'opposition au Comité régional du tourisme (CRT).

Cette éviction avait été justifiée par Madame Royal, par le fait que l'opposition est déjà représentée par l'intermédiaire des Comités Départementaux de Tourisme. Pourtant, le CRT a un statut associatif. Il est financé par le Conseil Régional à hauteur de 3 millions d'euros, et emploie 25 personnes.

Le Tribunal administratif de POITIERS, par un jugement d'août 2006 a enjoint le Conseil d'Administration du CRT à reprendre tous les actes et toutes les décisions prises par ce dernier depuis le 22 juin 2004. En effet, un membre du Conseil d'administration siégeant en tant que personnalité qualifiée a été en justice afin de dénoncer l'illégalité de son éviction du CRT, depuis l'arrivée de Madame Royal à sa tête.
Afin de respecter le jugement, et de ne pas tomber sous le coup de la gestion de fait, le Conseil d'Administration va également devoir élire les cinq autres

“ Pendant les deux premières années de la mandature Madame Royal a refusé de serrer la main des élus de l'opposition.”

LES KITS RÉCUPÉRATEURS D'EAUX PLUVIALES, UN SAUPOUDRAGE COÛTEUX

La majorité de Madame Royal octroie des subventions pour l'acquisition de kits récupérateurs d'eaux pluviales.

188 dossiers sont subventionnés pour une dépense totale régionale de 7 687,68 € soit une moyenne de 40,89 € par dossier. L'euro dépensé n'est pas ici un euro utile. En effet, le versement des subventions par une collectivité publique obéit à un mécanisme complexe, et coûteux. Les quatre phases d'un versement de subvention sont l'ordonnancement de la dépense, la liquidation de la dépense le mandatement de la dépense, et le paiement comptable. Ces phases cumulées représentent un coût certain. Par addition des coûts de reprographie et de papier des pièces justificatives, des documents administratifs, des traitements de salaire relatifs au temps passé sur ces missions, on peut estimer que dans un Conseil Régional de la strate de Poitou-Charentes, un versement de subvention représente coûte 100 €.

LE « BUDGET PARTICIPATIF » DES LYCÉES

Le principe du « budget participatif » est d'associer les élèves aux décisions qui les concernent en faisant appel à leur capacité de proposition.

Les acteurs (professeurs, parents d'élèves, enseignants, TOS) votent afin de valider leurs demandes, dans un ordre de préférence.

Le budget représente 10 millions d'euros destinés à couvrir les besoins et à respecter les priorités des élèves.

Toutefois, il n'existe pas de plafonds financiers par établissement, ce qui pourrait conduire à de grosses inégalités de traitement entre les établissements.

L'assemblée régionale vote le financement de ses « priorités ». En effet, il peut arriver que des travaux plus mineurs aient priorité sur des travaux plus majeurs. Les travaux issus des forums participatifs des lycées sont prioritaires.

Ainsi, on pouvait distinguer dans les rapports de la commission permanente de mai 2005 (rapport n° III.90), deux types de travaux :

- Opérations prioritaires (annexe I), car demandées en réunion de débats participatifs des lycées. Elles concernent :
 - Les travaux de sécurisations de garages à vélos.
 - Le remplacement de rideaux dans un internat.
 - L'aménagement d'un sous-sol en garage à vélo.
- Autres opérations (annexe II), pour maintenir le patrimoine dans les conditions d'accueil et de sécurité optimisées.
 - Mises en sécurité d'ateliers.
 - Réfection de toitures.
 - Installation d'un traitement d'eau conformes aux besoins sanitaires en

cuisine.

- Mise en conformité de détecteurs d'incendie.
- Travaux de sécurité sur des installations électriques et de gaz.
- Remplacement de menuiseries.
- Travaux d'étanchéité.
- Remplacement des douches et de la robinetterie des internats.
- Désamiantage.

Les travaux issus des forums participatifs ont donc priorité. Ce sont pourtant des travaux mineurs et réellement secondaires, au vu des autres opérations, prévues à l'annexe II.

Les choix politiques, même en matière de marchés de travaux semblent démagogiques.

De plus, en moyenne, on peut considérer que 16 élèves par lycées, 13 professeurs, et 4 parents d'élèves participent à ces réunions (moyenne calculée à l'aide d'un échantillon de 24 établissements de la région répartis dans les quatre départements en zones urbaines et rurales).

On compte actuellement 74 526 élèves du second cycle général, technologique et professionnel, soit une moyenne de 876 élèves par établissements (86 établissements). Le taux de participation des élèves aux forums participatifs des lycées représente en moyenne 1,82 %. Il s'agit donc de forums participatifs sans participants...

Mais afin de garantir la neutralité de la démarche, la région a fait appel à l'association pour la démocratie et l'éducation locale sociale. Ce prestataire extérieur mandate un modérateur lors de chaque réunion.

C'est ce que l'on appelle une usine à gaz !

membres du bureau. L'absence de réunions de commissions

Depuis l'arrivée de Madame Royal à la tête de l'exécutif, seule la

Commission « emploi – économie – dialogue social et solidaire (ou solitaire !) », présidée par Jean Grelier, élu PS des Deux-Sèvres (2^e vice-président) s'est réunie spontanément, avant deux commissions permanentes (sur un total de 19).

Ce sont **les deux seules réunions de commissions**,

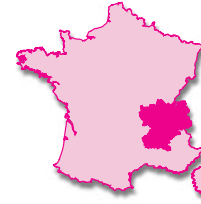
mises à part les réunions de commissions d'avant session (soit 3 par an), que l'on peut recenser sous l'actuelle majorité. Sous la majorité précédente, les commissions se réunissaient systématiquement avant chaque Commission permanente.

Notons que seuls les élus de la majorité sont conviés aux déjeuners de la Commission permanente.

L'assemblée régionale dans sa totalité est ainsi reléguée au rang de chambre d'enregistrement.

« Le cabinet préparant tous les rapports, de nombreux présidents de commissions n'ont connaissance des rapports présentés à l'assemblée que lors de leur distribution 7 jours avant » (Madame Carmouse, vice-présidente PCF, en charge des TER, concernant les rapports relatifs au TER et bio-carburants lors de la Commission Permanente du 18 septembre 2006).

“ Les débats participatifs conduisent à considérer la mise en place d'un garage à vélo comme prioritaire et la réfection de la toiture du lycée comme secondaire.”



Région Rhône-Alpes

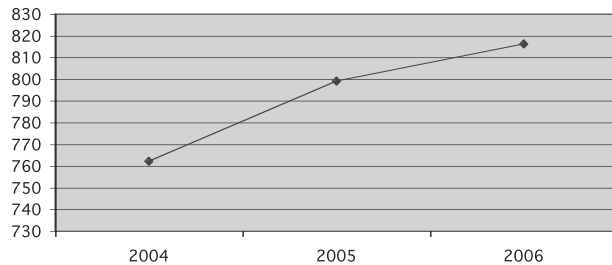
Des augmentations répétées et injustifiées de la fiscalité régionale

Élu en 2004, Jean-Jack Queyranne avait promis aux Rhônalpins de ne pas augmenter la fiscalité. Les promesses n'engageant que ceux qui les écoutent, c'est bien connu, l'exécutif socialiste a prélevé 263 M€ d'impôts et taxes supplémentaires depuis 2004.

Au-delà du matraquage fiscal et des promesses non tenues, la majorité de gauche a accru la dette de la région et fait exploser les dépenses de fonctionnement au détriment des investissements qui préparent l'avenir. Au total, c'est 179 millions d'euros d'impôts supplémentaires que les Rhônalpins vont payer par rapport à 2004 au titre des seules taxes foncières ou professionnelle.

Les entreprises ne sont pas épargnées. Alors que l'exécutif socialiste prétend mener des actions en faveur du développement économique et de l'emploi, il a prélevé sur les entreprises rhônalpines **50 M€ d'impôts supplémentaires depuis**

AUGMENTATION DES DOTATIONS DE L'ÉTAT



LES AUTOMOBILISTES RHÔNALPINS, NOUVELLES VACHES À LAIT DE L'EXÉCUTIF SOCIALISTE

Mauvaise nouvelle également pour les automobilistes de Rhône-Alpes en 2007. Déjà lourdement taxés, ils vont devoir payer un peu plus cher leur essence. Jean-Jack Queyranne a décidé de créer un nouvel impôt en augmentant la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). Grâce à ce nouvel impôt, la région va se mettre dans la poche 51 M€ de recettes nouvelles.

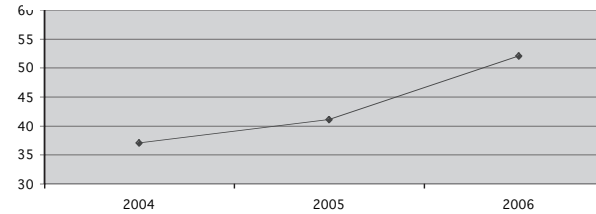
Ce nouveau prélèvement s'ajoute aux augmentations de la taxe sur les cartes grises que les Rhônalpins ont subies depuis 2004. Décidément, il vaut mieux ne pas avoir d'automobile en Rhône-Alpes.

En deux ans, si l'on ajoute l'augmentation des taxes sur les cartes grises ainsi que la hausse du prix de l'essence, ce sont plus de 78 M€ que les socialistes ont prélevé sur les automobilistes Rhônalpins !

2004. Ces prélèvements sur les entreprises sont autant de freins à l'investissement et à la création d'emplois. Parallèlement les crédits consacrés à l'action économique diminuent. En 2004, ils représentaient 7 % du budget. Aujourd'hui, ils ne s'élèvent plus qu'à 6 % du budget total. On ne peut même pas parler d'indifférence à l'égard des entreprises, il s'agit d'acharnement.

L'exécutif tente de justifier sa décision en expliquant que c'est

DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : +57 %



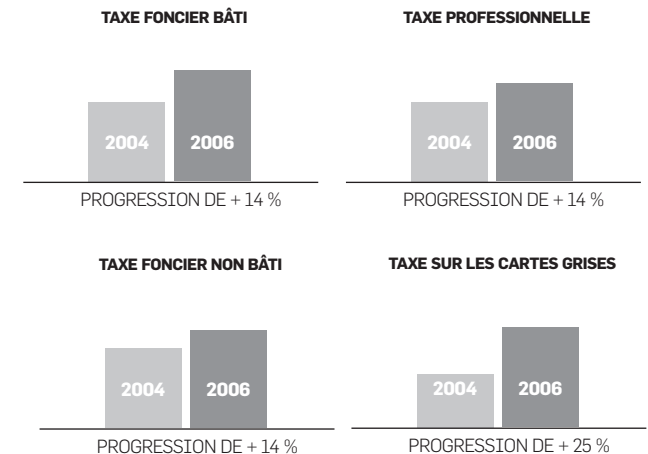
de la faute de l'Etat. Mais c'est faux ! Le déficit des transferts liés à la décentralisation s'élèverait en 2007 à 31 millions d'euros, l'exécutif empoche donc une cagnotte de **20 M€**. La réalité c'est qu'avec l'augmentation maximum de la TIPP, la majorité de gauche prive les Rhônalpins de 20 M€ de **pouvoir d'achat !**

Contrairement à ce que clament les socialistes, les hausses de fiscalité ne peuvent pas être imputables aux lois de décentralisation, ni d'ailleurs à un prétendu désengagement de l'Etat, puisque celui-ci continue d'augmenter ses dotations.

L'augmentation des impôts et des taxes est donc le seul résultat des politiques socialistes en Rhône-Alpes.

L'augmentation des impôts résulte des multiples dépenses de l'exécutif socialiste « *On n'est jamais mieux servi que par soi même* » nous enseigne le dicton populaire. Depuis 2004, l'exécutif a pris grand soin d'augmenter de 30 %, c'est-à-dire de **18 M€ les dépenses propres de**

“ Élu en 2004, Jean-Jack Queyranne avait promis aux Rhônalpins de ne pas augmenter la fiscalité.”



L'institution régionale.

A cela s'ajoutent les dépenses de communication. On peut citer notamment le lancement à grand frais de journaux régionaux, des suppléments dans la presse quotidienne... La participation à hauteur de **450 000 € au forum de la mondialisation à Lyon** et cerise sur le gâteau, la construction d'un palais de la Région pour **157 millions d'euros, c'est-à-dire l'équivalent de 7 lycées.**

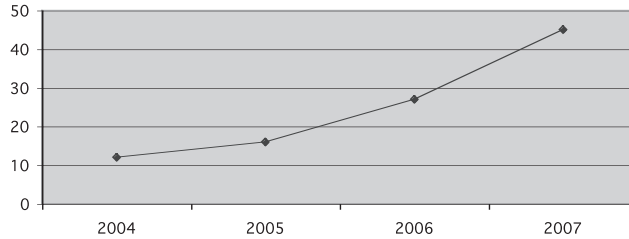
Pour mettre en œuvre cette politique dépensière, il faut des moyens et du personnel. En 3 ans, les dépenses de personnel ont donc augmenté de 57 %.

Les augmentations des dépenses sont tellement élevées que ni la hausse des impôts, ni l'augmentation des dotations de l'Etat ne parvient à les compenser.

Augmentation de l'emprunt et de la dette

Malgré les augmentations d'impôts, l'exécutif emprunte chaque année toujours plus. Or les

AUGMENTATION DE LA DETTE RÉGIONALE



emprunts d'aujourd'hui, étant les impôts de demain, la région Rhône-Alpes semble s'engager sur une bien mauvaise pente.

La région est passée d'un rythme de mobilisation d'emprunt oscillant entre **40 et 130 M€ par an** dans la période 2000-2003, à 233M€ en 2005, puis environ 310M€ en 2006. Ce qui est grave, c'est que l'augmentation de l'emprunt est deux fois plus rapide (+ 100M€) que celle de l'investissement (+60M€). C'est une fuite en avant, qui démontre que l'exécutif socialiste ne maîtrise plus les dépenses.

Cela va conduire à un doublement de la dette en seulement 3 exercices budgétaires.

De 600 millions d'euros au 31/12/04 elle doit passer à 1 269 millions d'euros au

31/12/07. Cette explosion de la dette entraîne donc l'explosion des frais financiers.

Cette explosion de la dette, entraîne la région dans une spirale infernale puisque l'augmentation en 2007, de 8 % des taxes foncières et professionnelle (22 M€) couvre à peine l'accroissement des frais financiers. C'est ce que l'on, appelle un « effet boule de neige » !

“ La construction d'un palais de la Région va coûter 157 millions d'euros, c'est-à-dire l'équivalent de 7 lycées.”

A MI MANDAT, LE BILAN DE LA GESTION SOCIALISTE DES RÉGIONS EST CONSTERNANT.

Derrière les augmentations massives de la fiscalité, des dépenses de fonctionnement et de communication se cache la volonté de se servir des régions comme d'un contre-pouvoir. Cette instrumentalisation des régions par le Parti socialiste s'est faite au détriment des ménages et des entreprises qui depuis 2004, ont payé de nouveaux impôts. Désormais, ce sont 2 milliards d'euros supplémentaires qui seront prélevés chaque année sur les Français.

Pour tenter de s'exonérer de leur responsabilité dans ce matraquage fiscal organisé, les présidents socialistes n'ont qu'un seul mot à la bouche : c'est la faute de l'Etat et de la décentralisation. Cet argument dont les exécutifs de gauche usent et abusent dans l'ensemble des régions françaises ne repose sur aucun fondement. Tout d'abord, les augmentations d'impôts sont intervenues avant que les transferts liés à la décentralisation aient des effets sur les budgets régionaux.

Ensuite, les augmentations de la fiscalité, des effectifs et des frais de fonctionnement ne sont pas homogènes d'une région à l'autre. Ainsi, la région PACA a augmenté de 59 % la taxe foncière sur le bâti entre 2004 et 2006 alors que la Haute Normandie n'augmentait que de 10 % le même impôt sur la même période. Même constat en matière de dépenses de personnels : + 79 % en deux ans pour la Basse-Normandie, et "seulement" 20 % pour Midi-Pyrénées. On pourrait multiplier les exemples. Cela prouve bien, que les dérives résultent des choix politiques des exécutifs régionaux et non de transferts de charges imposés par l'Etat.

Si la décentralisation était à l'origine de ces dérives, nous pourrions observer une certaine uniformité dans l'augmentation des impôts. Ce n'est pas le cas !

Enfin, il existe deux régions françaises qui ne sont pas gérées par la gauche : l'Alsace et la Corse. Cela permet de faire des comparaisons et de démontrer définitivement que la responsabilité des hausses de la fiscalité incombe aux présidents socialistes des régions.

Alors que la décentralisation s'applique de façon homogène sur l'ensemble des régions françaises, l'Alsace et la Corse n'ont

quasiment pas augmenté leurs impôts.

Pour conclure, nous vous proposons les "perles des régions" c'est-à-dire, le "meilleur" ou plutôt le "pire" de la gestion socialiste des régions.

Bourgogne

Les augmentations d'impôts d'hier se payent encore aujourd'hui

Dès 2005, la Bourgogne battait tous les records en augmentant les impôts des ménages de 50 % et ceux des entreprises de 75 %. Pourtant, François Patriat ose parler régulièrement "de l'augmentation des impôts passée" comme si elle ne s'appliquait qu'une seule fois. Chaque année ce sont **70 M€ supplémentaires** qui sont ponctionnés sur les Bourguignons. Il n'est pas inutile de rappeler que l'augmentation votée en 2005 s'applique et se répète chaque année.

Bretagne :

Colombo et Perry Mason en breton

Pour élever le niveau culturel des jeunes bretons la Région a subventionné en 2005 la traduction et le doublage de l'excellente série américaine "Perry Mason" diffusée sur TV Breizh, pour la modique somme de 305 000 €. En 2006, mais non ce n'est pas une obsession policière, traduction et doublage de "Colombo" pour 75 000 €.

Centre

La politique fiscale en faveur des entreprises selon les socialistes.

Le président Sapin, également nouveau secrétaire en charge de l'économie du PS, déclare que « *l'emploi et le développement économique demeurent la première préoccupation des habitants de la région Centre, ils doivent être la première des priorités de l'action du Conseil régional* ».

Et pour mettre ses paroles en pratique, il augmente de +24 % le taux de la taxe professionnelle qui pèse sur les entreprises. Voilà une belle action qui permettra certainement aux entreprises d'investir et de créer des emplois...

Champagne-Ardenne

Chères cigarettes !

Pour minimiser les augmentations d'impôts imposées aux ménages et aux entreprises depuis 2004, le président Jean-Paul Bachy indique que ces impôts nouveaux « *C'est le prix d'un paquet de cigarette* ». Il oublie de préciser que cela représente 25 M€ d'impôts supplémentaires qui seront désormais prélevés chaque année sur les revenus des ménages et des entreprises de la région.

Franche-Comté

Café..., sucre et petits fours

La situation financière de la Franche-Comté était saine en 2004. Il n'y avait aucune raison d'augmenter massivement les impôts de 27 % en 3 ans. Le président de la région tente de se justifier en déclarant que ces impôts supplémentaires « *ne coûteraient à chaque franc-comtois que le prix d'un café par semaine* ». Depuis, les Franc-Comtois ont été invités à payer également le sucre... avec les petits fours.

Haute -Normandie

En Haute-Normandie, on ferme des lycées !

Alors qu'Antoine RUFENACHT, Président du Conseil régional de 1992 à 1998 pouvait se prévaloir d'avoir **créé une dizaine de lycées**, son successeur socialiste a rayé de la carte pas moins de 5 établissements d'enseignement : trois suppressions pures et simples (Jean Lurçat à Saint-Etienne-du-Rouvray, Jules Verne au Havre, Honoré-Pons à Saint Nicolas d'Aliermont) et deux suppressions par regroupement d'établissements (à Neufchatel-en-Bray). Prises sans concertation avec les enseignants, les lycéens et les parents d'élèves et sans débats en Assemblée plénière, ces suppressions génèrent une concentration des effectifs dans de gros établissements qui posent de plus en plus de problèmes de sécurité, de réussite scolaire et d'encadrement.

Ile-de-France

Après les **400 000 €** pour le musée Salvador Allende à Santiago du Chili (alors que le gouvernement Chilien lui-même ne mettait que 150 000 € pour la réhabilitation de ce musée), **la région récidive avec :**

- **65 000 €** pour que soit présenté dans les quartiers de Santiago un spectacle proposant « *un voyage dans l'historique du mouvement Hip Hop, de ses repères, de sa gestuelle, depuis les années 70 aux États-Unis* ».
- **500 000 €** pour la fête des franciliens en vue de « *développer le sentiment du mieux vivre ensemble* ».
- **30 000 €** pour "l'ethical fashion show 2006", organisé par l'association Universal Love.

Languedoc-Roussillon

La folie des grandeurs

C'est ainsi que Georges Frêche, pris de mégalomanie a décidé de créer 15 Maisons de la Région à travers le monde : Barcelone (Espagne), Berlin (Allemagne) Bruxelles (Belgique), Londres (Royaume Uni), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Moscou (Russie) New Delhi (Inde) Shanghai et Chengdu (Chine) Tokyo (Japon) Hanoi (Vietnam) Buenos Aires (Argentine) New-York (États-Unis d'Amérique) São Paulo (Brésil)

Limousin

Toujours plus de saupoudrage...

- 108,30 euros à 12 communes pour un intranet
- 170,85 euros pour le nettoyage d'un mur d'escalade
- 200 euros pour un "parcours des arts"

Il est certain que le **coût du traitement administratif de ces subventions est plus élevé que les subventions elles-mêmes !**

Nord Pas de Calais

Contagion de la dénomination "durable",

Parfaitement respectable en soi, le qualificatif de "durable" peut lorsqu'il est utilisé de façon systématique devenir risible. En Nord Pas de Calais, la contagion touche de plein fouet toutes les politiques de la région : ainsi parle-t-on de " soutien à l'agriculture durable et à la pêche durable ", sans oublier bien entendu le "développement durable".

Pays de la Loire

La multiplication des "assises régionales"

2005 aura été l'année des Assises régionales dans les pays de la

Conclusion

Loire. Au total, plus de 100 réunions se sont tenues sous la forme de 32 commissions thématiques. Des débats publics citoyens ont été organisés... Tout cela pour préparer le schéma de développement régional à l'horizon 2015. Et pour conclure, un nouveau type d'assises a été créé. Après avoir décliné le principe des assises dans tous les thèmes possibles, les socialistes ont imaginé un genre nouveau : "les assises des assises". Il s'agit d'un "Forum des assises" et ce n'est pas une blague qui a été organisé pour faire la synthèse des travaux et des débats.

Poitou-Charentes

Des subventions régionales distribuées de façon partisane

Ce favoritisme se traduit notamment par la mise en place du Fonds Régional d'Intervention Local (FRIL), et par la participation financière de la région à divers organismes "parapolitiques".

Le montant total des investissements ainsi soutenus par la Région représente plus de 8 millions d'euros. Toutefois, **2 M€, soit près de 24 % des subventions du FRIL**, sont destinés à **la circonscription de Madame Royal** alors que cette circonscription ne représente que **5,3 % des habitants de la région**.

Rhône-Alpes

Un très cher hôtel de région

La construction d'un nouvel hôtel de région pour **157 millions d'euros, c'est-à-dire l'équivalent de 7 lycées**.



Les présidents des groupes UMP à votre service

AQUITAINE

Président de groupe UMP :
Dominique Ducassou
 Adjoint au maire
 de Bordeaux

Groupe UMP - Conseil régional d'Aquitaine

14, rue François de Sourdis
 33077 Bordeaux
 Tél. : 05 57 57 80 90
 Fax : 05 56 93 12 04

AUVERGNE

Président du groupe UMP :
Jean Proriol
 Député de la Haute-Loire.
 Maire de Beauzac,

Groupe UMP - Conseil régional d'Auvergne

Centre Delille -
 Rue URBAIN II
 63000 Clermont-Ferrand
 Tel : 04 73 31 84 99
 Fax : 04 73 31 84 91
 Site : www.unionpourlauerigne.org

BOURGOGNE

Présidente de groupe :
Simone Rignault

Groupe UMP - Conseil régional de Bourgogne

17, boulevard de la Trémouille
 21 000 Dijon
 Tél. : 03 80 30 14 13
 Fax : 03 80 30 35 61
 Email : umpbourgogne@cr-bourgogne.fr

BRETAGNE

Président du groupe UMP :
Dominique de LEGGE
 Maire du Pertre
 Délégué interministériel
 à la famille

Groupe UMP - Conseil régional de Bretagne

13-C, Rue Franz HELLER
 35700 Rennes
 Tél. : 02 23 21 36 80
 Fax : 02 23 20 69 04

CENTRE

Président du groupe UMP :
Daniel GUERET
 Adjoint au Maire de Chartres
 en Charge des Risques urbains
 1^{er} vice Président de Chartres
 Métropole

Groupe UMP Conseil régional du Centre

2 place Sainte-Croix
 45000 Orléans
 Tél. : 02 38 70 34 33
 Fax : 02 38 70 34 30
 Email : grump@grp.regioncentre.fr

CHAMPAGNE ARDENNE

Président du groupe UMP :
Luc Chatel
 Député de la Haute-Marne
 Porte Parole de l'UMP

Groupe UMP - Conseil Régional de la Champagne Ardenne

5 rue de Jéricho
 51037 Chalons-en-Champagne
 Tél. : 03 26 21 15 16
 Fax : 03 26 21 17 07
 Email : ump.crchampard@wanadoo.fr

LE LIVRE NOIR DES RÉGIONS

Conception/réalisation : Quentin Design - Paris

Dessinateur : David Miege

Coordination : Fabrice Morenon

Impression : Imprimerie Compiègne - Compiègne

FRANCHE-COMTÉ

Président du groupe UMP :
Jean-François HUMBERT
Sénateur du Doubs.

**Groupe UMP et Apparentés
Conseil régional
de Franche-Comté**

4, square Castan
25031 Besançon Cedex
Tél. : 03 81 61 63 82
Fax : 03 81 61 63 47
www.ump-franche-comte.fr

ILE-DE-FRANCE

Président du groupe UMP :
Roger Karoutchi
Sénateur des Hauts-de-Seine

**Groupe UMP - Conseil
régional Ile-de-France**

57 rue de Babylone
75007 Paris
Tél. : 01 53 85 68 85
Fax : 01 53 85 68 09
Site : www.ump-idf.org

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Président du groupe UMP :
Jacques Blanc
Ancien ministre
Sénateur de la Lozère

**Groupe UMP -
Conseil régional du
Languedoc-Roussillon**

Hôtel de Région
201 Avenue de la Pompignane
34000 Montpellier
Tél. : 04 67 22 68 82
Fax : 04 67 22 81 57
Site : <http://www.ump-ni-lr.org>

LIMOUSIN

Président du groupe UMP :
Raymond Archer
Conseiller Général
de la Haute Vienne

**Groupe UMP Conseil
régional du Limousin**

27, boulevard
de la Cordonnerie
87031 Limoges
Tél. : 05 55 45 19 38
Fax : 05 55 45 19 10

PAYS DE LA LOIRE

Président du groupe :
François Fillon
Ancien ministre
Sénateur de la Sarthe

**Groupe UMP
Région des Pays de la Loire**

Hôtel de région
1, rue de la Loire
44966 Nantes
Tél. : 02 28 20 61 26
Fax : 02 28 20 50 45

LORRAINE

Président du groupe UMP
« Pour la Lorraine » :
Claude Gaillard
Député de Meurthe et Moselle

**Groupe UMP au Conseil
régional de Lorraine**

Place Gabriel Hocquard
57036 Metz
Tél. : 03 87 67 05
Fax : 03 87 63 28
Présidente du groupe UMP
« Lorraine Avenir » :
Marie Jo Zimmermann
Députée de la Moselle

**Groupe UMP au Conseil
régional de Lorraine**

Place Gabriel Hocquard
57036 Metz
Tél. : 03 87 33 60 29
Fax : 03 87 33 60 93

MIDI PYRÉNÉES

Président du groupe UMP :
Gérard Tremege
Maire de Tarbes

**Groupe UMP-NI Conseil
régional Midi-Pyrénées**

Hôtel de Région
22, bd du Maréchal Juin
31 406 Toulouse Cedex 9
Tél. : 05 61 33 55 76
(ou 54 66)
Fax : 05 61 33 54 68
Courriel :
rmp.ump@wanadoo.fr

NORD-PAS DE CALAIS

Président du Groupe UMP :
Dominique Riquet
Maire de Valenciennes
Conseil régional
Nord-Pas de Calais
Hôtel de Région
Centre Rihour
59555 Lille Cedex
Tel : 03 28 82 55 99
Fax : 03 28 82 59 31
mail : ump5962@wanadoo.fr

BASSE NORMANDIE

Présidente du groupe UMP :
Nicole Ameline
Ancien Ministre
Ambassadrice en mission
chargée des questions sociales
et de la parité dans les relations
internationales - Déléguée du
Gouvernement français au BIT
Vice-Présidente de la
commission nationale
consultative des Droits de
l'Homme.

**Groupe UMP -
Conseil régional
de Basse Normandie**

11, place Maurice Fouque
14000 Caen
Tél. : 02 31 28 96 40
Fax : 02 31 28 92 41

HAUTE NORMANDIE

Président du Groupe
« Unis pour la Normandie »
(UMP, app. et Dvd) :
Jean-Paul Gauzès
Député européen
Maire de Sainte Agathe
d'Aliermont
Téléphone : 02.35.71.00.43
Fax : 02 35 88 10 43
Email : upn@wanadoo.fr

**PROVENCE ALPES
CÔTE D'AZUR**

Président du groupe UMP/UDF :

Renaud Muselier

Ancien ministre
Premier adjoint au maire
de Marseille
Président d'Euroméditerranée

Groupe UMP

Conseil régional PACA

Hôtel de région
27 place Jules Guesde
13481 Marseille
Tél. : 04 91 57 52 14
Fax : 04 91 57 51 73

POITOU-CHARENTES

Président du Groupe
UMP/UDF et NI :

Henri de Richemont

Sénateur de la Charente
Maire d'Etagnac

**Conseil Régional
Poitou-Charentes**

15, rue de l'Ancienne Comédie
BP 575
86021 Poitiers Cedex
Tél. : 05 49 55 68 97
Fax : 05 49 55 76 94

PICARDIE

Présidente du groupe
« Aimer la Picardie » :

Caroline Cayeux

Maire de Beauvais
Présidente de la
Communauté
d'Agglomération du
Beauvaisis

**Conseil régional de Picardie
Groupe « Aimer la Picardie »**

UMP-UDF Et Indépendants
11, mail Albert I^{er}
800000 Amiens
mdebuire@cr-picardie.fr
Tél. : 03 44 79 42 23

RHÔNE-ALPES

Président du groupe UMP :

Hervé GAYMARD

Ancien ministre
Vice-Président du Conseil
Général de Savoie
Président de l'Association
de Pays de la Tarentaise
5, place Ferdinand Million
73203 Albertville Cedex
Tél. : 04-72-59-42-43
Fax : 04-72-59-46-27
E-mail : herve.gaymard@ump-
rhonealpes.com
Blog : [http://hervegaymard.
ump-rhonealpes.com](http://hervegaymard.ump-rhonealpes.com)